

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » :
tout le cinéma
et une sélection
de sorties



L'OTAN s'est-elle trompée de stratégie ?

- Les critiques militaires s'accumulent sur l'opération « Force alliée »
- Le choix des seuls bombardements aériens est mis en cause
- La résistance de Belgrade a été sous-estimée
- Les alliés renforcent massivement leur aviation et étudient trois scénarios d'intervention au sol



Le pari gagné de « Romance »

Grâce d'abord à son interprète principale, Caroline Ducey, Catherine Breillat fait de la transgression du tabou de la « vérité » des scènes d'amour un acte de création cinématographique.

Le cinéma, p. 31 à 33

Prison pour l'ex-n° 2 malaisien

L'ancien vice-premier ministre malaisien, Anwar Ibrahim, a été condamné à six ans de prison, mercredi 14 avril, pour corruption. Il dénonce « une conspiration politique ».

p. 36

RPR : le coût des emplois fictifs

Selon Le Canard enchaîné, la rémunération de cadres du RPR entre 1990 et 1995 aurait coûté 20 millions de francs à la Ville de Paris.

p. 13



Babel tropicale

Démocratie à l'anglaise, ruines mayas, langue créole : à Belize, en Amérique centrale, le métissage est une culture.

Les voyages, p. 26 à 28

Hors l'école, la peur des sectes

L'État renforce ses moyens de contrôler la scolarité des enfants qui ne fréquentent ni l'école publique ni les établissements privés sous contrat.

p. 12

L'intérêt bien compris du mécénat

Le budget « mécénat » des entreprises augmente, preuve que le parrainage, c'est bon pour l'image.

p. 21

Cultiver des parfums

Puanteur ou senteurs, un passage en revue des plantes et fleurs qui embaument vos jardins et balcons.

p. 29

L'énergie au XXI^e siècle

Les 14 et 15 avril se tient au siège de l'Unesco, à Paris, un important colloque sur les scénarios énergétiques du siècle à venir.

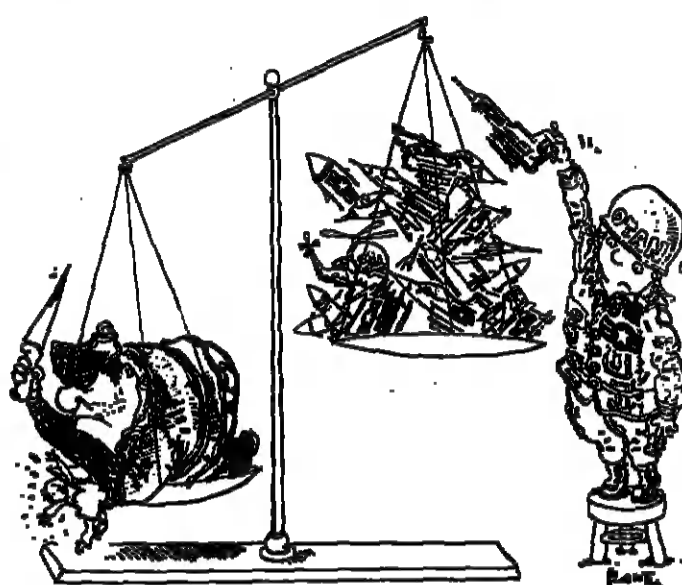
p. 20

Allemagne, 3 DM ; Arabie Saoudite, 5 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,56 \$ CAD ; Côte d'Ivoire, 250 F CFA ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 250 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 900 DR ; Hongrie, 140 F ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Malaisie, 10 RM ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République tchèque, 160 Kčs ; Royaume-Uni, 5 F ; Suède, 100 F ; Suisse, 10 F ; Thaïlande, 20 Baht ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 415 - 7,50 F



REFLET des fautes de l'opération « Force alliée » et, en même temps, désir d'adresser un message de détermination à Slobodan Milosevic : l'OTAN musclee son dispositif militaire contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Le général Wesley Clark a demandé, mardi 13 avril, 300 avions supplémentaires aux États-Unis et sollicité la France et la Grande-Bretagne pour qu'elles augmentent aussi leur participation aérienne. Les renforts sont également terrestres : Londres va envoyer 1800 hommes de plus et 19 chars lourds en Macédoine, cependant qu'une force de 12 800 autres soldats de l'Alliance - 8 000, en majorité des Italiens, dans le cadre d'« Abri allié » et 4 800 Américains autour des hélicoptères d'attaque Apache - va s'installer en Macédoine et en Albanie. L'OTAN dispose ainsi de près de 1 000 avions et de quelque 30 000 hommes au sol face à la RFY. Le général Clark a reconnu que « Force alliée », incapable d'enrayer « l'épuration ethn-



- Cinq critiques sur l'opération « Force alliée » p. 2
- Trois scénarios pour une intervention au sol p. 3
- Massacres : des réfugiés kosovars témoignent p. 4-5
- Les défilés de la Croix-Rouge et du HCR p. 5
- Le débat au PCF et l'intervention de M. Jospin p. 6
- Pendant la guerre, que fait le gouvernement ? p. 10
- Enquête : les mystères de l'UCK p. 15
- Dossier : l'islam européen des Albanais p. 16
- Débats : trois leçons pour la France p. 17
- Chroniques : Alain Rollat ; Pierre Georges p. 34 et 36

rique », n'a pas non plus empêché les troupes serbes de se renforcer au Kosovo, où elles disposeraient de 70 000 hommes et de 300 blindés. « Force alliée » fait l'objet de nombreuses critiques : impréparation, matériel choisi inadéquat, prévisions erronées, sous-estimation des réactions de l'adversaire. A Bruxelles, les Quinze devaient tenir, mercredi, un sommet extraordinaire, en présence de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU. A Moscou, l'ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine a été nommé représentant de Boris Eltsine pour la Yougoslavie. Dans les camps de réfugiés, nos envoyés spéciaux ont recueilli de nouveaux témoignages sur des massacres perpétrés par les forces serbes. Le Monde décrit aussi les origines et le fonctionnement de l'UCK, l'armée de libération du Kosovo.

La leçon de guerre d'un ancien du Vietnam à Bill Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Bill Clinton a réaffirmé, lundi 12 avril, sa certitude d'un succès de la guerre aérienne et son refus d'engager des troupes au sol dans le « conflit » du Kosovo. A Washington, on n'utilise toujours pas le terme de « guerre » : selon le porte-parole de la Maison-Blanche, ce qui se passe actuellement « ne correspond pas à la définition que nous en avons ». John McCain n'est pas d'accord. Or, pour le malheur de la Maison-Blanche, ce sont les prises de position fermes de ce sénateur républicain qui semblent donner le ton.

Cet ancien pilote des « marines », grièvement blessé puis prisonnier au Vietnam pendant cinq ans avant de se lancer dans la politique, brigue aujourd'hui l'investiture de son parti pour la présidentielle de 2000. Il est l'homme politique américain qui a pris depuis le début les positions les plus tranchées sur le conflit. Dans un discours destiné à se positionner par rapport à une Maison-Blanche accusée de faiblesse comme à son parti, divisé entre isolationnistes et faucons,

il a présenté sa vision de la stratégie à employer pour vaincre M. Milosevic.

Quand on fait la guerre, c'est pour la gagner, dit ce héros d'une guerre perdue il y a un quart de siècle : « Quand un président menace d'entrer en guerre, il devrait faire des plans pour cela. Et, quand il entend n'utiliser que des moyens limités, il devrait au minimum avoir un plan de secours prêt pour un échec probable. Le président ne semble avoir ni plan A ni plan B. Si faire la guerre à la Serbie est nécessaire, alors la gagner l'est également. Éviter les pertes n'est pas notre objectif principal. C'est gagner le plus rapidement possible. J'adjure le gouvernement et le Congrès de faire preuve de la résolution et de la confiance en soi digne d'une superpuissance. Notre cause est juste et son succès rapide impératif. Le coût d'un échec est infiniment supérieur à celui de la victoire. »

Se présentant en chef potentiel d'un parti qui se cherche, le sénateur de l'Arizona souhaite que le Congrès autorise Bill Clinton à recourir à tous les moyens nécessaires, y compris l'infanterie. Au nom de l'union na-

tionale, il a appelé « les membres du Congrès à cesser leurs débats et à s'unir pour soutenir la réalisation de notre mission ». « Si je deviens président, j'espère restaurer à la Maison-Blanche le type de leadership qu'attendent les Américains dans les crises comme celle-ci et réformer nos institutions pour que nous en soyons fiers à nouveau. »

L'appel à la fierté nationale ne s'arrête pas aux Serbes, il concerne aussi les alliés de l'OTAN. John McCain les soupçonne de s'ingérer dans la conduite des opérations et paraît vouloir leur faire porter la responsabilité d'un échec éventuel. Leur velléité de construire une identité européenne de défense doit être découragée, sauf si elle prend forme dans les institutions de l'OTAN. Les alliés européens doivent être remis à leur place : « Si nous devons prendre en charge la plus grande part de notre défense commune, nous attendons de nos alliés qu'ils prêtent autant d'attention à nos préoccupations, en Europe et ailleurs, que nous aux leurs. »

Patrice de Beer

POINT DE VUE

Relancer pour les Balkans le pacte de stabilité

par Edouard Balladur

DANS la région des Balkans, les voies de la paix pourraient passer par quelques principes susceptibles, à terme, de permettre aux populations des Balkans de coexister en paix. Le principe devrait consister à réunir à nouveau la communauté internationale autour d'une solution.

L'ONU, et en premier lieu le Conseil de sécurité, doivent avoir leur rôle à jouer. L'on ne peut imaginer non plus que la Russie, partenaire essentiel de la sécurité européenne, n'apporte pas sa contribution.

Le second principe concerne le rôle essentiel que devrait jouer l'Union européenne. L'exemple du « pacte de stabilité », mis en œuvre en 1993 par elle, à l'initiative de la France, pourrait, aujourd'hui, à nouveau nous inspirer. Nous étions alors à la veille de l'élargissement de l'Union. De très nombreux pays candidats, en Europe centrale et orientale, étaient confrontés à des problèmes de frontières et de minorités.

Plusieurs d'entre eux ne voulaient pas reconnaître, dans des textes bilatéraux signés avec leurs voisins, les frontières pourtant définies par les traités qui avaient suivi la seconde guerre mondiale. De nombreuses minorités étaient au bord de la rébellion.

La logique du pacte de stabilité élaboré en relation étroite avec l'OSCE fut d'une grande simplicité : la porte de l'UE serait d'autant plus ouverte aux candidats qu'ils auraient signé, avec leurs voisins, des traités de bon voisinage. La reconnaissance mutuelle des frontières devait avoir pour contrepartie le respect des droits des personnes appartenant aux minorités. Afin d'y parvenir, l'Union avait décidé d'aider en priorité des projets de bon voisinage.

Lire la suite page 17

Edouard Balladur, ancien premier ministre, est député (RPR) de Paris (12^e circonscription).

Algérie : six candidats à la présidence dénoncent des fraudes

SIX DES SEPT CANDIDATS à l'élection présidentielle du jeudi 15 avril en Algérie ont demandé, mardi, l'annulation des premières opérations de vote pour « fraudes » au profit d'Abdelaziz Bouteflika. Se présentant comme un « candidat indépendant », l'ancien chef de la diplomatie du président Houari Boumedienne est considéré comme le candidat du pouvoir. Les six candidats ont demandé à rencontrer mercredi le président sortant, Liamine Zerroual, avant de décider de leur conduite. Certains d'entre eux ont menacé de retirer leur candidature. Le scrutin avait commencé lundi dans les bureaux électoraux destinés aux populations nomades du Sahara et mardi dans les bureaux de vote spéciaux prévus pour les forces armées.

Lire page 8 et notre édition page 18

Les reclus de l'Antarctique

DEPUIS UN MOIS, la base scientifique française antarctique Dumont-d'Urville est coupée du monde. L'hivernage 1999 a commencé. Chef de l'expédition 1998, le docteur Richard Gaud raconte les difficultés de la vie quotidienne dans cet isolement total. Une partie du personnel de la station a servi de cobayes à des expériences destinées à mesurer l'adaptation immunitaire et psychologique de l'homme dans un milieu confiné. Ces travaux intéressent les agences spatiales, car les problèmes de santé des hivernants de l'Antarctique présentent des analogies avec ceux que pourraient rencontrer les équipages des futurs vols habités vers Mars.

Lire page 25

Coup de froid sur Compaq



ECKHARD PFEIFFER

PDG DE COMPAQ, le numéro 1 mondial des micro-ordinateurs, Eckhard Pfeiffer tente de calmer la colère des marchés. L'annonce d'un ralentissement de ses résultats a affaibli la Bourse, qui craint pour la croissance d'un secteur jusque-là euphorique. Le développement d'Internet change aussi la donne et contraint les industriels à revoir leurs stratégies.

Lire page 19

International	2	Météorologie	29
France-Société	18	Jour	29
Régions	19	Carnet	30
Horizons	15	Culture	31
Entreprises	19	Cadre culturel	33
Communication	21	Monde	34
Tableau de bord	22	Abonnements	34
Aujourd'hui	25	Radio-Télévision	35

BALKANS Devant les critiques formulées à l'encontre de sa stratégie, le commandant en chef des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark, a demandé

lundi aux pays participant à l'opération « Force alliée » d'envoyer plusieurs centaines d'avions supplémentaires pour intensifier les frappes contre la Serbie. ● **LES FORCES** de

l'OTAN au sol devraient être renforcées : 6 000 soldats supplémentaires seront déployés, et les États-Unis enverront 4 800 hommes autour d'une flotte d'hélicoptères d'attaque en Al-

banie. ● **LES TÉMOIGNAGES** recueillis par nos envoyés spéciaux confirment les informations sur les exactions perpétrées par les forces serbes au Kosovo. Lundi, la Commission des

droits de l'homme de l'ONU a condamné « la pratique généralisée de purification ethnique » et demandé au TPI de traduire en justice les auteurs de crimes contre l'humanité.

Vivement critiquée, l'OTAN va doubler son dispositif aérien contre la Serbie

Le général Clark a réclamé hier aux participants de l'opération « Force alliée » l'envoi de plusieurs centaines d'appareils supplémentaires afin d'intensifier les frappes aériennes. Réunis mercredi avec Kofi Annan, les Quinze veulent impliquer l'ONU dans un futur règlement diplomatique

L'OTAN, dont l'opération « Force alliée » contre les armées serbes entrant, mercredi 14 avril, dans sa quatrième semaine, va intensifier ses bombardements grâce à de nouveaux renforts en avions. Sa stratégie est néanmoins contestée.

● Des experts militaires américains et britanniques multiplient les critiques sur l'efficacité de l'opération « Force alliée ». Ils estiment notamment que les stratégies de l'OTAN ont sous-estimé les capacités de résistance politique et militaire du président yougoslave Slobodan Milosevic et qu'ils ont, à tort, basé leurs plans sur deux précédents : l'expérience des trappes en Bosnie en 1995 et celle de la guerre du Golfe, qui, en 1991, visait à chasser les forces irakiennes hors du Koweït.

● Le général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, a confirmé mardi avoir demandé à plusieurs États membres de l'Alliance des centaines d'avions supplémentaires – dont trois cents aux seuls États-Unis – pour intensifier la campagne aérienne en Yougo-

slavie. « Petit à petit nous sommes en train de détruire » les capacités des forces militaires et paramilitaires serbes, a-t-il déclaré. Si Washington répond à ses sollicitations, le général Clark disposera de près d'un millier d'appareils, c'est-à-dire plus du double qu'au début des bombardements.

● Le président américain, Bill Clinton, qui a annoncé que la campagne aérienne allait passer à l'étape suivante avec l'arrivée des renforts, a demandé au Congrès d'approuver des fonds d'urgence, évalués entre 3 et 4 milliards de dollars par le Pentagone, pour financer l'effort américain en cours en Yougoslavie. Le Pentagone a expliqué que ce chiffre restait à affiner et qu'il couvrirait à la fois les opérations militaires et l'aide humanitaire. D'après le leader de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott, la campagne militaire de l'OTAN a coûté jusqu'à maintenant aux États-Unis entre 70 et 100 millions de dollars par jour.

● Un sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne (UE), consacré en

grande partie à l'affaire du Kosovo, était prévu mercredi à Bruxelles. Pour la première fois, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, devait y participer. Selon le quotidien allemand *Süddeutsche Zeitung*, l'Allemagne, président en exercice de l'UE, devait soumettre aux Quinze un plan de sortie de crise en trois volets, dont M. Annan serait le maître d'œuvre.

● Le rôle des Nations unies

dans le règlement de la crise a été l'un des sujets à l'ordre du jour de la rencontre, mardi à Oslo, de la secrétaire d'État américaine, Madeleine Albright, et de son homologue russe, Igor Ivanov. M^{me} Albright et M. Ivanov ont qualifié leurs discussions de « très utiles » et se sont entendus sur les « principes de base » que sont la nécessité « d'une fin immédiate et vérifiable » de la violence serbe au Kosovo, le retrait de toutes les forces

serbes, le retour de tous les réfugiés et le libre accès à la province des organisations humanitaires. La principale divergence tourne autour du rôle de l'OTAN dans une force internationale, qui serait déployée au Kosovo dans le cadre d'un plan de paix.

● L'Albanie et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe ont fait état de l'incursion, mardi, de forces serbes dans la localité de Kamenica, dans le nord de l'Albanie. Les soldats serbes se sont ensuite retirés. Belgrade a démenti. L'OTAN cherchait encore mardi à se faire confirmer ces informations. Les États-Unis ont averti qu'ils considéreraient « comme très grave toute tentative des Serbes d'élargir le conflit ».

● Un site, où la terre fraîchement remuée semble indiquer la présence d'une fosse commune, a été photographié par un avion américain de reconnaissance au Kosovo, a indiqué un responsable du Pentagone. Ces images confirmeraient le film vidéo tourné par un Kosovovar, diffusé le 3 avril par la BBC, ainsi que les témoignages de

réfugiés faisant état de l'exécution sommaire d'une centaine d'hommes au village de Veliko Krusa. Ce serait le deuxième site pouvant receler une fosse commune, identifié par les États-Unis au Kosovo, selon ce responsable américain.

● La Commission des droits de l'homme des Nations unies a fermement condamné, dans une résolution, « la pratique généralisée et systématique de purification ethnique » des autorités yougoslaves, ainsi que « les opérations militaires massives lancées par les autorités serbes contre les civils non armés au Kosovo ». La Commission a demandé à la communauté internationale et au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de traduire en justice les auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le texte, légèrement amendé, a été proposé par l'Organisation de la conférence islamique.

● La dernière estimation pour le nombre de réfugiés du Kosovo était, mardi, de 640 000 personnes depuis le début de la crise, en mars 1998.

Breve incursion serbe dans un village albanais

Les premiers affrontements serbo-albanais ont eu lieu, mardi 13 avril, quand des soldats serbes ont occupé, durant une heure et demie, le village frontalier albanais de Kamenica (nord de l'Albanie), où des maisons ont été incendiées, a indiqué Pier Gonggrip, un observateur de l'OSCE. Il se trouvait sur un toit à Bajram Curri, un poste situé à 12 kilomètres, d'où il écoutait le trafic radio des gardes-frontière albanais. Depuis trois jours, les forces serbes tiraient trois ou quatre salves d'artillerie journalières contre des hameaux frontaliers albanais. Mais, lundi, ces tirs ont été suivis de la première incursion serbe en territoire albanais depuis le début des frappes de l'OTAN. Les gardes-frontière albanais, une quinzaine face à une cinquantaine d'assaillants, selon leurs messages, ont riposté au fusil et au mortier avant de se replier. Selon M. Gonggrip, huit combattants de l'UCK au moins ont été tués ces trois derniers jours par les militaires serbes lors d'affrontements dans la région. — (AP)

Les cinq failles militaires de l'opération « Force alliée »

A LONDRES et à Washington, en dépit de la victoire officielle mais au gros calibre dans la presse, l'opération « Force alliée » – qu'on soit politiquement pour ou contre – fait l'objet de critiques quasi quotidiennes de la part des experts militaires. L'acte d'accusation tient en cinq points.

● **Un faux précédent.**

Le choix le plus fréquemment critiqué – et dénoncé comme parfaitement inadéquat – est celui du type de campagne aérienne mis au service de l'objectif politique affiché. En l'espèce, il s'agit – ce que confirment les déclarations mêmes des porte-parole de l'OTAN – de faire revenir le président Milosevic sur son refus d'entériner le texte de l'accord de Rambouillet. L'hypothèse de départ était qu'une semaine de bombardements y suffirait. Cela s'est révélé pathétiquement faux : Slobodan Milosevic n'a pas « craqué », et c'était prévisible. Le précédent le plus souvent évoqué pour fonder le préjugé initial est le revirement opéré par M. Milosevic en Bosnie en 1995, sous la pression d'une mini-campagne de raids aériens de l'OTAN. Mais, relève par exemple l'éditorialiste du

New York Times (un quotidien qui soutient l'intervention de l'OTAN), M. Milosevic n'avait alors cédé – acceptant de se rendre aux négociations de paix de Dayton – que parce qu'une offensive au sol croato-bosniaque avait mis en déroute les forces serbes.

Les autres justifications de l'opération – détruire le potentiel militaire répressif de Belgrade, notamment – n'ont été avancées qu'après que les premiers jours de bombardements eurent échoué à amener le président yougoslave à raison.

● **Le mythe de l'omnipotence aérienne.**

Il est largement l'héritage de la campagne (« Tempête du désert ») que les États-Unis menèrent contre l'Irak, dans le Golfe, début 1991. Là encore, le précédent est peu convaincant. Les terribles semaines de bombardements alors conduits détruisaient effectivement une bonne partie du potentiel irakien. Mais l'intervention aérienne ne prit tout son sens militaire que comme préparation à l'attaque au sol qui suivit. Le quotidien britannique *The Independent* (11 avril) écrit ainsi : « L'histoire militaire moderne enseigne qu'une campagne

aérienne en soi n'est jamais concluante. On gagne la supériorité aérienne afin que les troupes au sol puissent intervenir. » Pour des raisons politiques plus que militaires, les Occidentaux ont dit exclure à l'avance toute intervention au sol au Kosovo, du moins tant que Belgrade n'y consentirait pas : « Une erreur grave », commente Antony Lewis dans le *New York Times*.

● **Une question de « dosage ».**

Les critiques militaires acceptent, et respectent, les contraintes de l'opération « Force alliée ». Elles sont de deux ordres : épargner au maximum la population civile serbe – ce qui limite les possibilités de frappes – notamment par temps couvert ; faire courir le moins de risques possible aux pilotes. Mais certains contestent aussi l'impact d'une campagne conçue comme devant aller crescendo. Ils avancent que l'objectif politique aurait peut-être pu être atteint avec une série de raids initiaux beaucoup plus brutaux. A titre d'exemple, une journée moyenne durant la phase aérienne de « Tempête du désert » comprenait 2 000 sorties. En vingt jours, « Force alliée » n'en a compté « que » 6 000 (Le Monde du 14 avril).

● **Une sous-estimation des capacités de l'adversaire.**

Il ne s'agit pas seulement ici de la défense antiaérienne de la République fédérale de Yougoslavie, plus robuste et plus résistante que prévu (Le Monde du 14 avril). Mais, à l'évidence, militaires et politiques occidentaux n'avaient pas imaginé que M. Milosevic répliquerait aux bombardements par une vague d'« épuration ethnique » de l'ampleur de ces dernières semaines. Deux hypothèses, ici, pas plus rassurantes l'une que l'autre : on a sous-estimé l'absence de scrupules d'un régime qui avait pourtant en la matière un lourd « casier judiciaire » ; ou on a surestimé la capacité de dissuasion d'une campagne de bombardements aériens sur des hommes au sol, qui, kalachnikov au poing, mènent des opérations de terreur contre une population civile.

● **L'adaptation de certains matériels.** Même si la Yougoslavie ne faisait pas partie du pacte de Varsovie (l'alliance militaire que l'URSS avait formée avec ses satellites européens), l'OTAN n'est pas, dans cette région du monde, en terrain inconnu. Bien au contraire : elle a eu cinquante ans

pour étudier les conditions de bataille sur le théâtre européen, au sol comme en l'air, y compris les conditions météo qui, en cette année 1999, ne diffèrent pas de celles de la moyenne. Avec la Yougoslavie, l'OTAN a affaire à un pays dont le « caractère de guerre est largement celui du pacte de Varsovie, donc, en principe, familier aux états-majors occidentaux.

Pourquoi les stratégies de Bruxelles n'ont-elles pas pris le soin de monter leur opération en intégrant, dès le départ et en nombre, les appareils les plus capables d'intervenir par mauvais temps, les B-1B Lancer de l'US Air Force ou les Tornado de la Royal Air Force ? S'il s'agissait, en deuxième objectif, de ralentir les opérations d'« épuration ethnique », pourquoi n'avoir pas rassemblé une flotte d'appareils capables d'endurer les chocs serbes, d'immobiliser l'infanterie, d'infiltrer les bandes armées de miliciens : des avions d'attaque américains A-10 couplés aux hélicoptères Apache, notamment ? Les A-10 commencent à opérer ; les Apache ne sont pas encore près d'être déployés.

Alain Frachon

Le général Clark peine à défendre sa stratégie

BRUXELLES

de notre correspondant

Lundi 12 avril, le général Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée », déclarait à la BBC : « Milosevic est en train de perdre, et il le sait ». Le lendemain, il réclamait à Washington 300 avions supplémentaires et sollicitait la France et la Grande-Bretagne pour qu'elles renforcent également leur contribution au dispositif allié.

Venu exposer, au siège de l'OTAN, à Bruxelles, le bilan militaire de trois semaines de frappes aériennes, il a brossé une image nettement moins optimiste – du moins pour le court terme – de la situation militaire sur le terrain. Certes, le potentiel offensif de l'armée yougoslave a été fortement entamé à l'issue des quelques 6 000 sorties aériennes effectuées depuis le 24 mars : plus de 150 objectifs ont été atteints au Kosovo et sur l'ensemble du territoire yougoslave. Mais l'activité de l'armée de Belgrade reste importante malgré l'élimination de 50 à 70 % de ses réserves de carburant et la destruction de 70 % des voies de communication reliant la Serbie à la province rebelle.

« Il y a plus de forces serbes au Kosovo qu'au début de l'opération », a reconnu le général Clark, qui note, par ailleurs, que ces forces, cachées pendant les bombardements, se regroupent et se réorganisent en dépit des attaques

aériennes. Le commandant en chef a ajouté qu'il était, pour le moment, impossible de parachuter de l'aide humanitaire aux personnes déplacées à l'intérieur du Kosovo (Le Monde du 13 avril).

« Les avions de combat, rapides et bien équipés, peuvent échapper aux batteries antiaériennes serbes, mais pas un avion de transport, lent et contraint de voler à basse altitude », a-t-il dit.

En réponse aux interrogations sur la longueur de l'opération « Force alliée » au regard des résultats obtenus, Wesley Clark a mis ce fait sur le compte d'une météorologie défavorable : « Nous n'avons eu que sept jours de ciel clair sur vingt jours d'opérations », a-t-il regretté.

● **MAUVAISE FOI**

Le commandant suprême des forces alliées en Europe a également avancé le souci d'éviter au maximum les « dommages collatéraux », qui fait de cette guerre celle « qui, dans l'Histoire, a fait l'usage le plus important des armes de haute précision ». Ce qui n'empêche pas quelques « bavures », comme la destruction dimanche d'un train sur la ligne Belgrade-Skopje. Le commandant en chef, qui s'est déclaré « désolé » de cette erreur, a expliqué, images vidéo à l'appui, qu'« il s'agissait de détruire un pont ferroviaire à l'aide d'un missile guidé par laser. Le tir a été effectué de loin. A la seconde où le missile est parti, un éclair est appa-

ru sur les images transmises par la caméra installée sur le missile. C'était un train. Il n'était pas possible de rappeler l'engin ».

Le général Clark s'est également défendu devant les critiques formulées sur l'imprévoyance des stratégies de l'Alliance concernant l'énorme masse de réfugiés qui s'est mise en mouvement vers les pays alentour, après le début de l'opération « Force alliée ». « Si nous avions inclus cela dans nos prévisions, nous n'aurions pas été crus », constate-t-il, stigmatisant la « mauvaise foi » des dirigeants serbes.

A ce sujet, il évoque une rencontre à Belgrade, en octobre 1998, entre lui-même, le général Naumann, président du comité militaire de l'OTAN, et les généraux yougoslaves Perisic et Djordjevic, responsables des opérations contre la rébellion de l'UCK au Kosovo. « Ils nous ont fait valoir à l'époque, en réponse à nos mises en garde sur l'augmentation considérable des forces serbes au Kosovo, qu'il ne s'agissait pour eux que d'élimer, en une semaine ou deux, les forces armées séparatistes », s'empare-t-il.

Pour l'avenir, et sans fixer de terme à l'offensive aérienne, le général Clark s'est déclaré résolu à continuer de détruire systématiquement et sans faillir les capacités de défense yougoslaves.

Luc Rosenzweig

Enfin !!
L'informatique a pris
« direct » et « entrepôt »

Mais de manière accessible aux entreprises...
choix de matériel, la Concept IC vous
proposera des solutions à votre mesure
de 2500 m². Ce type de centre est réservé
aux professionnels sérieux et
aux entreprises à forte croissance.

- Vente exclusive aux entreprises et professionnels.
- Entretien complet sans interruption.
- Eau de climatisation et chauffage.
- Aménagement d'achat 5000 F TTC.
- Service après-vente constructeur (en général 1 an, voire 3 ans).
- Livraison éventuelle possible.
- En cas de rupture de stock, livraison dans les 24 heures.

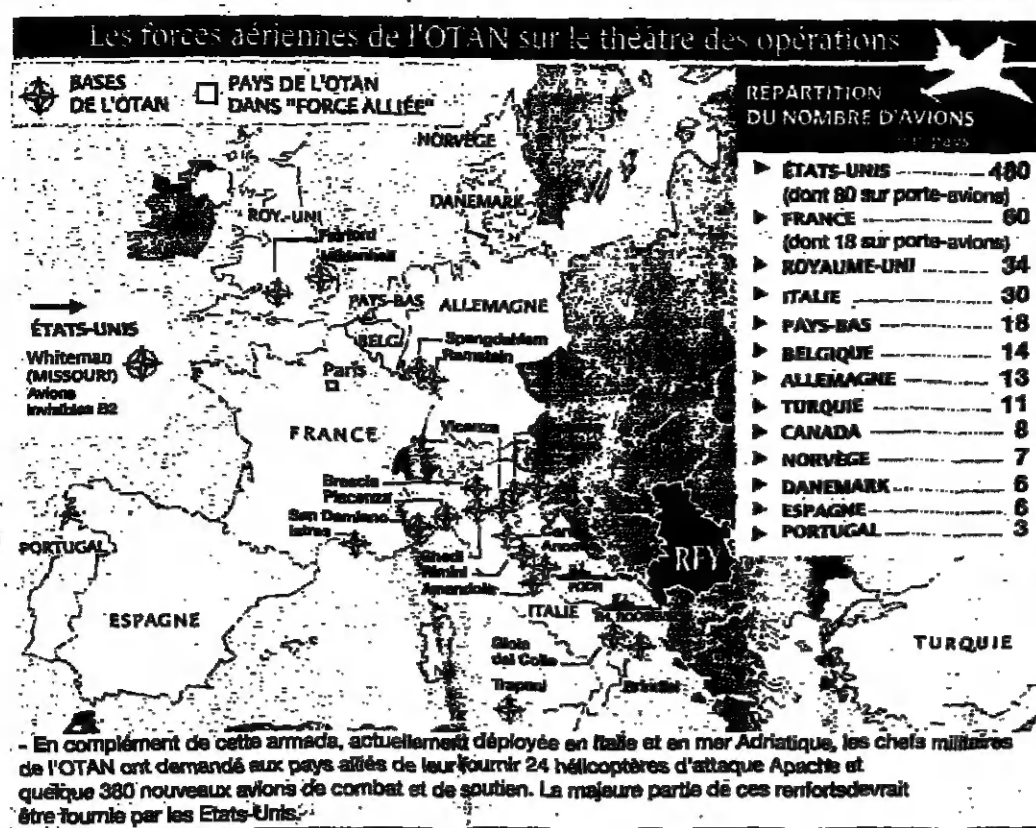
Direct Dépôt IC
124 Bd de Verdun
92400 Courcouronnes
01 47 68 43 75
Heures d'ouverture
du lundi au vendredi
de 14h à 17h

Direct Dépôt IC

Contradictions hispaniques

L'OTAN CONTRE LA SERBIE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 3



L'offensive diplomatique promet, elle aussi, d'être longue et difficile

IL N'Y AURA PAS de miracle. L'offensive diplomatique engagée cette semaine par les Occidentaux pour tenter d'avancer vers un règlement du conflit est, elle aussi, un processus lent. Et, comme l'offensive militaire, elle rencontre ses difficultés. L'entente que l'Américain Madeleine Albright a eu à Oslo mardi avec son homologue russe Igor Ivanov n'a pas ouvert de nouvelle perspective proche. Et le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ne s'envoiera sans doute pas pour Belgrade après sa rencontre avec les dirigeants européens, mercredi soir, à Bruxelles: il n'y a pas, à ce jour, de médiation possible.

Quoi qu'il pense de Slobodan Milosevic, Igor Ivanov n'était pas en mesure de faire entendre des promesses susceptibles de débloquer la crise. « Notre discussion n'a pas été simple », a souligné le ministre russe, tout en affirmant sa disposition à poursuivre « les efforts diplomatiques pour parvenir à un règlement politique ». Les dirigeants russes ne sont manifestement pas en état d'écouter pour des raisons de politique intérieure - se « bouger » sur le Kosovo. Il fait même renouer pour les jours à venir à l'implication leur ministre des affaires étrangères dans une autre rencontre avec les homologues occidentaux. La réunion, au niveau ministériel, du G8 (les sept pays les plus industrialisés et la Russie), que les Allemands avaient entrepris d'organiser, ne semble plus envisageable à très court terme: un dirigeant russe ne peut apparemment pas trop s'attacher ces temps-ci avec ceux qui bombardent la Yougoslavie.

Le principal mérite du rendez-vous d'Oslo est donc d'avoir eu lieu. C'est peu dans l'immédiat, mais crucial pour la suite. Il était important, pour les Américains, de rappeler que l'intervention de l'OTAN en Yougoslavie n'a pas pour objet d'humilier la Russie en frappant

l'un de ses « alliés » et que Washington, au contraire, compte sur un dialogue constructif avec Moscou pour sortir du conflit. De même, il est important, pour les Européens, de rappeler mercredi à Bruxelles que ce conflit est le leur, qu'ils l'assument, et que leur intervention peut prétendre à une légitimité internationale. Les dirigeants français ont insisté ces derniers jours sur la nécessité - impérative à leurs yeux - que le règlement final ait la caution de l'ONU. Les Allemands sont sur la même ligne et l'on s'attendait à ce que le sommet des Quinze, mercredi soir à Bruxelles, officialise ce principe comme une exigence de l'Europe.

LE PAU DES OCCIDENTAUX. L'offensive diplomatique occidentale consiste à trouver un accord avec les Russes sur ce règlement final. Une résolution pourrait alors être adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU, dans le cadre - espèrent-ils - du chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui autorise le recours à la force. Cela renforcerait fortement la pression qui s'exerce sur Slobodan Milosevic, même s'il n'accepte pas (son acceptation) n'est pas garantie. Cela modifierait aussi le contexte dans lequel s'exerce l'intervention militaire occidentale, en lui conférant une légitimité internationale, élargirait l'éventail des options possibles pour la suite.

On est encore très loin de là. Pour que les Russes approuvent une résolution au Conseil de sécurité, il faut que les Occidentaux aient réglé avec eux le point sur lequel ils butent depuis Rambouillet, à savoir: la nature de la force d'interposition qui serait chargée de veiller à l'application d'un règlement comportant, notamment, la délimitation de la province. Le déploiement d'une force étrangère dans un pays souverain qui n'en veut pas « reste l'un des points les plus compliqués »

sur la voie d'une solution à la crise, a dit M. Ivanov à l'issue de sa rencontre avec M. Albright. Depuis le début, les Russes disent qu'ils n'approuveront pas ce point ce que le régime de Belgrade sera prêt à accepter. Le ministre russe des affaires étrangères s'est néanmoins montré plus ouvert mardi: il faut, a-t-il dit, continuer de discuter pour trouver « une forme acceptable de présence internationale au Kosovo » qui ne soit pas purement et simplement une émanation de l'OTAN, mais implique aussi l'ONU et l'OSCE.

Les Occidentaux ont fait preuve également d'une certaine ouverture sur ce point, mais ils n'ont pas, à ce stade, accordé leurs vœux. Les Américains insistent pour que l'OTAN contrôle effectivement la future opération d'interposition et pour que cette dernière soit « robuste », fût-ce avec un mandat de l'ONU et, comme cela se passe actuellement pour la SFOR en Bosnie, avec la participation de contingents de pays non-membres de l'Alliance, comme la Russie. Les Français sont plutôt sur cette ligne de l'efficacité militaire, mais partisans d'examiner diverses formes d'embellage pour éviter un affichage trop provocateur de l'OTAN. Les Allemands semblent aller plus loin et auraient proposé une force plus légère que celle qui était prévue dans le projet de Rambouillet, dès lors que le désarmement de la province aurait été accepté par les parties et que des contingents de l'OTAN restent stationnés dans les pays voisins.

Tout cela demande encore des ajustements peut-être difficiles entre les Occidentaux et les Russes. Le pari est qu'ils finiront par choisir, plutôt qu'une opposition qui les marginalise, une participation active, pour eux plus gratifiante, à l'élaboration d'un règlement.

Claire Tréan

L'OTAN étudie plusieurs scénarios d'envoi d'une force terrestre au Kosovo

L'arrivée de nouvelles troupes en Albanie et en Macédoine renforce le dispositif allié d'intervention au sol. Reste l'essentiel: définir sa mission

« FORCE ALLIÉE » reste encore officiellement, à ce jour, une opération de l'OTAN destinée à « casser » l'armée yougoslave au Kosovo et ses arrières en Serbie, de façon à faire céder Slobodan Milosevic et ses généraux sous le poids des bombes et des missiles. Mais « Force alliée » évolue. En trois semaines, on a doublé progressivement le nombre des avions engagés. Voilà qu'on s'apprête, avec une nouvelle demande du général Wesley Clark, commandant suprême des forces alliées en Europe, à le tripler pour le porter à 900 appareils, soit un peu plus de la moitié de l'armada aérienne déployée contre l'Irak en 1991. Et ce parce qu'on a sous-estimé la capacité de l'armée serbe à laisser passer l'orage et à économiser ses moyens.

À la conduite des opérations aériennes, l'OTAN a ajouté une mission civile, « Abri allié », pour escorter l'aide humanitaire destinée aux réfugiés du Kosovo dans les pays limitrophes. À terme, cette mission devrait mobiliser pas moins de 8 000 hommes, dont une majorité de soldats italiens. En outre, plusieurs pays de l'Alliance, au premier rang desquels la Grande-Bretagne et les États-Unis, annoncent un renfort de leur présence militaire au sol, notamment en Macédoine - où stationne déjà, depuis le début de l'année, une troupe portée progressivement à 12 000 hommes sous commandement britannique - et en Albanie, où Washington se prépare à installer 4 800 hommes autour d'une flotte d'hélicoptères d'attaque et d'une artillerie lourde déployée à la frontière avec le Kosovo. Soit, au total, un détachement de près de 30 000 hommes, en comptant une partie des troupes de la SFOR en Bosnie, laquelle peut devenir l'élément précurseur, mais léger dans l'état présent de son équipement, d'une force de paix appelée à intervenir en première urgence.

UNE LONGUE CAMPAGNE. En août 1998, les états-majors alliés, à Mons, avaient lancé l'étude d'une planification qui se voulait sans exclusive, y compris sur la mise sur pied d'une force de terre - configurée différemment selon les scénarios envisageables en fonction de l'évolution de la crise dans les Balkans -, que les responsables politiques de l'Alliance ont tenu à écarter. A l'OTAN, aujourd'hui, on ne s'interdit pas de réfléchir de nouveau à la question. Toutes les options restent à l'étude, disent les militaires, pour faire face à une force serbe de répression massive et brutale qui reste constituée, dans le seul Kosovo, de 33 régiments de la III^e armée (20 000 soldats appuyés par 300 blindés, 300 autres véhicules, 200 pièces d'artillerie) et de 15 000 à 20 000 hommes des forces spéciales de sécurité et de policiers, sans compter les miliciens.

Mais, ajoute-t-on aussitôt chez les militaires de l'OTAN, toutes les options - dans l'ordre terrestre - sont possibles et peuvent être remises en chantier au plus vite si, entre-temps, les responsables politiques donnent leur feu vert et si les objectifs actuels de « Force alliée » sont atteints - à savoir la maîtrise de l'espace aérien au-dessus de la région, un affaiblissement radical des forces serbes sur le terrain, une réduction drastique du potentiel militaire-industriel en Serbie même et l'incapacité, pour Belgrade, de ravitailler sa III^e armée au Kosovo.

Les théoriciens de l'OTAN, inspirés par l'armée américaine, pour laquelle une opposition frontale de vive force n'est plus de mise avec l'implosion du bloc de l'est, se font à la perspective qu'une force aérienne internationale puisse voir le jour dans les Balkans, mais au terme d'une longue campagne aérienne, à l'instar de

Selon ces scénarios, les obstacles ne sont pas tout à fait les mêmes, la difficulté majeure restant de savoir si les communistes serbes et albanophones, aujourd'hui impliqués dans des affrontements sans merci, ont véritablement envie de vivre durablement côte à côte. Si tel n'était pas le cas, les pays qui contribueraient à la force ont-ils accepté, d'ores et déjà, de s'engager militairement pour des années?

Quelle forme qu'elle revête, cette présence internationale pose, sans compter avec les aléas liés à la nature inhospitalière du terrain (Le Monde du 2 avril), les mêmes problèmes dans l'ordre organisationnel et opérationnel. Des problèmes naturellement plus graves à résoudre dans l'hypothèse d'une opération - très risquée - de vive force au Kosovo. Ce scénario-là suppose - outre la coopération des deux États déjà impliqués, l'Albanie, mise large-

L'« espion » français des Serbes « solidaire » des alliés

Le commandant Pierre-Henri Bunel - nés en examen et écroué à la prison de la Santé, depuis fin octobre 1998, pour « intelligence avec l'ennemi » au profit des Serbes, alors qu'il était en poste à Bruxelles -, a fait savoir, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il était « solidaire » des troupes de l'OTAN et des frappes aériennes. « Il ne s'agit pas d'un revirement de sa part, explique M. Eric Najstiat. M. Bunel affirme n'avoir jamais agi par sentiment pro-serbe, contrairement à ce qu'on lui a dit, à l'époque, des fautes malveillantes ». « Mon client, a ajouté son défenseur, reconnaît avoir commis une faute professionnelle, et il a agi pour des motifs strictement humanitaires ». Le commandant Bunel est accusé d'avoir, à l'été 1998, fourni à un agent serbe, à Bruxelles, des informations sur la nature des crimes visés par l'OTAN. Il ne veut pas, selon M. Najstiat, qu'on insinue, aujourd'hui, que les relations de la France avec l'OTAN seraient difficiles depuis son arrestation. - (AFR)

ce qui s'est passé en Irak, où six semaines de raids aériens avaient précédé quatre jours de combats au sol.

Là où le débat commence, c'est quand il faut déterminer la nature, les missions, l'environnement politique, la composition, l'équipement, la localisation et le calendrier de cette force internationale. C'est-à-dire l'essentiel, compte-tenu des divergences qui peuvent exister d'une part au sein des pays membres de l'OTAN, de l'autre entre eux et ceux, hors Alliance, qui seraient sollicités pour y participer. Les différentes configurations peuvent aller, selon les circonstances, d'une force (envisagée lors des discussions de Rambouillet) de 26 000 à 28 000 hommes, après un accord de paix et un cessez-le-feu, jusqu'à la « projection » d'un dispositif qui réunirait 200 000 à 300 000 soldats (selon qu'on compte ou non le soutien des combattants), pour sécuriser en permanence le Kosovo dans un environnement hostile dès le départ, en passant par une force de 70 000 à 90 000 hommes, dont le rôle serait d'accompagner le retour et l'installation des réfugiés chez eux, malgré l'existence de « poches » menaçantes de résistance serbe.

Jacques Isnard

Aujourd'hui
Fête des Secrétaires
& Assistantes

Offrez-leur
des fleurs!

Fête des Secrétaires & Assistantes

هكذا من الأصل

■ L'ACCUEIL DES EXILÉS KOSOVARS DANS LES CAMPS S'ORGANISE



Selon la dernière estimation du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), mardi 13 avril, environ 640 000 personnes ont quitté le Kosovo depuis le début de la crise, en mars 1998. Une moitié d'entre eux se trouvent en Albanie, quelque 120 000 personnes ont rejoint la Macédoine, et 80 000 se sont rendues au Monténégro. Des milliers d'autres continuent à arriver, chaque jour, aux postes-frontières, après avoir été chassés par les forces serbes. Cet afflux a pris de court les organisations humanitaires, et a contraint l'OTAN à organiser des camps, comme ci-contre en Macédoine, à Brazda et à Stenkovac, non loin de la capitale, Skopje. Ci-dessous, à Stenkovac, une file de candidats au départ pour l'Allemagne. En bas, un réfugié du camp de Brazda consulte un tableau de messages dans l'espoir de retrouver un proche.

PHOTOS REUTERS



Les réfugiés du Kosovo témoignent des exactions des forces serbes

MORINA
de notre envoyé spécial
C'est une zone mixte de plaine et de montagne, au sud-ouest du Kosovo. A vol d'oiseau, ou par les sentiers.

REPORTAGE
Les associations et l'ONU tentent de réunir le maximum d'informations

tiers. L'Albanie n'est qu'à une vingtaine de kilomètres. Mais la route, qui suit le cours de la Drina, triple la distance. De ses doigts épais, le vieil homme indique sur la carte de la province le carré délimité par les villes de Rahovec et Suhareka, et les villages de Nerxe et Pirane. « Ça s'est passé ici, dans au moins cinq villages, peut-être plus. »

L'homme a passé le poste-frontière de Morina dans la nuit de lundi à mardi. Il y a cinq jours, lui et une poignée de ses compagnons, jetés sur la route par la police et les milices paramilitaires serbes, avaient été refoulés à vingt kilomètres de l'Albanie. Slobodan Milosevic venait d'annoncer un cessez-le-feu unilatéral. Il avait trouvé refuge dans un village laissé intact par les troupes de Belgrade. Et puis lundi soir, il a vu une colonne de réfugiés en provenance de la région de Kosovo Polje passer sur la route en direction de l'Albanie. Alors le camion bleu, avec vingt-cinq personnes, hommes, femmes et enfants, tous originaires

de Bellacërka, a pris place dans la file et quitté ce qu'un enquêteur de l'association Human rights watch appelle déjà « la zone des massacres ».

Les témoignages sont aujourd'hui nombreux, précis, concordants. S'ils ne font pas état de massacres massifs et systématiques, comme en Bosnie, ils confirment ce que les associations humanitaires craignent depuis déjà deux semaines : pendant les trois jours qui ont suivi les bombardements de l'OTAN, le 24 mars, des dizaines de personnes, sans doute des centaines, ont été exécutées par des groupes armés serbes, essentiellement les milices paramilitaires.

RAFALE DE MITRAILLETTE

Selon le vieil homme, les hommes armés sont arrivés à Bellacërka, 2 700 habitants, au petit matin. « Nous les avons vu de loin, raconte-t-il. Certains habitants sont restés, la plupart des gens sont partis. J'étais dans un groupe d'au moins deux cents personnes. On a couru vers le lit de la rivière. Nous entendions tirer. Nous nous sommes cachés sous un pont. Mais ils nous ont repérés. Ils ont séparé les hommes, ont envoyé les femmes et les enfants sur la route vers Nerxe, et nous ont demandé de nous déshabiller. Ils ont alors tout fouillé, ont pris l'argent et les papiers, puis nous ont dit de remettre nos vêtements et de nous approcher de la rivière. C'est alors qu'ils ont ouvert le feu. Je me suis jeté à l'eau, d'autres sont tombés sur moi. Et puis plus rien. Cinq minutes

plus tard, j'ai entendu une autre rafale de mitraillette, plus loin. Au bout de vingt minutes, j'ai bougé. On était six survivants, dont quatre blessés. Je n'avais rien. Je crois qu'il y avait entre trente-cinq et quarante morts, dont quatre de mes cousins. On est allé dans un village voisin où l'on s'est caché jusqu'à ce qu'ils nous disent, il y a cinq jours, de partir. » Le vieil homme dresse la liste des victimes de son clan. Il y a vingt noms.

L'association Human Rights Watch avait recueilli, cinq jours plus tôt, un témoignage similaire. Agé de quarante ans, l'homme a été entendu à l'hôpital de Kukes où il a été admis il y a six jours. Selon lui, 42 habitants de Bellacërka auraient été tués sur le bord de la rivière, mais il cite les cas de deux familles de cinq personnes et treize personnes également abattues alors qu'elles fuyaient leur maison.

Bellacërka semble avoir été le premier massacre d'une série. Dans l'après-midi du 25 mars, Krushë e Madhe a été atteint à son tour. Selon plusieurs témoignages recueillis par Human Rights Watch, au moins 40 personnes y auraient été assassinées. Une cassette vidéo diffusée par la BBC il y a quelques jours permet d'identifier clairement quinze cadavres.

Etudiant en mathématiques à Pristina, il était rentré à Krushë e Madhe il y a trois mois, après l'arrêt des cours. Aujourd'hui, Nejmuddin est réfugié dans une famille de Kukes avec ses cousins et sa tante. Son oncle, lui, n'est pas là, officiellement

échappé dans la montagne. « Si on disait la vérité à ma tante, elle serait inconsolable », explique-t-il.

VILLAGE BRÛLÉ

L'homme est mort selon un scénario qui ressemble à celui de Bellacërka. Cette fois encore, des familles, qui avaient fui l'arrivée des milices serbes, auraient été retrouvées près d'une rivière. Les femmes et les enfants auraient été éloignés et les hommes assassinés. Aucun d'entre eux n'aurait survécu. C'est cinq jours plus tard que plusieurs jeunes gens du village, dont Nejmuddin, qui s'étaient cachés dans les montagnes, ont retrouvé les corps. Ils en auraient enterré six, avant de quitter les lieux en entendant des coups de feu. Dans le village brûlé, ils auraient également décompté neuf corps, dont cinq dans la cour de la mosquée. Selon lui, le nombre total de victimes dans le village serait supérieur à soixante-dix.

Les deux massacres sont-ils l'œuvre des mêmes auteurs ? Ont-ils encore sévi le lendemain ou d'autres ont-ils pris le relais ? Selon Human Rights Watch, une soixantaine de personnes auraient en tout cas été tuées, vendredi 26 mars, à Celine, à deux kilomètres de Krushë e Madhe. Plus d'une centaine auraient subi le même sort à Krushë e Vogel. Une dizaine, enfin, seraient morts à Pirone.

Ces crimes localisés pourraient s'expliquer par la volonté des Serbes de punir une zone réputée favorable à l'UCK. L'armée de libération du Kosovo a en effet long-

temps disposé d'une base près du village de Retimlje, dans la montagne, au centre du fameux carré. Mais plutôt que les explications, les organisations internationales souhaitent multiplier leurs efforts pour connaître et caractériser les exactions. Les associations et les agences de l'ONU tentent ainsi de réunir le

maximum de témoignages. Enfin, le Tribunal pénal international de La Haye, qui, la semaine dernière, a recueilli les premiers éléments susceptibles de caractériser des crimes de guerre, s'apprête à ouvrir un bureau à Tirana.

Nathaniel Herzberg

PEUGEOT NEUBAUER
A partir de 77

306

9, bd Gouvion St Cyr 75017 Paris
Tél : 01 46 22 88 88

مكتبة من الأصل

La Macédoine fait face à un nouvel afflux

« Après l'arrivée des paramilitaires, tout le village est parti dans les bois, sauf mon oncle et ma tante, qui ont été exécutés »

SKOPJE

de nos envoyés spéciaux

Lentement, les trois autobus rouges surchargés entrent dans le camp, se frayant un passage dans la foule accourue qui tente de reconnaître derrière les vitres un parent ou un ami. Les véhicules s'immobilisent devant un quartier de tentes innocentes. Entre deux haies de paras français chargés de les guider, des dizaines de réfugiés de tous âges, de toutes conditions en descendant, certains hagards, d'autres en pleurs, pour se diriger vers leurs abris d'infortune.

Après une pause, le camp de Stenkovac, l'un des deux grands camps montés par l'OTAN près de Skopje, a de nouveaux accueilli mardi 13 avril plusieurs centaines de Kosovars chassés de chez eux par les forces serbes. L'organisation humanitaire CARE, à laquelle le Haut-Comité aux réfugiés des Nations unies (HCR) a maintenant confié l'administration du camp, faisait état en fin de journée de l'arrivée de 1 500 nouveaux réfugiés. Un premier convoi de 500 personnes avait franchi la frontière en fin de mati-

en Macédoine : « Il a été identifié et sa maison a été rasée dès le lendemain », assure-t-il.

Fatima a commencé son exode depuis plus longtemps encore. Agée de quarante-huit ans, originaire d'un village situé à une quarantaine de kilomètres, elle a fui il y a plus de deux mois lorsque des unités serbes sont venues s'installer dans la petite localité. Elle a vécu avec les gens dans les bois pendant près de trois semaines, puis elle s'est abritée à Uroševac. Au village voisin de Sojeva, Chefket, un monteur d'auto-école de quarante-trois ans, a vu arriver l'armée yougoslave il y a neuf jours pour y décrire le couvre-feu. « Le lendemain, raconte-t-il, les paramilitaires sont arrivés et ont tiré des coups de feu dans toutes les directions. Tout le village est parti dans les bois, sauf mon oncle et ma tante, qui ont été exécutés. Plus tard dans la journée, les paramilitaires sont partis à notre recherche, ils nous ont trouvés et ils ont pris notre argent et les bijoux des femmes. Puis je suis allé à Uroševac. »

Chefket s'y est installé chez sa fille, jusqu'à ce que les paramilitaires fassent irruption dans la maison. Il est frappé, menacé de mort. « J'ai reconnu certains d'entre eux, ajoute-t-il, alors nous sommes partis nous installer dans une maison abandonnée pendant deux jours, puis, ce matin, nous avons réussi à prendre le train. »

UN TEST IMPORTANT

Chasser les Kosovars des bois, des villages, les pousser vers la ville et de là, en les terrorisant, les inciter à fuir : telle semble être la tactique mise en œuvre une nouvelle fois en ce jour par les forces serbes dans la région d'Uroševac, face à la Macédoine. Les réfugiés rencontrés à Stenkovac évoquent la présence dans la ville de plusieurs milliers de personnes qui pourraient à nouveau affluer à la frontière. Outre les problèmes que cela va de nouveau poser pour leur accueil, la reprise des expulsions vers la Macédoine semble confirmer l'aggravation générale de la situation au Kosovo.

Le pourrissement de la situation ne sera pas sans conséquences pour la Macédoine, où la tension reste latente entre un gouvernement qui cherche à rester le plus neutre possible et une communauté albanaise qui vit mal la situation. Le départ des troupes de l'OTAN des deux grands camps de réfugiés qu'ils ont installés il y a dix jours près de Skopje et de celui de l'armée allemande près de Tetovo va être un test important. Leur administration est maintenant officiellement passée entre les mains du HCR et des organisations humanitaires avec lesquelles il travaille. A partir de jeudi, les militaires occidentaux doivent commencer à amorcer leur retrait de ces camps, où ils assurent ces derniers jours encore l'essentiel des opérations logistiques, et surtout où leur présence avait un effet rassurant pour les réfugiés.

Le gouvernement macédonien, qui assurait jusqu'à la garde à l'extérieur des camps pour que les gens ne soient pas, doit envoyer maintenant des policiers à l'intérieur. Or cette décision n'est pas loin d'être ressentie comme une provocation par les réfugiés, qui redoutent un face-à-face avec une police macédonienne qu'ils considèrent comme étant sympathisante avec la cause serbe. A Stenkovac, les représentants des réfugiés ont demandé d'avoir mercredi une réunion avec le HCR et les responsables du contingent français de l'OTAN présent sur place pour leur demander de s'occuper à leur retrait. Celui-ci n'en semble pas moins inéluctable.

Le HCR et les représentants des contingents occidentaux concernés assurent cependant que toutes les garanties ont été prises auprès des autorités macédoniennes pour que leur présence policière soit la plus discrète possible et qu'elles acceptent, au moins les premiers temps, des patrouilles de surveillance de l'OTAN.

Henri de Brsson et Gilles Paris

Une épreuve de vérité pour les grandes organisations humanitaires

L'OTAN s'est engouffrée sur le terrain de l'aide aux réfugiés

Devant la défaillance des grandes institutions humanitaires, prises de court par la crise au Kosovo, l'OTAN a été tentée de prendre en main le

problème des réfugiés. Alors que les ONG dénoncent cette confusion des genres, le ministre français en charge de l'action humanitaire,

Charles Josselin, a annoncé, lundi 12 avril, qu'une clarification était en cours sur la répartition des rôles.

LA CRISE du Kosovo est une difficile épreuve de vérité pour certaines grandes organisations humanitaires qu'on attendait aux avant-postes et qui semblent débordées par les événements. C'est le cas pour le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), qui dispose statutairement d'un droit d'intervention, et pour le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), agence de l'ONU dont le mandat est d'assurer la protection et la sécurité des réfugiés.

S'exprimant pour la première fois depuis le départ de ses délégués du Kosovo, au début de l'intervention aérienne de l'OTAN, le CICR a fait savoir, lundi 12 avril, qu'il souhaitait retourner dans la province. Son président, Cornelio Sommaruga, avait envoyé un courrier en ce sens la semaine dernière à Slobodan Milosevic : la réponse de Belgrade n'a pas paru valoir assurance que la sécurité des délégués serait garantie dans la province et on en est resté là.

Mais le CICR est aussi très peu visible dans la gestion de la situation créée par l'afflux massif de réfugiés dans les pays voisins du Kosovo. Or c'est à lui qu'il revient, en principe, d'organiser une « agence centrale de recherches » pour mettre en contact les familles séparées, rechercher et recenser les disparus et (ce qui supposerait un accès au terrain) transmettre des messages aux prisonniers de guerre s'il y en a.

INITIATIVES PRIVÉES

Cette fonction de centralisation des recherches n'est pas pour l'instant assurée. Des initiatives privées se sont mises en place : c'est le cas de la petite ONG Télécom sans frontières, débordée par le succès des téléphones qu'elle met à la disposition des réfugiés en Albanie, ou de diverses radios - la Radio albanaise, la Deutsche Welle, Voice of America - qui diffusent des messages pour faire se retrouver les familles séparées.

Le CICR a passé un accord avec ces radios et faisait valoir lundi que les noms de 500 personnes à la recherche de leurs proches étaient diffusés sur ces ondes et publiés dans des journaux en Albanie. Les

téléphones qu'il a mis à la disposition des réfugiés dans les camps en Albanie avaient permis en une semaine à 250 personnes de reprendre contact avec leurs proches, indiquait-on aussi au siège de l'Organisation à Genève. Mais ces moyens semblent très insuffisants devant l'ampleur des besoins et alors qu'une partie des réfugiés est en cours de dispersion dans de nombreux pays d'accueil.

La même paralysie devant l'urgence a semblé saisir aussi le HCR au début de la crise. Plusieurs voix ont dénoncé son incapacité à assumer sa fonction première, qui est d'enregistrer les réfugiés afin de leur garantir une identité juridique et un statut. On a critiqué aussi son absence dans les décisions prises d'imposer telle ou telle destination à une partie des réfugiés (Le Monde du 13 avril).

CONFUSION DES GENRES

« L'absence des grandes institutions et organisations internationales est criante », déclarait lundi, après d'autres, une mission de la Fédération internationale des droits de

l'homme de retour du Monténégro. L'OTAN s'est engouffrée sur le terrain laissé libre. Des camps ont été installés par les soldats alliés en Macédoine, 8 000 hommes ont été affectés à l'opération « Abri allié » pour l'acheminement des secours en Albanie. Plusieurs ONG ont dénoncé avec virulence le beau rôle que s'arroge une organisation militaire partie prenante au conflit, dont elles ne veulent pas devenir les prestataires de service, ce qui serait à leurs yeux entacher le principe de la neutralité de l'action humanitaire. L'OTAN pourrait rétorquer que l'efficacité est sa justification. Médecins sans frontières, devant cette confusion des genres, somment la semaine dernière le HCR de se ressaisir et d'assumer sa mission.

Les grandes institutions humanitaires, pourtant dotées d'un mandat international précis et fort, ont « raté » le début de la crise du Kosovo, ce qui devrait les obliger, le moment venu, à une réflexion critique sur elles-mêmes.

Claire Tréan

La région de la Drenica en péril

L'ambassadeur à Skopje, Jacques Hinzinger, a fait état, mardi 13 avril, de nouvelles alarmes venant des régions situées au nord-ouest de Pristina et du massif de la Drenica, l'un des anciens fiefs de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les vivres commencent à manquer et la situation « serait déplorable ». Sur le plan militaire, les accrochages, selon des informations fragmentaires, deviendraient plus nombreux, signe d'une réapparition de l'UCK, dont on avait dit qu'elle avait subi des revers graves au début des frappes de l'OTAN. Elle profiterait maintenant de ce que les déplacements de l'armée serbe deviennent plus compliqués en raison des attaques aériennes occidentales.

née au poste-frontière de Blace, à une vingtaine de kilomètres de là. Plusieurs autres ont suivi. Tous les réfugiés arrivaient par train de la ville d'Uroševac, à 35 kilomètres au nord. Ils étaient transportés sans attendre vers Stenkovac.

Depuis plusieurs jours le flot de réfugiés venant du Kosovo en Macédoine s'était pratiquement tari. Seuls des petits groupes venaient encore signalés à plusieurs points de passage. Les convois de mardi faisaient craindre un nouvel afflux massif. Selon les témoignages recueillis parmi les arrivants, les forces serbes ont entrepris de vider la région d'Uroševac de ses habitants.

FORTUNES DIVERSES

Gani, Fatima et Chefket ont connu des fortunes diverses jusqu'à leur arrivée au camp de Stenkovac. Gani, un jeune cordonnier de trente et un ans, a été jeté sur les routes dès le début des bombardements de l'OTAN. Coincé dans la longue queue de réfugiés qui s'attendaient pendant des jours de pouvoir atteindre le poste-frontière de Blace, bloqué par les Macédoniens, il est revenu sur ses pas avec des amis à l'annonce du cessez-le-feu serbe de Péques. Ils ont enté de village en village, couchant trois nuits dans les bois, avant de regagner Uroševac. « J'ai vu quatre cadavres et des dizaines de maisons abandonnées, pillées ou dévastées, notamment celle qui servait de quartier général à l'OSCE », confie-t-il.

A Uroševac, il y avait encore de l'eau et de l'électricité dans la journée, mais la terreur entretenue par les forces paramilitaires serbes ont eu raison de Gani. Mardi matin, il a réussi à grimper avec sa famille dans un train pris d'assaut par des dizaines de Kosovars désarmés. Gani veut témoigner. Son frère aîné, lui, se montre plus prudent. Il a encore en mémoire les conséquences du témoignage d'un réfugié recueilli



مكتبة من الأصل

PEUGEOT
NEUBAUER
à partir de 77 500 Frs

CVT 75017 Paris
24 22 88 88

L'incertitude demeure sur l'accueil des réfugiés kosovars

M. Jospin annonce une « procédure simplifiée »

OSCILLANT entre fermeté et générosité, l'attitude du gouvernement français à l'égard des demandeurs d'asile kosovars n'en finit pas de révéler son ambiguïté. Alors que les manifestations de solidarité se multiplient en France, les procédures administratives permettant l'accueil concret de réfugiés dans l'Hexagone demeurent dans le flou.

Lionel Jospin, comme l'avait fait, la veille, le président de la République Jacques Chirac, a rendu hommage, mardi 13 avril, à la mobilisation de l'opinion française. Devant l'Assemblée nationale, le premier ministre a « relevé » la « puissante réponse apportée par nos compatriotes concernant l'accueil en France de familles de réfugiés ». Il s'est aussi efforcé de répondre aux critiques sur les réserves françaises en matière d'accueil. « L'urgence est d'organiser et de protéger les réfugiés du Kosovo au plus près de leur région d'origine (...) pour préparer leur retour dans leur pays », a répété le chef du gouvernement, tout en précisant qu'il avait aussi été mis en place « une procédure permettant à des familles et à des collectivités françaises d'accueillir provisoirement des réfugiés ».

Pourtant, l'incertitude continue de régner à propos des formalités administratives permettant d'enregistrer puis d'autoriser à séjourner en France les demandeurs d'asile actuellement concentrés dans les camps d'Albanie et de Macédoine. Mardi, Le Parisien a publié le texte très restrictif d'un télégramme diplomatique adressé, début avril, à tous les consulats de France en Europe concernant l'examen des demandes de visa émanant de ressortissants yougoslaves ou serbes demandant « chaque cas par cas ».

ASILE TERRITORIAL

Le gouvernement a rapidement démenti tout lien entre ce télégramme et la situation des réfugiés kosovars en faveur desquels un « régime spécifique d'accueil a été défini ». Au ministère des affaires étrangères, on précisait, mardi, que les Kosovars volontaires pour la France « sont, après enregistrement par le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies), dispensés de l'obligation de visa » et sont alors accueillis en vertu de l'asile territorial. Cette procédure, pratiquée depuis des années pour quelques milliers d'Algériens, a été officialisée par la loi Chevènement sur l'immigration. Les intéressés, après examen individuel, bénéficient d'une simple autorisation provisoire de séjour en France, éventuellement assortie du droit au travail. Cette situation est largement plus précaire que le statut

de réfugié prévu par la Convention de Genève, auquel les victimes de la répression serbe au Kosovo ont manifestement droit. Appuyant ces explications prétendument rassurantes, M. Jospin a précisé, mardi, devant les députés que « non seulement, ces réfugiés candidats à venir chez nous ne sont pas dissuadés par des formalités administratives, mais ils bénéficient d'une procédure simplifiée et accélérée des dispenses de visas ».

LIMITER L'AFFLUX

Sur le terrain, la réalité semble plus complexe, comme nous l'indique Henri de Bresson, notre envoyé spécial à Skopje (Macédoine). « Tout réfugié du Kosovo qui en fera la demande pourra être accueilli en France », a annoncé, mardi, Jacques Hutzinger, l'ambassadeur de France en Macédoine, en invitant les intéressés à s'adresser au HCR ou aux organisations humanitaires.

Pourtant, toutes les précautions semblent avoir été prises pour que cette décision ne provoque pas un afflux trop important. Le gouvernement français a attendu, pour annoncer sa décision, que les opérations de recensement par le HCR commencent en Macédoine. Or, sur les formulaires distribués mardi dans les camps, les réfugiés sont invités à faire savoir s'ils souhaitent se rendre dans certains pays (Allemagne, Turquie, Norvège, etc.). Mais la France ne figure pas sur la liste.

Philippe Bernard

Le PS français propose à ses homologues les « références » d'une issue politique

Les socialistes européens réunis avant le sommet de Bruxelles

Les dirigeants socialistes européens, réunis à Bruxelles, mercredi 14 avril, devaient être saisis de propositions du PS français pour une issue politique de la guerre.

Dans les rangs socialistes, Paul Quilès demande, d'autre part, le report des cérémonies du cinquantième anniversaire de l'OTAN, prévues à Washington le 24 avril.

POUR ne pas torpiller le sommet informel des chefs d'Etat et de gouvernement, mercredi 14 avril à Bruxelles, les leaders du Parti des socialistes européens devaient s'abstenir de toute déclaration commune sur le Kosovo. François Hollande, qui devait participer à cette réunion avec Lionel Jospin, devait toutefois présenter des propositions qui pourraient servir de « références » communes pour « offrir une issue politique à la crise du Kosovo ». Testées auprès de plusieurs PS européens, elles ont été présentées par M. Hollande, mardi, au bureau national du PS, en présence de plusieurs ministres (Alain Richart, Jean Glavany, Pierre Moscovici et Charles Josselin).

Le premier secrétaire du PS, qui connaît les réticences de plusieurs partis sociaux-démocrates - grec, suédois et autrichien - sur ce point, entend rappeler que l'intervention militaire était « juste et nécessaire » et qu'elle a été rendue « inévitable en raison de la mise en œuvre de la politique de purification ethnique ». M. Hollande veut aussi rappeler les conditions posées à un arrêt des frappes aériennes : cessation de « toute opération menée par les forces de répression serbes au Kosovo » ; « retrait des forces de répression serbes du Kosovo » ; « retour des réfugiés dans les conditions de sécurité les plus strictes » ; « occupation par la Serbie d'un régime politique de la crise » ; présence d'une force de sécurité internationale « sous l'égide de l'ONU ». Pour M. Hollande, il s'agit de conditions « intangibles ».



Selon Pierre Guidoni, chargé de l'international au secrétariat national du PS, l'objectif des socialistes, en harmonie avec les orientations de la diplomatie française, est de « proposer une solution politique dans le cadre normal du Conseil de sécurité des Nations unies », quitte à laisser des organisations régionales, comme l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), jouer leur rôle.

M. Hollande devait aussi reprendre son idée, présentée lors d'une convention du PS le 28 mars et rejoignant celle de Romano Prodi, président désigné de la Commission européenne, d'une « grande conférence sur la paix, la stabilité et la sécurité dans les Balkans ». Dans son esprit, il s'agit pour l'Union européenne d'ouvrir aux Balkans une perspective européenne.

Michel Noblecourt

Robert Hue se livre au jeu des questions-réponses sur le Kosovo

LE DÉBUT (MOSCOU)

de notre envoyé spécial

Quelques heures avant le meeting, le secrétaire de la petite fédération communiste de Moscou, Raymond Schwenne, est inquiet, mais formel. Inquiet de remplir « sa » salle, dans cette région minière où les terres s'effondrent sous les maisons et où les certitudes européennes sont bien mal enracinées depuis les licenciements dans la sidérurgie, au début des années 80. Formel, en revanche, sur ce qui pourra convaincre les Moscovites de braver la pluie, ce mardi 13 avril. « Au début de l'année, les militants s'interrogeaient sur la liste : "Est-ce que sur le Kosovo on sur la conception fédéraliste de l'Europe, il n'y a pas de différence entre les socialistes et Jean-Pierre Chevènement ?" »

« Pensez-vous que [c'est] possible de travailler à des questions aussi importantes nous divise-t-elle ? », demande un participant. « PCF, complice d'un gouvernement qui bombarde avec l'OTAN », risque un autre. Le se-

laire prévus à cet effet. Moi, je veux le pouvoir, savoir pourquoi nous ne serions pas d'accord sur les solutions du conflit.

« Sur une chose aussi difficile que la guerre et la paix, il faut avoir la volonté d'écouter », répond M. Hue. Dans une liste, un parti, un gouvernement, dans chaque famille française, le débat est ouvert et les avis sont différents. Tous, nous pensons que la responsabilité de Milosevic et des nationalistes est totale. C'est clair, c'est net, c'est précis. Personne ne grogne dans la salle. Puis : « Ceux qui parlent de cacophonie pensent sans doute que notre "diversité" c'était du baratin. Qui pense un instant que sur le Kosovo on sur la conception fédéraliste de l'Europe, il n'y a pas de différence entre les socialistes et Jean-Pierre Chevènement ? »

« Pensez-vous que [c'est] possible de travailler à des questions aussi importantes nous divise-t-elle ? », demande un participant. « PCF, complice d'un gouvernement qui bombarde avec l'OTAN », risque un autre. Le se-

crétaire national vivante gagnent tous ceux qui n'en ont pas. Le Kosovo et veulent faire évoluer la gauche plurielle. « D'ailleurs, ajoute-t-il sur le ton de la confidence, je n'ai pas l'impression que Lionel Jospin ait envie de mettre fin au mandat des ministres communistes ».

PAS DE POLITIQUE

Après-midi, à l'Assemblée nationale, M. Jospin a donné, selon M. Hue, les signes qu'« au gouvernement, les choses sont en train de bouger dans le bon sens ». Il faut « les encourager ». Quand l'entend le premier ministre privilégier le choix de la négociation et de la diplomatie, et reprendre des propositions que nous faisons depuis un certain temps et visant, notamment, à ce que l'ONU joue un rôle central dans le règlement politique de la situation, à faire intervenir la Russie, le me réjouis », lance M. Hue sous les applaudissements. Sans citer ni commenter, à dessein, et contrairement à François Hol-

lande, la déclaration télévisée de Jacques Chirac, mardi 13 avril.

« Quel est l'attitude du PCF vis-à-vis de l'idée d'une défense européenne, sachant qu'en 1994, il avait contribué à l'enterrement de son autre fiche, M. Hue réplique ce qu'il a dit, dimanche, sur Europe 1 : il est favorable à une « coordination des politiques de défense européennes », précisant qu'il ne s'agit « pas d'une armée, mais de moyens ». Les militants ignorent sans doute que la direction officielle d'une nouvelle manifestation contre les bombardements, prévue mercredi par le Mouvement de la paix et l'extrême gauche, sera une table, un papier blanc : « Le PCF n'a pas de politique sur le Kosovo ». La salle semble heureuse, ne s'agit jamais, applaudit souvent. Dans toutes ces questions, dans toutes les réponses, chacun a forgé son propre qu'il réchauffe ses convictions.

Arlette Chevalier

VU A LA TÉLÉVISION SERBE

La défense du pays comme « tâche prioritaire »

DANS la partie politique du journal télévisé, mardi 13 avril, la secrétaire générale du Parti socialiste, Gorica Gajević, a constaté que « La Serbie est unie dans sa volonté de se défendre dans la dignité et le courage ». Elle a affirmé que « tous les citoyens de Serbie sont aujourd'hui des soldats défendant le pays face au primitivisme de la force de l'Amérique et de ses satellites ». « La vie en Serbie ne s'arrêtera pas », a-t-elle ajouté. Cette tâche est assurée par l'armée « héroïque », mais aussi par tous « ceux qui, n'étant pas directement sous les drapeaux, défendent le pays par leur travail ».

Divers reportages programmés dans la suite du journal télévisé, ainsi que dans une émission consacrée à la vie de Belgrade, sont venus attester que cet appel avait déjà été entendu. L'un d'eux a montré la remise de tracteurs, sortant des ateliers de fabrication, à leurs nouveaux propriétaires, en précisant que ces machines « étaient prêtes à s'inscrire dans la grande campagne des semailles de printemps ». Leurs propriétaires ont assuré « qu'ils allaient travailler les champs et ainsi apporter leur contribution à la défense du pays face à l'armée fasciste de l'OTAN ». Un ouvrier agricole a expliqué que les travaux de printemps étaient totalement réalisés : « C'est notre contribution à la défense du pays, notre façon de soutenir ceux qui défendent les ponts et les usines et, lorsque nous aurons terminé, nous nous joindrons à eux s'il le faut ».

Dans les facultés, où les cours sont interrompus, des mesures ont été prises pour permettre aux étudiants de passer leurs examens en repoussant

le calendrier initialement prévu, notamment « pour tenir compte de l'absence d'étudiants mobilisés ou engagés volontaires », comme l'a précisé le doyen de la faculté de droit de Belgrade. Des étudiants de la capitale serbe ont organisé une marche pour faire la tournée des ponts à défendre. Contrairement aux manifestations étudiantes de protestation contre le régime, à l'automne 1996, les professeurs étaient, cette fois, présents en affirmant que « les enseignants doivent toujours être aux côtés de leur étudiants ».

Les services de santé s'adaptent aussi à la situation. Ainsi, compte tenu des risques encourus par les hôpitaux, des équipes d'accouchement mobiles ont été créées, ainsi qu'un service d'aide psychologique. Dans ce même besoin d'assurer l'équilibre d'une population contrainte de « diviser les jours en deux parties, l'une sans sursis, où l'on vit relativement normalement, et la nuit, qui est le plus souvent chargée de peur et d'incertitude », les directeurs de salles de sport reorientent l'activité de leurs établissements vers des programmes de relaxation : sauna, massage, tennis et tennis de table.

C'est donc la défense de tout un pays que l'on organise. Ce qui permet à un participant à un meeting de protestation, mêlant patriotisme et concert, de déclarer que cette réaction des Serbes « confirme définitivement que nous sommes un peuple exceptionnel, doté d'un moral et d'une force immenses, et je suis très optimiste ».

Hector Forest

DÉPÊCHES

KOSOVO

■ « La vallée de la Drénica, dans le centre du Kosovo [chef de l'UCK] il y a deux mois, était vide d'habitants, à l'exception de quelques soldats et officiers de police. Chânes errants et bétail abandonné sont les seuls signes de vie dans les villages », rapporte, mercredi 14 avril, Paul Watson, envoyé spécial du Los Angeles Times à Belgrade, qui a pu se rendre lundi, en compagnie d'autres journalistes occidentaux, au Kosovo. « La ville de Djakovica, entourée d'un mois deux villages où des maisons brûlaient, était dépeinte et vide à l'exception des militaires (...) ». Elle souffrait des pillages que l'armée de l'UCK a commis, la ville ont été incendiées et rasées », selon Paul Watson.

B 92 REPRISE EN MAIN

■ L'ancienne radio indépendante B 92, fermée à la veille des premières frappes de l'OTAN, finit à nouveau depuis mardi 13 avril, mais sous la houlette d'un directeur nommé par les autorités serbes. L'ancien directeur en chef, Vojan Matic, avait affirmé que la plupart des journalistes refuseraient de travailler avec le nouveau directeur, Aleksandar Nikacevic, un ancien leader étudiant, proche du pouvoir.

CONVOI RUSSE

■ Le convoi d'aide humanitaire russe qui fut bloqué, samedi 10 avril, par les autorités hongroises à la frontière ukrainienne, a fini par arriver, mardi 13 avril, à Belgrade. Laisant derrière eux quatre camions-citernes de fioul et des véhicules blindés, les Russes ont pu amener à leur « frères slaves et orthodoxes » 68 véhicules transportant 300 tonnes de secours, dont un hôpital de campagne et des vivres. (Reuters.)

400 000 APPELS

■ Le standard téléphonique mis à la disposition des Français, destinés à accueillir des réfugiés du Kosovo a reçu 400 000 appels depuis son ouverture le 8 avril, a annoncé mardi 13 avril le Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU à Paris. Ces appels sur un numéro vert « 0800 » ont permis de recueillir 8 000 fiches de personnes ayant offert concrètement leur aide. Après une attitude réservée, les autorités avaient finalement précisé que la France était susceptible d'accueillir « plusieurs milliers de réfugiés ». Tous, les réfugiés en France dans le cadre de cette opération seront munis d'une autorisation provisoire de séjour de trois mois, suivie au premier renouvellement d'une carte de séjour temporaire d'un an. (Reuters.)

LE COÛT DE LA GUERRE

■ Le conflit entre l'OTAN et la Yougoslavie a coûté, à ce jour, de 70 à 100 millions de dollars par jour (65 à 92 millions d'euros) aux États-Unis, a affirmé, mardi 13 avril, le chef de la majorité républicaine au Sénat, Trent Lott. (APR.)

CRIF

■ Jean Kahn, président du Consistoire central juif de France, a lancé un appel pour une collecte de fonds en faveur des réfugiés kosovars. De son côté, Henri Hildesberg, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a approuvé l'action des forces de l'OTAN « qui luttent pour la liberté et contre la barbarie ».

SANT'EGIDIO

■ Une délégation de Sant'Egidio s'est rendue la semaine dernière à Belgrade et a pu joindre par téléphone Ibrahim Rugova à Pristina. Cette communauté catholique, spécialiste de la « diplomatie parallèle », a demandé aux autorités serbes d'autoriser le leader kosovar à sortir de Yougoslavie pour se rendre à Rome.

MEETING DE SOLIDARITÉ

■ Une réunion publique en soutien du peuple kosovar contre la purification ethnique se tient jeudi 15 avril, à 20 h 30 au Théâtre du Soleil à la Cartoucherie de Vincennes, à l'appel notamment du Comité Kosovo (tél. : 01-42-76-00-56). Avec la participation de Marie-Françoise Allain, Georges-Marie Chenu, Antoine Garapon, Pierre Hain, Alain Joxe, Mohammed Kullashi, Véronique Nahum-Grappe et des témoins kosovars.



Espace Suffren



New Beetle*

*New Beetle 2.0 Disponible à l'essai.

40 ter, avenue de Suffren - 75015 PARIS

Tél. 01 53 58 10 00

هكذا من الأصل

noues
DÉPÊCHES

MONDE
LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII
LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 7



OFFREZ VOUS 3 HEURES DE CONGÉS PAYÉS.

SIÈGE INCLINABLE À 123°. Confortablement installé dans votre siège en 1ère classe, vous n'êtes plus en voyage d'affaires entre Paris et Londres, mais en voyage tout court.

EUROSTAR. DANS HOMME D'AFFAIRES IL Y A HOMME.



هكذا من الأصل

Romano Prodi a reçu un accueil assez favorable des eurodéputés

STRASBOURG. Le président de la Commission européenne désigné Romano Prodi a reçu, mardi 13 avril, un accueil assez favorable des députés du Parlement européen pour sa première déclaration où il a promis de « pousser l'Europe vers une période de grandes réformes et de changements ». Le Parlement européen votera l'investiture de M. Prodi au cours de la première semaine du mois de mai, et donnera son avis après les élections européennes (13 juin) sur la nouvelle Commission qui entrera en fonction à l'automne.

Mardi à Strasbourg, M. Prodi a utilisé un discours à la tonalité plus libérale que sociale, avec un accent remarqué sur le « fort niveau de concurrence nécessaire » dans l'Union européenne. Sur la question des irrégularités qui ont provoqué la chute de la précédente Commission, M. Prodi a souligné qu'il ne ferait preuve « d'aucune tolérance vis-à-vis de la fraude ». — (AFP)

Rejet du report de la procédure de destitution de M. Eltsine

MOSCOU. Les députés russes se sont prononcés, mercredi 14 avril, contre le report de l'examen des cinq chefs de destitution retenus contre Boris Eltsine. Seuls 206 élus se sont ralliés à la décision des chefs de groupes, annoncée mardi, de reporter sine die les débats, qui devaient initialement s'ouvrir jeudi. Il fallait vingt voix de plus pour que cette initiative soit approuvée à la majorité simple. Le président de la chambre basse, Guennadi Selezniov, a convoqué les présidents de groupes après le vote pour de nouvelles consultations. — (Reuters)

DÉPÊCHES

■ **ÉTATS-UNIS** : le « docteur suicide » Jack Kevorkian, militant controversé de l'euthanasie, a été condamné mardi 13 avril à une lourde peine de prison pour avoir tué à sa demande un malade incurable. Le juge de Pontiac (Michigan) Jessica Cooper l'a condamné à une peine de prison minimale de 10 ans et maximale de 25 ans, pour avoir, en septembre à Détroit, mis fin aux jours de Thomas Youk, 52 ans, un malade qui souffrait de sclérose latérale amyotrophique (maladie de Lou Gehrig). — (AFP)

■ **NIGER** : la France a décidé de suspendre sa coopération avec le Niger, après l'assassinat, vendredi 9 avril, du président nigérien Ibrahim Baré Maïnassara et la prise du pouvoir par l'armée, a annoncé, mardi 13 avril, le ministre français des affaires étrangères, La France « décide de suspendre immédiatement et jusqu'à nouvel ordre toute coopération militaire avec les autorités de Niamey, ainsi que les programmes de la coopération civile ne bénéficiant pas directement aux populations », a indiqué le porte-parole du ministère français des affaires étrangères Anne Casseau-Secret. La France est le premier partenaire commercial du Niger, et son premier bailleur d'aide.

■ **IRLANDE DU NORD** : les partis politiques nord-irlandais ont repris, mardi 13 avril, leurs pourparlers pour tenter de relancer l'accord de paix, gelé par un contentieux portant sur le désarmement de l'IRA, mais dans un climat laborieux et sans signe apparent de compromis des protagonistes. Les participants se sont retrouvés à Belfast au point où ils s'étaient quittés, sans qu'aucune nouvelle date-but soit leur soit fixée par les gouvernements britannique et irlandais, échaudés par une trop longue série de « dates-limites » dépassées sans résultat. — (AFP)

■ **FINLANDE** : les cinq membres de la large coalition sortante ont conclu, mardi 13 avril, un nouvel accord de gouvernement pour les quatre ans à venir, sous la direction du social-démocrate Paavo Lipponen. Reconnu à son poste après les élections législatives du 21 mars, le premier ministre a dû faire quelques concessions à ses alliés conservateurs, en raison de leurs bons résultats lors du scrutin. Ceux-ci ont notamment obtenu un système portefeuille, soit autant que les sociaux-démocrates. — (Corresp.)

■ **INDONÉSIE** : le Fonds monétaire international (FMI) a estimé, mardi 13 avril, que la conjoncture économique de l'Indonésie restera « difficile » et « fragile » tant que la situation politique ne sera pas davantage stabilisée à Djakarta. Le FMI relève également « des performances décevantes des exportations récemment, un regain de volatilité de la roupie, une accélération de l'inflation entre décembre et février et des progrès limités dans le processus de restructuration des entreprises ». — (AFP)

Accusé de crimes de guerre, un Rwandais est jugé en Suisse

LAUSANNE. Première en Europe, un Rwandais soupçonné d'avoir participé à des massacres lors du génocide de 1994 dans son pays comparait, depuis lundi 12 avril, devant un tribunal militaire suisse siégeant à Lausanne sous haute surveillance policière. A l'époque, le chef de la milice de Mbutse, un Houta âgé de 35 ans, est accusé d'avoir incité à l'assassinat de Tutsis et de Hutus modérés. Il doit aussi répondre de meurtre et de violations des conventions de Genève sur la guerre. Réfugié en Suisse avec sa famille depuis 1994, Fulgence Niyonzwe avait été arrêté en août 1996 à la suite d'une plainte d'une association privée. — (Corresp.)

Les rivaux de M. Bouteflika à l'élection présidentielle algérienne crient à la fraude

Ils exigent l'annulation des premières opérations de vote

A la veille de l'élection présidentielle du jeudi 15 avril, six des sept candidats ont dénoncé les « fraudes » qui, selon eux, entachent les premières opérations de vote dans les bureaux électoraux du Sahara et dans les casernes au profit d'Abdelaziz Bouteflika, présenté comme le

« candidat du pouvoir ». Ils ont demandé à rencontrer « d'urgence » le président Liamine Zeroual (Lire aussi notre éditorial page 18).

ABDELAZIZ BOUTEFLIKA peut-il être battu ? A vingt-quatre heures du premier tour de l'élection présidentielle, telle est la question qui résume le mieux la situation. Non pas que les sondages placent en tête l'ancien ministre des affaires étrangères du président Boumedienne. L'Algérie est encore une terre quasi vierge pour les enquêtes d'opinion et les rares simulations publiées dans la presse sont plus que suspectes. Personne ne les a prises au sérieux.

Le statut privilégié de M. Bouteflika tient aux soutiens dont il bénéficie et qui ont fait de lui, malgré ses déceptions, le « candidat du pouvoir ». Les directions de quatre partis politiques (FLN, RND, ENnahda, MSP), totalisant plus de 80 % des sièges au Parlement, ont appelé à voter en sa faveur. La centrale syndicale - FUGTA, la seule autorisée - est également à ses côtés comme toute une kyrielle d'associations professionnelles. Ce sont autant d'appareils bureaucratiques implantés de longue date dans le pays et capables de mobiliser une clientèle importante que l'ancien ministre a ainsi pu rallier à sa cause.

COUVERTURE « SUR MESURE »

La hiérarchie militaire, qui défend la réalité du pouvoir, s'est bien gardée de parer publiquement la candidature de l'ancien chef de la diplomatie algérienne. Dans des éditoriaux publiés dans son organe de presse officiel, *El Djihad*, elle a au contraire insisté sur sa « neutralité » tandis que le président démissionnaire, Liamine Zeroual, n'a eu de cesse de répéter que le scrutin de jeudi serait « un exemple d'honnêteté et de transparence ». Mais le chef de l'Etat avait pris des engagements similaires lors des élections précédentes entachées de fraudes massives, de l'avis général.

La presse pages de publicité dans la semaine dernière, campagne « à l'américaine » avec, par exemple, procession de centaines de taxis dans les rues de la capitale : M. Bouteflika est - de loin - celui qui aura le plus dépensé au cours de la campagne électorale.

Catalogué « candidat du pouvoir », l'ancien ministre a également eu droit à un traitement de faveur de la part de la télévision. Non pas dans le cadre de la campagne officielle où les sept « présidents » ont été traités de façon équitable mais au cours des journaux télévisés. Incontestable-

ment, M. Bouteflika a bénéficié d'une couverture « sur-mesure », ce qui lui a d'ailleurs valu d'être surnommé le « candidat privilégié » par une grande partie de la presse francophone, qui lui est hostile. Pour autant, chacun s'accorde à reconnaître que la campagne électorale s'est globalement déroulée de façon satisfaisante. En sera-t-il de même jeudi, le jour du premier tour, et lors du dépouillement des bulletins de vote ? L'expérience passée incite à la prudence. D'autant que le commencement du vote, lundi, pour les populations nomades du Sahara, et mardi pour les forces armées (gendarmes, police, douanes) a été l'occasion, pour six des sept candidats, de tirer

« Nous exigeons l'annulation du scrutin dans ces bureaux et, compte

tenu de la gravité de la situation, nous avons exigé de rencontrer d'urgence le président (Zeroual). A la lumière de cette rencontre, nous déclarons de notre position définitive », a-t-il ajouté. Un retrait collectif n'est pas à exclure.

Devant les caméras, M. Zenati a brandi des bulletins de vote tamponnés par l'administration alors que, légalement, ils ne devraient être disponibles dans les bureaux de vote que jeudi. « Des milliers de bulletins de ce type ont été distribués dans tout le pays », a ajouté le porte-parole du FFS.

« BOUTEFLIKA LES URNES »

Avant la réunion des représentants des six candidats, un communiqué commun de Hocine Ab-Ahmed (hospitalisé en Suisse à la suite d'un malaise cardiaque), Mouloud Hamrouche, Ahmed Taleb Ibrahim et Abdelhak Djeballah dénonçait « la volonté du pouvoir de procéder à une fraude massive ». Selon eux, les préfectures auraient reçu 25 % de bulletins de vote supplémentaires au nom de M. Bouteflika. Et le communiqué d'ajouter : des « agents de sécurité (...) ont été instruits pour multiplier les entraves aux représentants des candidats de manière à les contraindre à pénétrer en retard (dans les bureaux de vote, le jour du scrutin). Cette disposition va permettre à l'administration de bouter les urnes », affirme le texte.

Interpellé par ces griefs, le président de la Commission électorale (Cisep), Mohamed Benjaoui, a jugé « exagérées » les récriminations des candidats. Selon lui, la Commission n'a reçu que trente-huit plaintes au cours de la campagne. « Ces accusations n'ont ni caractère de gravité et seront traitées régies au niveau local », a-t-il conclu.

Jean-Pierre Tuquoi

Une économie trop dépendante du pétrole

L'ECONOMIE a été la grande absente de la campagne électorale. Pourtant, dans ce domaine, le prochain président va être confronté à une situation délicate. Pays dont la quasi-totalité des revenus proviennent des exportations d'hydrocarbures (gaz et pétrole), l'Algérie a vu se réduire ses recettes en devises - et donc sa marge de manœuvre - avec la chute des cours du brut sur le marché international, laquelle n'a été entrecoupée que ces dernières semaines.

Après avoir culminé à près de 9 milliards de dollars (environ 8,3 milliards d'euros), les réserves du pays en devises sont revenues à 6,3 milliards à la fin de l'année 1998. Malgré un sérieux coup de frein sur les importations, « elles ne dépassent pas 6 milliards aujourd'hui », affirme un banquier. « Le prochain gouvernement sera contraint de retourner devant le Fonds monétaire international d'ici trois à quatre mois. Il sera contraint de dévaluer le monnaie, de privatiser les entreprises et de tailler dans les effectifs de la fonction publique. A moins qu'il ne compte sur l'argent venu des pays du Golfe », ironise un ancien ministre des finances. Le fait est que le remboursement de la dette

extérieure (30 milliards de dollars au total) pèse sur les finances du pays. En 1998, l'Algérie a ainsi déboursé 5,2 milliards de dollars, soit l'équivalent de 47 % des exportations de biens et services (un ratio jugé excessif par les organismes financiers internationaux).

QUELQUES SIGNES DE REPRISE

Une révision du budget 1999 apparaît inévitable dans la mesure où 40 % des recettes de l'Etat proviennent de la seule fiscalité pétrolière (via la Sonatrach, la compagnie nationale). Bâti sur l'hypothèse d'un baril à 15 dollars en moyenne sur l'année, il est devenu obsolète. Depuis le début de l'année, le cours ne dépasse pas 11,75 dollars. La prochaine équipe gouvernementale devra en tirer les conséquences et tailler dans les dépenses de l'Etat alors même que près d'un « actif » sur trois s'avère négatif, selon d'autres sources est au chômage.

Le budget 1998 portait déjà la marque de la dégringolade du brut puisque l'exercice s'est clos sur un déficit équivalent à 3 % du produit intérieur brut (PIB), alors qu'il était excédentaire en 1997.

Sans ce catalogue assez morose, quelques éléments apportent une touche un peu plus positive. L'inflation est restée modérée en 1998 (de l'ordre de 5 %). Par ailleurs, l'économie donne quelques signes de reprise. L'an passé, elle avait crû de 5,2 %, grâce au secteur des hydrocarbures, aux bons résultats de l'agriculture et, enfin, ce qui est nouveau, grâce à une accélération de redémarrage de l'industrie. Enfin, comme le fait remarquer un spécialiste pétrolier : « L'Algérie a encore d'immenses réserves d'hydrocarbures à découvrir. Il suffirait d'un signal politique pour que les compagnies étrangères viennent investir dans ce pays ».

Malgré les crédits nouveaux octroyés par la communauté financière internationale ces dernières années et l'étalement de la dette, l'Algérie souffre de maux profonds qui handicapent son développement : l'inefficacité du système économique, la prépondérance du secteur des hydrocarbures... Un mandat présidentiel ne suffira pas à les faire disparaître.

J.-P. T.

Les autorités colombiennes accusent la guérilla guévariste du détournement d'un avion

LE GOUVERNEMENT colombien a officiellement accusé, mardi 13 avril, l'Armée de libération nationale (ELN) d'avoir détourné l'avion d'Avianca et séquestré ses quarante-six occupants, la veille dans le département du Bolivar (Le Monde du 14 avril). Le gouvernement a qualifié cet « acte de l'Armée de libération nationale » de « grave violation préméditée des normes internationales du droit humanitaire ». La séquestration des passagers met « en péril le processus de paix entamé voici quelques mois » avec le mouvement guévariste, a-t-il ajouté.

Le bimoteur Fokker-50 d'Avianca, détourné lundi, venait de décoller de Bucaramanga, au nord du pays, pour Bogotá. Les pirates de l'air avaient forcé le pilote à se poser sur une piste clandestine, à 500 km au nord de la capitale, dans une région où l'ELN comme les

Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et les paramilitaires d'extrême droite sont fortement implantés. En fin d'après-midi, cinq personnes âgées et un bébé de trois mois ont été libérés par la guérilla et remis à une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les premiers témoignages confirment que cinq guérilleros armés s'étaient dissimulés parmi les passagers. Les otages libérés disent avoir été bien traités par les guérilleros qui, sans révéler leur identité, auraient dit vouloir faire pression sur le gouvernement avec lequel ils ont engagé des discussions de paix.

Cette situation a été aggravée par de violents affrontements, mardi, dans le nord-est du pays, entre l'armée colombienne et les FARC qui ont fait exploser plusieurs charges de dynamite au pas-

sage d'une patrouille de soldats. L'armée, qui a reconnu la mort de douze soldats et la disparition d'une trentaine de membres de la patrouille, a déclenché en réponse une importante offensive, soutenue par l'aviation. Les combats se poursuivaient dans la soirée de mardi et les 400 guérilleros des FARC engagés auraient subi des pertes importantes, selon l'armée colombienne. Ces affrontements interviennent moins d'une semaine après l'annonce par le haut-commissaire à la paix, Victor Ricardo, de la reprise du dialogue entre le gouvernement colombien et les FARC, prévue pour le 20 avril.

Enfin, les cadavres de cinq personnes, enlevées samedi 10 avril dans le nord du pays par l'Armée populaire de libération (EPL, maoïste), ont été retrouvés, mardi, près de la ville de Santa Marta sur la côte caribbe. — (AFP/AP)

à 5 min de PARIS

LE 1er SUPERMARCHÉ DE L'AUTOMOBILE

500 occasions récentes en stock permanent au meilleur prix

Giant OCCASIONS TOUTES MARQUES

500 من الأصل

Ensemble

lika à l'élection
à la fraude

denrées
dent (sauf
age 18)

denrées
dent (sauf
age 18)

denrées
dent (sauf
age 18)

denrées
dent (sauf
age 18)

ombiennes accusent
du détournement d'un avis

e s s a i s

LE MONDE / VENDREDI 16 AVRIL 1999 / VII

Contradictions bismarques

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 9

Pour une autre politique du médicament privilégiant l'intérêt du malade et de l'assuré social.

*Avoir comme 1^{er} objectif la recherche permanente de la meilleure qualité de santé publique.
Réaliser les économies nécessaires et durables en se fixant des objectifs de santé au seul bénéfice du malade.*

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à une réorientation des ressources collectives.

Nous sommes convaincus que c'est l'intérêt des assurés sociaux et l'intérêt des malades.

Nous sommes convaincus que c'est la première et vraie mission de tout responsable de santé.

Nous sommes convaincus que c'est possible grâce à des modifications collectives des comportements.

*Aussi, nous présentons aujourd'hui 10 propositions en vue d'une évolution positive
de la politique de santé en France.*

①

Nous proposons que la recherche d'économies se fasse par l'optimisation de la qualité du système de santé qui, seule, permettra de mettre fin aux déficits récurrents, jamais comblés malgré des financements additionnels étrangers à toute recherche de bon usage du médicament.

②

Nous proposons de considérer le médicament non pas comme un coût mais comme un investissement pour une meilleure santé des Français. Qualité, efficacité et sécurité des traitements permettent d'apporter une valeur ajoutée positive à l'économie de santé.

③

Nous proposons de mettre en place une approche unique de l'analyse de la consommation des médicaments, indépendamment du lieu de prescription et de traitement (hôpital ou ville).

④

Nous proposons une réévaluation des classes thérapeutiques conduisant à une segmentation nouvelle du marché du médicament en 4 catégories :
les innovations - les produits de médecine courante - les génériques - l'automédication,
permettant ainsi d'adapter les règles au plus près de l'intérêt des malades.

⑤

Nous proposons en fonction de cette nouvelle segmentation un réaménagement de la prise en charge permettant une ré-affectation des ressources collectives dans l'intérêt de la santé des Français.

⑥

Nous proposons une adaptation et un renforcement de l'information médicale en fonction des objectifs de cette nouvelle structuration et au service d'une meilleure qualité des soins.

⑦

Nous proposons l'accélération de la mise à disposition des malades du progrès thérapeutique résultant de nos recherches dans des délais comparables à ceux des pays voisins de la France.

⑧

Nous proposons de permettre par un meilleur financement et une juste allocation des ressources une optimisation du progrès thérapeutique.

⑨

Nous proposons une révision des règles et des modalités de dispensation des médicaments à l'officine, afin de permettre un meilleur usage et une meilleure observance par les malades, ainsi que l'élimination du stockage coûteux et néfaste de médicaments à domicile.

⑩

Nous proposons l'application et la révision périodique de règles de bonnes pratiques de prescription et de délivrance, ainsi que l'amélioration de la cohérence entre durées de traitement, examens biologiques et conditionnements. Ces principes doivent permettre, au juste coût, une meilleure observance des traitements par les malades.

Depuis 20 ans, tous les plans comptables ont échoués.

Ensemble préservons notre système de santé par une approche volontariste de qualité.

Le conseil d'administration du SNIP

SYNDICAT NATIONAL DE L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE.

هكذا من الأصل

GOUVERNEMENT La « codirection » du conflit dans les Balkans par Lionel Jospin et Jacques Chirac n'affecte pas l'avancée des travaux du gouvernement, affirme l'Hôtel Matignon.

Le premier ministre s'inquiète toutefois de l'après-Kosovo et réfléchit aux arbitrages susceptibles de ressouder une majorité « plurielle » ébranlée par les frappes de l'OTAN.

● LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE va faire l'objet d'un virage important : M. Jospin devrait bientôt annoncer que les crédits de l'an 2000 progresseront seulement entre 0 % et 0,33 % en volume (contre +1 % en 1999).

● À L'ÉDUCATION NATIONALE, le calme est revenu après des mois de tension entre les syndicats d'enseignants et le ministre, Claude Allègre. La plupart

des dossiers sont entrés dans une phase technique d'application. ● JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, réservé sur le conflit en Serbie, se replie sur les projets de sécurité intérieure.

Lionel Jospin remobilise son équipe gouvernementale

Si le conflit dans les Balkans a fait taire les oppositions à certains ministres, il met en péril l'identité de la gauche « plurielle ». Plusieurs arbitrages devraient permettre de ressouder une majorité ébranlée par les frappes de l'OTAN.

LA GUERRE ? Officiellement, elle n'affecte pas, ou très peu, l'activité gouvernementale. « Notre travail est moins mis en valeur en cette période de crise », concède Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Mais, précise-t-il, rien n'est modifié dans le calendrier de l'Assemblée nationale et du Sénat, pas plus que le traitement des dossiers n'est ralenti dans les différents ministères. Indépendamment de la situation internationale, nous continuons à gouverner le pays, c'est-à-dire à faire ce pour quoi nous sommes là.

Les faits, en apparence, valident le discours. Ainsi, la couverture maladie universelle (CMU), le pacte civil de solidarité (PACS), la révision constitutionnelle permettant la création de la Cour pénale internationale (CPI) ou encore la modification de la loi électorale sénatoriale seront, comme prévu, quelques-uns des grands chantiers du printemps parlementaire. D'autres réformes, annoncées depuis plusieurs mois, cheminent dans la machine administrative, qu'il s'agisse de la préparation du débat sur les retraites, de l'élaboration de la seconde loi sur la ré-

duction du temps de travail ou de la loi de finances pour l'an 2000. L'agenda de Lionel Jospin lui-même montre que son activité de premier ministre n'est pas tout à fait absorbée par les opérations de l'OTAN sur la Yougoslavie. Ainsi, vendredi 9 avril, il a profité d'un tête-à-tête avec Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, pour évoquer les principaux dossiers sociaux du gouvernement. Le même jour, avec Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, il a mis au point l'ordre du jour du prochain conseil de sécurité intérieure (CSI), convoqué le 19 avril à l'Hôtel Matignon (lire ci-dessous).

RÉPÉTITION

Enfin, le lendemain, samedi 10 avril, M. Jospin a participé à diverses réunions, consacrées aux questions européennes, aux contrats de plan État-régions, à la transparence dans le domaine nucléaire. Seuls, un voyage aux Antilles, début avril, puis un déplacement en Corse, projeté à la fin du même mois, ont été annulés à cause du conflit. Pour le reste, donc, tout semble normal.



En fait, ce n'est pas tout à fait vrai. Les conséquences de cette crise sur l'activité de l'équipe au pouvoir sont nombreuses et contradictoires. Elles facilitent son travail, tout en fragilisant l'identité du gouvernement et de sa majori-

té « plurielle ». A l'Hôtel Matignon, où l'on a perçu cette contradiction, on essaie déjà d'en anticiper les effets.

En détournant l'attention générale de la scène intérieure, les frappes de l'OTAN ont - très invo-

lontairement - rendu service à Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, et à Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale. La première, désireuse de brouiller son projet de loi sur l'audiovisuel, naviguait péniblement entre les récriminations des producteurs, patrons de chaîne, publicitaires ou députés socialistes. C'est finalement dans l'indifférence absolue qu'elle a mis la dernière main à son texte (Le Monde du 13 avril). Présenté en Conseil des ministres le 21 avril, il devrait être discuté à l'Assemblée nationale à partir du 18 mai.

Quant à M. Allègre, il a vécu, à la sortie de l'hiver, dans la hantise des coups de colère des enseignants. Au fur et à mesure des franges aériennes, le mouvement du refus s'est désagrégé au point de disparaître totalement de l'actualité. Un répit que le ministre de l'éducation nationale utilise pour consolider son chantier (lire ci-dessous).

M. Jospin, aussi, profite des circonstances. Avant la crise, l'opposition l'accusait volontiers d'« immobilisme », tandis que, dans les rangs du PS, on évoquait un léger

« ennui » devant la planification prudente de son action gouvernementale. Aujourd'hui, ces critiques n'ont plus cours. Le chef du gouvernement est devenu « chef de guerre », et nul ne songe, dans cet instant, à l'accabler pour sa conduite des affaires intérieures.

PRÉPARER LA SORTIE DE GUERRE

Ici, d'ailleurs, réside une possibilité de basculement dont l'Hôtel Matignon a conscience. La concorde nationale autour de la crise du Kosovo gomme les contours de la gauche « plurielle ». Tout se configure pour aboutir à un tel résultat : la complicité affichée entre MM. Chirac et Jospin (Le Monde du 9 avril) ; la mise à l'écart du PCF ou des amis de M. Chevènement - particulièrement visible au Parlement - lors des moments d'approbation collective de la politique suivie dans les Balkans ; la moindre visibilité, enfin, de l'action gouvernementale elle-même. « On ne nous voit plus gouverner », a déploré le premier ministre, mardi 13 avril, au cours de son petit déjeuner hebdomadaire avec les responsables socialistes.

Soucieux de contrecarrer ces effets, l'équipe au pouvoir entend donc ressouder le camp majoritaire autour des prochains textes législatifs ou des futures réformes. « La paix au Kosovo ne constitue pas le but ultime de notre action », affirme ainsi M. Vaillant. Le gouvernement doit poursuivre sa politique. Elle consiste à faire du Kosovo un laboratoire des réformes institutionnelles de gauche. « Ce n'est pas un hasard si les débats sur les réformes ont lieu dans les locaux de l'Assemblée nationale », a-t-il souligné. Les réformes, comme les 35 heures ou les retraites, afin que se reconstruise l'option d'une gauche altérée par les frappes de l'OTAN.

M. Jospin anticipe d'ores et déjà la sortie du conflit yougoslave, ce moment où, la paix revenue, chaque camp retrouvera ses marques. Le premier ministre l'a dit, d'une manière alambiquée mais révélatrice, lors de son intervention sur France 2, jeudi 8 avril : « Si le débat est possible en temps de guerre ou en temps de frappe, pourquoi le débat pourrait-il l'être lorsque nous aurons gagné et lorsque, surtout, la paix et la démocratie auront gagné au Kosovo ? »

Béatrice Gurrer

Jean-Michel Aphatie

Mayotte, l'île oubliée

Dotée depuis 1976 du statut hybride et provisoire de collectivité territoriale, Mayotte attend un arbitrage du premier ministre. Celui-ci, comme le président de la République, s'était engagé à ce que les Mayotais soient consultés sur leur statut institutionnel avant l'an 2000. Un groupe de réflexion avait été nommé, pour un an, en juin 1996, par le précédent gouvernement. Puis, en décembre 1998, le secrétaire d'État à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne, avait délégué sur place son propre directeur de cabinet pour préparer la consultation. Depuis, plus rien.

Le député (UDF) de Mayotte, Henry Jean-Baptiste, et les élus du Mouvement populaire mahorais, favorables à une départementalisation adaptée, mettent en cause l'opposition du Quai d'Orsay. A l'Outre-mer, on reconnaît que cette île de l'archipel des Comores, dans l'océan indien - 375 kilomètres carrés, 131 000 habitants -, est victime de l'empilement des dossiers sur le bureau de Lionel Jospin.

LE CALME règne Rue de Grenelle. Après la « fureur » et le « bruit » qui ont agité le ministère de l'éducation nationale pendant de longs mois, quelques-uns de ses locataires notent l'« accalmie » avec un soulagement à peine dissimulé. La paix sur le front de l'éducation nationale de la guerre dans les Balkans ? Certes, « la guerre relative un peu tout », avance Daniel Le Bret, nouveau codirecteur de la Fédération syndicale unitaire (FSU), tandis que Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN), « imagine mal d'aller manifester sur des problèmes de moyens alors que la guerre est à portée de missile de chez nous ». Mais d'autres raisons expliquent le relatif silence du ministère.

En premier lieu, dans une institution rythmée par l'éternel retour des congés, les vacances scolaires de Pâques, qui ont commencé dans vingt-six académies sur trente, ont imposé une trêve. Mais, surtout, les dossiers nagèrent brûlants, comme la réforme des lycées, la déconcentration des mutations des enseignants, ou la mise en place de la Charte pour l'école du XXI^e siècle, ont quitté la phase politique pour entrer dans une étape technique d'application, plus discrète. Et moins risquée pour le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. « Il est urgent de se calmer et ça ne date pas des premières frappes sur Belgrade », résume un recteur. Même si cela ne

s'est pas traduit par des instructions explicites à l'égard de l'administration, on évite, depuis quelque temps, les remous Rue de Grenelle. Les recteurs chargés de dossiers qui peuvent fâcher, comme René Blanchet sur les chefs d'établissement ou Daniel Franc sur les conditions de vie des enseignants, se hâtent avec lenteur. Ni l'un ni l'autre, travaillant depuis plusieurs mois avec un groupe de réflexion, n'a remis pour l'instant ses conclusions. Il ne semble pas qu'on les leur réclame en urgence, en haut lieu. Quant à l'annonce de la carte scolaire, elle a été expédiée fort discrètement lors du comité technique paritaire ministériel du 8 avril.

VOYAGE AU BRÉSIL

La vague de manifestations tant redoutée par les conseillers du ministre est passée sans trop de dégâts pour ce dernier, tandis que les congrès syndicaux ont, pour leur part, loin d'avoir tourné à son désavantage. Qui aurait envie de rallumer la mèche, dans un tel contexte ? M. Allègre y a d'ailleurs moins d'intérêt que son principal opposant, le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FSU) sort groggy de son long affrontement avec le ministre de l'éducation. Quant à la principale fédération de l'éducation, la FSU, elle reste déstabilisée par le départ de son secrétaire général, Michel Deschamps, candidat aux

élections européennes. La proximité de ce scrutin explique aussi la discrétion actuelle du ministère.

Selon un responsable syndical, « le PS n'est pas prêt d'oublier la trêve, qui lui a permis d'Aligre en maintenant comme il le faut les enseignants, ses électeurs ». Et veille au grain, via Matignon, afin que la situation reste calme. Après avoir gommé les aspérités de langage, diminué les interventions et cadré les discours, il reste donc à trouver une issue au problème de la baisse de rétribution des heures supplémentaires. Les financiers du ministère s'y emploient, tout en préparant le projet de loi de finances 2000, « sans aucun retard », tient-on à souligner Rue de Grenelle.

Le ministre, lui, voyage. Jeudi 15 avril, Claude Allègre s'envole pour le Brésil, où il passera une semaine, à Rio, São Paulo, Brasília et Manaus, afin de sceller des partenariats en matière d'éducation et de recherche, surtout dans le domaine des nouvelles technologies d'enseignement. Il trouvera aussi le temps d'y recevoir le grand cordon de l'Académie des belles-lettres et de prononcer une conférence sur la « formation de la Terre » à l'université de São Paulo, où « nombre d'intellectuels français, y compris les Brésiliens, comme Fernand Braudel et Claude Lévi-Strauss, ont enseigné ».

Béatrice Gurrer

Jean-Michel Aphatie

Education : retour au calme pour Claude Allègre

Sécurité : une base de repli pour M. Chevènement

Le ministre se prépare au conseil de sécurité intérieure du 19 avril

L'HOMME politique se préoccupe du Kosovo. Le ministre de l'intérieur ne pense qu'à son calendrier, et aux dossiers jugés prioritaires Place Beauvau. Jean-Pierre Chevènement poursuit le travail gouvernemental au même rythme qu'avant la guerre, assurent ses collaborateurs. Une guerre qu'il ne voit d'ailleurs que de loin : il ne participe pas aux réunions régulières avec le premier ministre ou le chef de l'État, contrairement à ses collègues des affaires étrangères et de la défense. Jeudi 8 avril, M. Chevènement était à Deauville (Calvados), aux Assises nationales des conseillers généraux, que tout bon ministre de l'intérieur aime à choyer.

Jeudi 15 avril, il recevra son homologue allemand. Parleront-ils des réfugiés kosovars ? Rien n'est moins sûr. La France n'est pour l'instant que peu concernée par une arrivée en masse, d'autant qu'elle semble ne représenter qu'un lieu de transit pour les victimes de la purification ethnique. Vendredi 16 avril, changement de sujet : l'histoire de la Place Beauvau s'appellera Jean Tiberi. Le maître de Paris viendra discuter du contrat local de sécurité (CLS) de la capi-

tale. M. Tiberi refuse de signer le document si les effectifs de la police parisienne ne sont pas renforcés de 1 500 hommes supplémentaires.

MOBILISATION GÉNÉRALE

En marge de cet agenda, M. Chevènement met une dernière main au conseil de sécurité intérieure, prévu lundi 19 avril. Il y présentera, avec son collègue Alain Richard, ministre de la défense, un projet de réforme des forces mobiles, compagnies républicaines de sécurité (CRS) et escadrons de gendarmes mobiles. Ces spécialistes du maintien de l'ordre pourraient se voir assigner de nouvelles missions, liées à la montée en puissance de la police de proximité (Le Monde du 24 mars) : un sujet plus prompt à déclencher la mobilisation générale des collaborateurs du ministre de l'intérieur que le conflit des Balkans.

Il est notamment question de réviser la « doctrine d'emploi » des CRS et des gendarmes mobiles. En clair, il s'agit à la fois de faire évoluer leurs missions, et de les utiliser, en partie, sur leur lieu de casernement. A Marseille, par exemple, une CRS est d'ores et déjà affectée

sur place. Traditionnellement, depuis la création du corps, aux lendemains de la seconde guerre mondiale, les compagnies n'étaient jamais engagées sur leur lieu de résidence. Elles « voyageaient » à l'intérieur du territoire national pour répondre aux besoins des gouvernements en matière de maintien de l'ordre.

La police de proximité reste une des principales préoccupations de M. Chevènement. Il s'apprête à lancer cinquante-huit sites d'expérimentation où sera testée, grandeur nature, cette nouvelle police. Le ministère de l'intérieur termine également la nouvelle mouture d'un projet de fichier controversé, le système de traitement des infractions constatées (STIC). Dans cette énième version, il tient compte des remarques faites par le Conseil d'État (Le Monde du 16 février) envisage de présenter une nouvelle fois le texte à l'approbation de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL). Le tout, en gardant un œil attentif sur la Corse et l'enquête sur l'assassinat du préfet Claude Erignac.

Pascal Ceaux

Budget : arbitrage symbolique sur les dépenses

OBÉISSANT à un calendrier qui est presque toujours le même, la procédure budgétaire est à la fois trop lourde et trop bien rodée pour être affectée par un événement extérieur, fût-ce la guerre au Kosovo. A la fin de cette semaine, c'est-à-dire à l'époque habituelle, Lionel Jospin va donc adresser à tous les membres du gouvernement ses traditions « lettres de cadrage » fixant les grands équilibres du projet de loi de finances pour l'an 2000. Si les usages sont donc respectés, le conflit des Balkans risque pourtant d'avoir un effet : relégué au second plan une décision qui, en d'autres circonstances, aurait fait beaucoup de bruit.

Certes, depuis la réunion de travail que le gouvernement a tenue le 1^{er} avril, on connaissait les propositions de Dominique Strauss-Kahn (Le Monde du 3 avril). Le ministre de l'économie et des finances avait indiqué, ce jour-là, qu'il souhaitait, en application du pacte de stabilité européen, que les déficits publics soient ramenés de 2,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 1999 à 2 % du PIB en l'an 2000, si la croissance est de 2,5 %, et en deçà de cette barre de 2 % si l'activité est plus forte. Il avait aussi confirmé que les dépenses de l'État devraient augmenter de 1 %

en volume au total sur les trois années 2000, 2001 et 2002.

Mais on ignore encore quelle sera l'évolution précise des crédits pour 2000. Vont-ils stagner en volume pour ensuite augmenter légèrement les deux années suivantes ? Ou vont-ils progresser de 0,33 % au cours de chacune de ces trois années ? Le premier ministre ne rendra son arbitrage qu'après la nouvelle réunion du gouvernement, jeudi 15 avril. La décision ne fait toutefois guère de mystère : le chiffre retenu se situera entre 0 % et 0,33 %. Autrement dit, les crédits, en valeur, devraient augmenter en l'an 2000 strictement comme l'inflation, ou à peine plus.

Une norme budgétaire qui était celle d'Alain Juppé

Entre l'une et l'autre solution, quelle est la différence ? Elle est bien sûr infime. Si tournant budgétaire il y a, il date de la fin de l'année écoulée. En annonçant, lors de la présentation du programme français de stabilité (Le

Monde du 25 décembre 1998), qu'une hausse de 1 % seulement en volume des dépenses de l'État était envisagée sur trois ans, le gouvernement avait fait comprendre qu'il conduirait à l'avenir une politique budgétaire moins expansive que dans le passé. A titre de comparaison, la loi de finances pour 1999 a retenu une norme de 1 % de hausse des crédits.

Il n'empêche. La décision du premier ministre sera hautement symbolique. Les socialistes avaient toujours suggéré qu'ils conduiraient une politique budgétaire qui, tout en restant maîtrisée, serait un peu moins restrictive que celle défendue par la droite. Ils vont donc avoir maintenant des difficultés à en apporter la preuve. Retenant pour priorité une stagnation des crédits en volume, ou une hausse très faible, pour l'année prochaine, le gouvernement va se rallier, à peu de chose près, à la norme budgétaire qui était celle du gouvernement d'Alain Juppé et qu'à gauche on a souvent jugée trop rigoureuse. Mais se trouvera-t-il quiconque, dans les rangs de la majorité « plurielle », pour en faire le grief au gouvernement ? Le budget n'est assurément pas le débat du moment.

Laurent Manduit

هكذا من الأصل

Contradictions bien-êtres

(Publicité)

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 11

*Jeudi 15 avril,
A SAISIR CHEZ CARREFOUR*

*1500 ensembles Dolby
ProLogic SONY et pas un de plus.*



Il y en aura peut-être
jusqu'à ce soir,
on ne sait pas...

~~6990 F~~
4990 F

Réf. Session - R4720.
Platine 5 CD.
Puissance 3 x 70 W + 2 x 35 W.
Caisson basses 30 W.
Garantie 2 ans.

*Avec Carrefour
je positive!* 

A DEMAIN...

500 من الأصل

L'infirmière de Mantes-la-Jolie a été écrouée

Elle est soupçonnée d'actes d'euthanasie

niveau d'instruction des enfants instruits dans leur famille et contrôler le contenu de l'enseignement dans les établissements hors contrat.

Ce ~~marquage~~ rebondissement

**Le juge a décidé
d'écrouer M^{me} Malèvre
au vu d'une nouvelle
appréciation
du dossier.**

qui avait mis en l'air le projet sur l'euthanasie, intervint quelques jours après le début du jugement des référés de Versailles, qui lui refusèrent de retirer de la vente le livre de **Christine Malèvre**, mais aussi l'infirmière y eut l'agonie de certains patients. S'ils ne sont pas nommés, les noms paraissent identifiables aux yeux de tous. Plusieurs parties du dossier. L'incarcération de **Christine Malèvre** ne dépendant « d'aucun lien », selon le parquet de Versailles, avec la parution de son livre.

Jean-Claude Pierrette

Jean-Claude Pierrette

Le FLNC-canal historique revendique onze attentats en Corse

blanda, à Aléria, et le tribunal d'ins-
truction de Sartène, n'ont ~~pas~~ tou-
jours ~~pas~~ revendiqués. De
même pour l'attentat récent ~~contre~~
la pose de la Seyne-sur-mer (Var)
et ~~la~~ perception de Haute-
Corse, ~~du~~ 11 avril.

Le FLNC-canal historique ■ appelle ■ tous ■ les ■ organisés ■ à qui il incomberait ■ en place des ■ adéquates pour rechercher ■ fondement d'un accord (-), afin ■

■ **mouvance, nationaliste, (est) la**
quasi-totalité des députés
prononcent pour l'abandon de la

Pour appuyer ce discours, le FLNC-canal historique justifie son choix de la **violence** armée comme réponse à un comportement de l'Etat. Par son appel à ses justifications, le FLNC-canal historique **cherche** de **faire** fructifier la **violence** électoral de Corsica Nazione au deuxième tour. Il **l'élèction** à l'Assemblée de Corse du 14 mars : avec plus de 20 000 voix, le parti a bénéficié du report de la presque totalité des 10 000 voix nationalistes du premier tour pourtant clairement **franchi** au **statut** de la **violence** armée.

Dominique Strauss-Kahn engage une prudente réforme de Bercy

La même somme aurait été engagée entre 1990 et 1995 par des entreprises

Le Canard enchaîné publie, dans son édition du 14 avril, des extraits d'un rapport de synthèse remis récemment par les policiers ■ juge d'instruction de Nanterre Patrick Desmure sur la prise en charge de permanents du RPR par la ville de Paris et des sociétés privées. La dépense globale s'élèverait à 40 millions de francs.

LES ENQUÊTEURS ■ division nationale des investigations financières (DNIF) de la police judiciaire ont adressé récemment au juge d'instruction *li Nanterre* (Hauts-de-Seine), Patrick Desmure, un rapport de synthèse relatif à la prise en charge de permanents du RPR par la Ville de Paris et par certaines ■ privées. Selon ce rapport, daté du 25 mars et dont *Le Canard enchaîné* publie des extraits dans son édition du 14 avril, la mise en œuvre de cette forme de finan-

■ occulte du parti gaulliste aurait coûté quelque 29 millions de francs à la municipalité parisienne, dépenses pour l'essentiel entrant dans la catégorie des dépenses de personnel, soit à une période durant laquelle, Jacques Chirac était encore maire de la capitale.

L'hebdomadaire mentionne un chiffre de 12 675 188 francs au titre des salaires par la Ville de Paris à dix-huit municipaux qui travaillaient en réalité au siège national du RPR, assistant

ce total quelque 7 millions de francs de charges sociales. Selon les experts, les cadres du mouvement par les entreprises ont ainsi estimé à 20 millions de francs, ce qui porte la dépense globale estimée au profit du RPR à 27 millions de francs. Les enquêteurs semblent en avoir déduit que l'usage «répensible» de ce procédé de financement a permis au parti de l'actuel président de la République de bénéficier «de ressources occultes» pendant la période qui s'inscrit entre son entrée en campagne électorale et son entrée en fonction.

Le compte-rendu des policiers
pour la première
estimation chiffrée l'ampleur de
que enquêteurs qualifient
« système délictueux opéré
des instances dirigeantes »,
du préjudice qu'il a

causer à une [...] partie publique – la municipalité parloisienne. « A-t-ils le caractère public ? », s'interroge le juge. La ville au nom de la commune a donc l'instruction du juge [...] un militant écologiste avait demandé, le 25 mars, en même temps que l'adoption de M. Chirac à titre de témoin (Le Monde du 25 mars), qu'une expertise soit effectuée afin de préciser le coût subi par la collectivité [...] du fait de ce financement politique dissimulé. Une autre information judiciaire, [...] au juge parisien Xavier Simeoni, s'attache au reconnaissance d'années employées recrutées par les services de la ville pour travailler en faveur de la RPR, mais affectés dans des formations ou auprès de certains élus.

TÉMOIN
Évoquant les faits visés par l'enquête du **Desmure**, le rapport du **Le Camard enchaîné** souligne qu'ils ont eu lieu « des »

Le MINISTRE de l'Énergie a des **■** marque jamais de rappeler que « l'Etat **■** en danger **■** et que sa survie nécessite une révolution culturelle. Dans ses terres, **■** Bercy, Dominique **■** prendre les **■** main. A l'occasion d'une réunion **■** technique paritaire ministériel (CTPM), à laquelle **■** participé, **■** avril, une **■** de **■** à a **■** monés des décisions et orientations qui **■** guider **■** action d'ici **■** 2003.

Premier principe : chaque contribuable — particulier, entreprise, etc. — au moyen, grande entreprise — a un correspondant fiscal unique, comme l'EDF ou la banque. Finalement, le temps d'un contribuable doit revivre d'un seul tenant l'autre, promet le ministre. A l'avenir, le correspondant fiscal unique sera celui « en temps réel », grâce à des bases informatiques, à l'ensemble des données, à l'ensemble des données, à l'ensemble des données.

Aujourd'hui, la situation générale des impôts (DGI) et le Trésor public, qui partagent l'assiette mais pas les impôts, d'ont des bases informatiques séparées. Les nouvelles technologies permettront au contribuable de ne plus faire les frais de cette organisation, mais que les données qui sont la DGI et le Trésor ne perdent leur indépendance.

« À l'époque, on s'imposait plus. Il y avait un sujet qui s'est imposé, Bercy a quand même décidé de créer, au plus tard à la fin de 2001, une direction des grandes entreprises (DGE), qui allait être la DGI, pour s'occuper de l'assistance et du développement de l'im-

pôt des groupes réalisant un chiffre d'affaires de plus de 4 milliards de francs (*Le Monde* du 12 mars).

Le deuxième grand principe : la simplification. La disposition de la loi du 10 février 2007, l'art. 10, lui fournit un premier outil : le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) (NIR, *numéro individuel de référence*). En 2001, et plus tard, les contribuables recevront une « déclaration expresse », sur laquelle seront préimprimés l'ensemble des revenus déclarés par les tiers (employeur, banque, etc.). L'administration fiscale. Pour plus de dix millions de personnes (sur dix millions), il n'y aura plus qu'à valider les informations recueillies et à signer la déclaration de revenus.

■ MANUE D'EFFICACITÉ ■

Dernier principe édité par M. Straus-Kahn : Installer un interlocuteur économique unique pour les PME, souvent perdues dans le dédale des services administratifs et la complexité des règles. Cela doit se faire en 2000, avec des directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, des directions régionales du commerce extérieur et des délégations régionales au commerce à l'artisanat.

L'ensemble de ces mesures apportera un meilleur service aux contribuables. Permettront-elles à l'Etat de faire des économies ? M. Strauss-Kahn l'affirme, mais domine le débat. Le français a aujourd'hui un des systèmes de retraite les plus chers. Selon un rapport de l'Inspection

finances, elle consacre plus de 1,5 % de son produit intérieur brut (PIB) à la recherche et au développement, soit près de 10 milliards de francs (1,6 milliard de dollars) par an, contre 3,06 milliards de francs (500 millions de dollars) pour les autres pays de l'OCDE. Comme l'Allemagne et l'Italie, la France consacre plus qu'aux Etats-Unis et la Suède (0,5 %), ou le Canada, l'Espagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (1 %). Dans tous les pays, les administrations consacrent beaucoup moins de ressources aux recherches et aux études. La France, elle, n'a pas attendu de faire le débat sur l'emploi. A Bercy, on s'est mis à parler de la hausse de la productivité, pas de peur hein les syndicats. On parle de « gains d'efficacité », qui devront être consacrés à de nouvelles missions (temps d'ouverture plus longs, par exemple), à la formation et à la qualification accrues des agents des impôts et à la réduction des effectifs du ministère au profit d'autres services.

Pour respecter son objectif de réduction de l'Etat, Lionel Jospin a promis à certains secteurs de réduire la volture pour permettre à d'autres de s'effortier. Dans ce cadre, les finances (avec leurs effectifs de 192 000 personnes) de 0,5 % pendant trois ans. M. Strauss-Kahn a refusé de s'engager, comme le lui demandèrent les syndicats, mardi, à faire une pause en 2000 dans cette diminution, mais a promis que, depuis vingt ans, les effectifs du ministère ne se stabilisent, la démission devra pourtant être rapidement touchée. D'autant que 1 000 départs à la retraite sont prévus, aux finances, d'ici 2010.

Virginie Mathieu

L'ancien directeur du personnel de la Ville de Paris, Georges Quémar, a été condamné, mardi 13 avril, par le tribunal correctionnel de Paris à 20 000 francs d'amende pour complicité de diffamation envers Jean Tiberi. M. Quémar était poursuivi pour un entretien publié dans *Le Parisien* du 18 mai 1996, dans lequel il dénigrait ce qui est devenu le maire de Paris avant par la suite en place d'un système de plus de 300 emplois fictifs entre 1985 et 1990. Le tribunal a également condamné *Le Parisien* et l'auteur, le Centre-Info, respectivement à 30 000 et 10 000 francs d'amende. Les magistrats, qui parlent de « singulière imprudence » du journaliste et de M. Quémar, ont estimé qu'il « imputait à son élu d'avoir donné personnellement des instructions pour que soient commises des infractions pénales porte atteinte à l'évidence à l'honneur de celui-ci ». Et ajoutent que M. Quémar ne peut bénéficier de l'excuse de la bonne foi en ce qu'il « n'aurait pas dû douter de tout esprit de vengeance... »

LA LIGUE ■■ droits de ■■ (LDH), ■■ Syndicat de la magistrature ■■ (SM, gauche), le Syndicat général de la police (SGP) et ■■ l'Association pour l'informatique fischier et citoyenisme (IFC) ont annoncé, mardi 13 avril, ■■ d'une conférence de presse commune, le retrait du projet du Système de traitement des instructions constatées (STIC), un gigantesque fichier de renseignement qui devrait recenser les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux de leurs victimes (à partir du 16 février), ■■ "des données, qui qualifient ■■ STIC de "mégafichier ■■ suspecte", craignent que ce projet d'archivé, qui a fait l'objet de réserves de la part du Conseil d'Etat, soit adopté rapidement après des modifications de pure forme et sans réel ■■ intérêt public. Elles estiment que ce «fichier, constitué au mépris de la présomption d'innocence, enfreint le principe du droit à l'oubli et ne peut que décourager tous les efforts ■■ réinsertion». Elles demandent également ■■ durée trop longue de conservation des données ainsi que les difficultés d'accès pour des personnes aux informations les concernant.

DÉPÊCHES

■ **RETRAITES : la CGT et la CFRE-CGC qualifient de « provocation »** les propositions du ■■■■■ (ex-CNPF). La CGT a estimé, mardi 13 avril, qu'en amplifiant le « recuit » ■■■■■ retraites, le patronat veut « promouvoir les fonds ■■■■■ pension ». « Il y a quelque impudence pour l'organisation patronale à prôner ■■■■■ système incitait à travailler plus ■■■■■ directions d'entreprises multiplient les licenciements, n'intègrent pas les jeunes et mettent à la porte les salariés âgés », indique l'organisation syndicale. Pour la CFRE-CGC, le Medet « ne recule devant ■■■■■ ». L'organisation syndicale juge « irresponsables » les propositions du patronat, en estimant qu'elles « s'en prennent

■ **CORSE** : la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rejeté, mardi 13 avril, une demande de mise en liberté du militant nationaliste corse Marcel Lorenzini, mis en examen pour « association de malfaiteurs en vue de commettre des actes de terrorisme » et écroué en février 1998 en marge de l'enquête sur l'assassinat du préfet Erignac. Les magistrats ont cependant levé le mandat de dépôt de sa compagne, Fabienne Maestraci, mise en examen dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du militant Robert Sorzi.

■ **35 HEURES : la CFE-CGC réclame l'instauration d'un salaire minimum** pour les cadres, dans le cadre de la seconde loi sur la réduction du temps de travail. Ce salaire minimum interprofessionnel plancher (SMIP) pour les cadres ne devrait pas être inférieur ■ **plafond de la Sécurité sociale**, soit 14 470 F (2 206 euros), souligne la CFE-CGC, qui rendra publiques ses propositions définitives en mai.

■ RPR : Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, a estimé, mardi 13 avril à Poitiers, que « jamais peut-être aujourd'hui, les conditions d'un tel dialogue n'ont été réunies », depuis l'échec de la droite aux législatives de 1997. « Il convient maintenant de sortir de cette impasse », a-t-il ajouté.

■ EXTRÊME GAUCHE : une dizaine de militants de la Ligne communiste révolutionnaire devaient annoncer, jeudi 15 avril, leur ralliement à la fondation Marc-Bloch, dans le bulletin de liaison interne de ce petit club qui rassemble des républicains de droite et de gauche. François Morvan, membre du comité central de la LCR et chef de file des partants, a cosigné dans *Le Monde* (délà 11-12 avril), une tribune avec Paul-Marie Couteaux, Henri Gaino, proches de Charles Pasqua, Pierre Lévy et Didier Motchane, vice-président du Mouvement des citoyens, contre l'intervention de FOTAN en Serbie.

Hervé Gattegno

Les produits e.Lm. leblanc sont permanence soumis des tests de qualité de sécurité. Ainsi, des analyses effectuées nous ont permis de constater un problème potentiel de sécurité sur un lot limité de chaudières GLM 7 H / GLM 7 H VMC, GLS 7 H fabriquées en 1998 où dont le tableau de commande a été changé en 1998. Elles sont identifiables par le sigle GLM ou GLS sur la façade (voir ci-dessous) et par la référence de GLM sur la notice d'emploi.

▲ ce jour, aucun accident n'est survenu, mais afin de garantir la sécurité totale de nos clients, e.l.m. a déjà lancé une opération gratuite de remplacement des pneus de commande. Grâce à son soutien actif au professionnalisme de ses nationaux, son service après-vente et son opération déjà largement réalisée.

ses partenaires service après-vente ■■■■ opération ■■ déjà argent transf.

Toutefois, pour s'assurer que tous les appareils concernés seront remis à niveau rapidement, nous invitons les utilisateurs qui n'auraient pas encore pu être joints de s'adresser immédiatement à leur service après-vente habituel ou de contacter le centre d'appel e.l.m. leblanc :

Numéro vert : Tél. 0800 598 598 - Appel gratuit
Centre d'appel ouvert de 8h00 à 21h00

A titre préventif, e.l.m. leblanc préconise d'éteindre les chaudières concernées fonctionnant au propane, dans l'attente d'une intervention du service après-vente.

Important :
Les références indiquées ci-dessus sont concernées par cette opération.
Nous rappelons à tous les utilisateurs la nécessité d'un entretien annuel de leur appareil par un professionnel qualifié (circulaire ministérielle du 9 août 1978 - I.O. du 13 septembre 1978).

Merci pour votre confiance ■ ■ ■ **compréhension.** Soyez certains que pour ■ ■ ■, c.1.m. leblanc, la qualité de ■ ■ ■ produits ■ ■ ■ sécurité de ■ ■ ■ clients ■ ■ ■ restent toujours nos priorités premières.

هكذا من الأصل

Le foisonnement de la coopération décentralisée a besoin d'être organisé

Quelque six mille collectivités locales entretiennent des relations avec leurs homologues étrangères de cent dix pays. Les Rencontres nationales des 16 et 17 avril, à Paris, visent notamment à recadrer des initiatives de plus en plus nombreuses

ENTAMÉE dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la forme de jumelages, d'échanges de jeunes et d'invitations réciproques de fanfares ou de troupes de majorettes, la coopération entre collectivités locales françaises et étrangères connaît un développement continu depuis quinze ans. Parallèlement à l'entrée en vigueur, sur le territoire national, des lois « mécanismes de la décentralisation », la « coopération décentralisée » a vu ses villes, départements, régions françaises et étrangères – de l'autre côté de la frontière aussi bien qu'en Afrique ou sur d'autres continents – à peu à peu trouver leur légitimité, leurs marques et leurs ressorts. Mais il faut la recadrer, peut-être la réorienter. C'est l'objet des Rencontres nationales de la coopération décentralisée, organisées les 16 et 17 avril, à Paris, par Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

Le temps n'est plus où l'Etat pouvait seul revendiquer l'exclusivité des relations extérieures. Même si la France n'est pas, comme la Belgique ou l'Allemagne, un Etat fédéral, le Quai d'Orsay, jadis si soucieux de ses prérogatives, ne songe plus à empêcher Paris, l'Alsace ou le Puy-de-Dôme de développer une politique extérieure. L'exercice est complexe : il faut concilier le principe d'initiative des collectivités, la nécessaire cohérence des démarches vers le Vietnam, la Pologne ou le Mali. D'autant plus que, de leur côté, les organisations non gouvernementales (ONG), établissements publics ou universitaires entretiennent traditionnelle-

ment des contacts et mènent des opérations concrètes avec des partenaires étrangers.

La loi de 1992 (sur l'administration territoriale de la République) a non seulement autorisé, mais encouragé nos collectivités à agir, alors

« Les meilleures actions sont celles qui se fixent une ligne claire, le pire étant la politique du zapping »

que, jusqu'à cette date, leurs initiatives se déroulaient souvent dans une relative clandestinité, voire l'illégalité. « Elles apportent une sécurité juridique aux élus », explique M. Josselin. A ce jour, aucune action contentieuse n'est en cours, semble-t-il, devant les tribunaux administratifs au titre du contrôle de légalité de la « diplomatie locale ».

Le développement du phénomène s'apparente à un foisonnement – on a même pu parler de « désordre » –, au point que, parfois, les contribuables s'inquiètent du coût des voyages d'études ou de l'envoi d'experts. On évalue à 1 milliard de francs (152 millions d'euros) l'ensemble des crédits mobilisés. Quelque dix mille collectivités entretiennent traditionnelle-

ment des contacts et mènent des opérations concrètes avec des partenaires étrangers. La liste n'est pas exhaustive, mais on trouve le Poitou-Charentes, l'Alsace, l'Île-de-France, Rhône-Alpes ou le Nord-Pas-de-Calais – Marie-Christine Blandin, ancienne présidente (Verts) de la région, préside le comité de pilotage des Rencontres –, les Hauts-de-Seine, les Côtes-d'Armor ou la Seine-Saint-Denis, l'Orne, la Seine-Maritime, Lyon, Limoges. Le Havre ou le Bourg, Angers ou en place une formule originale : Bamako, inscrite dans la durée : 1 % du budget d'investissement de la ville est, depuis plus de dix ans, « réservé » à la capitale malienne, qui peut donc, à l'avance, programmer sa politique d'investissements. « Les meilleures actions sont celles qui se fixent une ligne claire, le pire étant la politique du zapping », juge le ministre.

Intégralement renouvelée l'an dernier, la commission de coopération décentralisée comprend soixante-quatre membres, dont la moitié des représentants des collectivités. Ses secrétaires généraux sont un préfet – Jacques Andrieu –, M. Josselin a souhaité que

soit nommé un secrétaire adjoint. Pierrick Hamon, chargé pendant longtemps de ce secteur au conseil général des Côtes-d'Armor lorsque le ministre présidait encore l'assemblée départementale. But de l'organisme : mieux identifier et

coordonner les actions des uns et des autres, éviter que les efforts ne soient concentrés exagérément sur un « pays phare ». Une banque de données est mise en place. Si la « coopération de

Agriculture et partenariats

Les chambres d'agriculture, de leur propre chef ou en partenariat avec les conseils généraux ou régionaux, ont engagé plusieurs opérations de coopération. Les objectifs sont triples : rechercher des partenaires commerciaux, favoriser la promotion des hommes et la prise de responsabilité par les producteurs, structurer la profession agricole. « Avec une déontologie, précise Danielle Buhagiar, de l'Assemblée des chambres d'agriculture, n'intervenir qu'à la demande de chambres étrangères et que si ces dernières sont démocratiquement dirigées par des agriculteurs de base. » Pays prioritaires : Mali, Sénégal, Guinée, Tunisie, Maroc, Hongrie, Lettonie et, surtout, Pologne. Trente-neuf opérations de partenariat bilatéral sont recensées : formation professionnelle, préparation à la PAC, amélioration génétique des troupeaux de moutons laitiers, culture des pommes de terre, agrotourisme, détachement de professeurs de français dans les lycées agricoles polonais.

coordonner les actions des uns et des autres, éviter que les efforts ne soient concentrés exagérément sur un « pays phare ». Une banque de données est mise en place. Si la « coopération de

d'Europe orientale et, singulièrement, la Roumanie après la chute du mur de Berlin ou l'Asie du Sud-Est, quand la Malaisie, la Chine ou l'Indonésie connaissent un rythme de croissance à deux

chiffres. Dans la « nouvelle vague » de la coopération, le Vietnam apparaît en bonne place, les domaines d'action sont multiples, le soutien constant d'un professionnalisme plus poussé : lutte contre la pollution, gestion urbaine, traitement de l'eau, transports publics, coopératives agricoles, organisation administrative locale, rénovation d'hôpitaux. Ainsi la Seine-Saint-Denis travaille-t-elle avec la province de l'Ouganda maritime, au Gabon – transports scolaires, équipement des lycées – matériel informatique –, et, depuis peu, avec des villes palestiniennes – échanges culturels, création de bibliothèques.

Comparées au régime juridique en vigueur dans les Länder allemands ou les autonomes espagnoles, la française de 1992 est très libérale et la façon dont elle est interprétée encore plus libérale. M. Andrieu. Le champ d'action extérieure des collectivités est infini. Consécration prochaine : une loi spéciale devrait être votée dans les prochains mois.

François Grosrichard

Les municipalités tchèques intéressées par le savoir-faire français

PRAGUE

de notre correspondant

Depuis quelques jours, des Limougeauds habitent rue de Pilsen, du nom de la capitale tchèque de la région et de la construction mécanique. Sa inauguration conjointe par les élus des deux villes, jumelées depuis trente-cinq ans, a marqué le début d'un partenariat qui vise à promouvoir la culture. Limité, jusqu'à la fin de la semaine, à des échanges scolaires et à des sports, le jumelage entre Pilsen, au Pils (à l'ouest de Prague), et Limoges s'oriente désormais vers un transfert de savoir-faire.

Nous sommes intéressés par les expériences de Limoges en tant que capitale de région, car Pilsen va le devenir après la création de régions, prévue en l'an 2000, explique Helena Hejdova, responsable des relations intercommunales de la mairie de Pilsen. Une convention, signée début avril, prévoit un échange permanent d'informations et l'envoi d'élus et de techniciens français sur les dossiers à caractère environnemental, en particulier le traitement de l'eau et des déchets, les transports et la qualité de l'air. Ces dossiers préoccupent Pilsen, une ville tchèque confrontée à la pol-

lution industrielle et à la circulation automobile.

La deuxième ville du pays, Brno, au sud-est de Prague, jumelée depuis 1995 avec Rennes, bénéficie d'une coopération décentralisée pour la communication entre élus et citoyens, l'environnement et l'aménagement urbain. Un représentant brnois a ainsi participé à une commission pour la rénovation de la place de la Liberté, symbole de la capitale historique de la Tchéquie.

INTÉGRATION DES PROGRAMMES EUROPÉENS

Les municipalités des responsables de la communication de l'environnement, qui ont pour nouveaux, affirme Helena Burianova, directrice de l'Agence des relations intercommunales de Pilsen. « Sans le communisme, la municipalité n'aurait pas de politique de communication de l'environnement, qui l'important travail à faire », précise-t-elle. Grâce à Rennes, Brno a aussi intégré les programmes de l'Union européenne pour le développement des collectivités locales et la formation des agents communaux des candidats à l'adhésion.

A Zlin, patrie d'origine du chausseur Bata, jumelée depuis trente ans avec la capitale fran-

çaise de la chaussure, Romans, les autorités ont fait demander la coopération de des programmes de formation des fonctionnaires municipaux. La coopération décentralisée a fourni l'impulsion pour une relance du partenariat, au début de la semaine. Elle a permis à des agents de la commune de Zlin de « se familiariser avec le fonctionnement d'une mairie française » dans le cadre de l'économie de marché, raconte Helena Hejdova, ancienne stagiaire aujourd'hui responsable de la coopération intercommunale.

La cité tchèque, au sud-est de Prague, qui investit dans l'enseignement du français, accueille trois lecteurs de français pour quatre-vingt-trois mille habitants – espère que la coopération avec Romans permettra d'attirer des investisseurs d'entreprises françaises.

Une hausse brutale du chômage depuis dix-huit mois – le taux a atteint 8,5 % – la vingtaine de municipalités tchèques participant au projet participent à des opérations de coopération décentralisée regrettent toutefois les retombées économiques des coopérations intercommunales.

Martin Pichon

Le chantier inachevé de la prévention des risques naturels

SEULES 35 % des communes à risques de vingt mille à cent mille habitants sont dotées d'un plan de prévention des risques (PPR), la loi a pourtant rendu obligatoire. Telles sont les conclusions de l'étude de l'Institut français de l'environnement (IFEN), publiée dans Les Données de l'environnement, mardi 13 avril, quelques semaines après les dramatiques avalanches dans les Alpes.

Les efforts réalisés depuis la loi de 1987, qui donne au citoyen un droit à l'information sur les risques naturels et technologiques, complétée par la loi Barnier de 1995, ont permis d'élaborer des plans de prévention pour 1 692 communes. Mais ils sont loin de couvrir les besoins : les services de l'Etat estiment que 10 000 communes devraient faire l'objet d'un PPR, « du fait des risques importants qu'elles représentent en termes d'enjeux humains », selon les termes de la note de l'IFEN.

Or plus de 17 000 communes sont affectées par un ou plusieurs risques naturels, selon l'état des lieux établi par les préfets. Les inondations sont les plus menaçantes (près d'une commune sur trois). Viennent ensuite les mouvements de terrain (5 932 communes), les séismes (5 100), les feux de forêt (3 905), puis les avalanches (355) et les tempêtes (73).

Les PPR permettent aux autorités locales, avant toute décision d'aménagement, de tenir compte

des risques répertoriés sur une zone, de leur direction départementale, par les équipements et celles de l'agriculture, approuvés par les préfets, ils visent à interdire les constructions dans les zones les plus exposées et à réglementer les activités humaines dans les sites moins exposés.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

Nombre de risques naturels prévisibles

2 à 3

4 à 5

COMMUNES AYANT UN PLAN DE PRÉVENTION

Selon les services de l'Etat, 10 000 communes devraient faire l'objet d'un plan de prévention des risques naturels.

Sources : Institut français de l'environnement (IFEN).

lançantes sont couvertes par un plan, mais 12 % pour les glissements de terrain et 11 % pour les inondations. Quant aux risques de feu de forêt, ils ne font encore l'objet d'aucun plan de prévention. Les plus prudentes sont les communes qui ont plusieurs types de risques. Et les plus petites communes sont les moins protégées : seules 1 % des communes à risques de moins de cinq cents habitants ont élaboré un plan.

Leur procédure, peu appliquée avant 1990, est aussi mise en œuvre de façon inégale sur le territoire national : 50 % des communes touchées par les

700 communes à risques dotées d'un plan de prévention

LES COMMUNES À RISQUES

HORIZONS

ENQUÊTE

ganisé

L'ARMÉE yougoslave avait déclaré qu'il ne lui faudrait pas plus de quatre jours pour « éliminer » les rebelles de l'UCK si on lui laissait les mains libres. C'était avant le déclenchement des frappes aériennes de l'OTAN sur la Yougoslavie, le 24 mars. Depuis cette date, les forces serbes poursuivent leurs offensives contre les maquis de l'UCK. L'UCK résiste donc. Mais elle se terre dans les maquis pour échapper à la puissance de feu serbe. « Il y a de petites poches de résistance, des actions de guérilla », a récemment indiqué le général de brigade de l'OTAN, David Wilby.

Le principal problème de l'UCK est qu'elle ne peut plus guère compter sur le soutien de la population locale dans laquelle elle s'était immergée. Elle trouvait dans les villages du Kosovo l'appui logistique indispensable pour assurer l'approvisionnement de ses troupes en hommes et en nourriture, les relais nécessaires sur les voies d'acheminement des armes en provenance de l'Albanie et de la Macédoine, et des tonnes de renseignements qui lui permettaient d'être avertie des incursions de la police serbe dans ses « territoires libérés ».

Dès l'offensive de l'été dernier, les Serbes avaient entrepris de couper l'UCK de ses bases. Radicalement sur la frontière albanaise, tout d'abord, le long et étroit chapelet de villages en ruine de Djakovica à Decani témoigne de la « technique » : le nettoyage par le vide. Depuis le déclenchement des frappes de l'OTAN, les Serbes sont passés à une vitesse supérieure en organisant l'exode de plus d'un demi-million de personnes vers l'étranger. Autant, sans doute, en ont au Kosovo, sur les routes, dans les bois ou les montagnes. En quelques mois, des centaines de villages ont été systématiquement vidés de leurs habitants et brûlés.

Selon des militaires occidentaux, une bande de territoire de 14 kilomètres de large le long de la frontière albanaise, une autre, plus étroite, vers la Macédoine, ont été totalement « nettoyées » par les forces serbes et minées. Chaque incursion de rebelles albanais depuis leurs bases arrière de Macédoine ou du nord de l'Albanie, surtout, est devenue un jeu de roulette russe. En début de semaine, l'Agence officielle yougoslave, Tanjug, annonçait ainsi qu'au moins 150 « terroristes » – terme consacré à Belgrade pour désigner les membres de l'UCK – qui tentaient une incursion ont été « éliminés » par l'armée yougoslave à l'ouest de Djakovica (sud-ouest du Kosovo).

Selon plusieurs sources militaires occidentales en contact avec l'UCK, la rébellion risque d'être prochainement « courtée » de munitions alors qu'elle disposerait de stocks, provisoirement inaccessibles, dans les pays limitrophes. Elle aurait lancé un appel pour que l'OTAN lui parachutât des armes ou qu'elle lui ouvre et sécurise un corridor d'approvisionnement.

De fait, l'armement de l'UCK reste sommaire. Dans un premier temps, elle a largement puisé dans les grandes quantités d'armes pillées dans les arsenaux albanais durant les émeutes du printemps 1997. Selon un rapport de l'ONU, 650 000 armes, 1 000 tonnes d'explosifs, 15,5 millions de munitions avaient alors été subtilisées. Toujours selon les Nations unies, 200 000 de ces armes auraient pris le chemin du Kosovo. Depuis, l'UCK a commencé à diversifier ses sources d'approvisionnement afin d'acquiescer des armes de meilleure qualité que les AK47 albanaises de piètre facture. « L'UCK demeure équipée d'armes légères, quelques lance-roquettes antichars, de fusils à lunette et peut-être de quelques missiles légers, mais rien qui ne puisse réellement inquiéter l'artillerie et les blindés serbes », estiment toutefois les experts américains du Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS).

« Nous n'avons pas besoin de troupes de l'OTAN, nous avons besoin d'armes antichars. Nous pourrions ensuite prendre l'offensive et faire le travail nous-mêmes », a récemment déclaré à des diplomates américains, Xheladin Gashi, chef des opérations de l'UCK. Militaires et politiques oc-



Entraînement à la guerre de l'UCK de Kukes en Albanie (avril 1999).

Les mystères de l'UCK

Affaibli sur le terrain, presque à court d'armes et coupée de ses appuis dans la population, l'Armée de libération du Kosovo résiste difficilement aux forces serbes.

Une odeur de soufre continue à planer autour de cette rébellion dont les circuits de financement seraient liés au trafic de stupéfiants. Des doutes subsistent aussi sur sa stratégie politique

« Nous n'avons pas besoin de troupes de l'OTAN, nous avons besoin d'armes antichars. Nous pourrions ensuite prendre l'offensive et faire le travail nous-mêmes ».

Xheladin Gashi, chef des opérations de l'UCK

Il reste à savoir sur quel terrain politique se placerait l'UCK qui entre-tient des liens obscurs avec le mouvement populaire du Kosovo (LPK), né de la fusion de plusieurs groupuscules attirés par le nationalisme d'Enver Hoxha, le dictateur de la « mère patrie » albanaise mort en 1985. Selon l'un de ses dirigeants, le LPK a été créé à Pristina en 1982 à la suite des manifestations nationalistes albanaises de l'année précédente. Les revendications albanaises portaient sur la reconnaissance de la province comme la septième république de la fédération aux mêmes titres, à l'époque, que la Serbie, la Slovaquie, la Croatie, la Bosnie, le Monténégro et la Macédoine. La présidence collégiale yougoslave allait réprimer cette agitation dans le sang. Six mille Albanais devaient ensuite être condamnés pour « menées contre-révolutionnaires » à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison et 22 000 autres à des internements administratifs trente et quarante jours. Cette répression présageait de la politique du bâton de Belgrade n'allait avoir de cesse d'appliquer jusqu'à la suppression de l'autonomie en 1990, puis par l'intervention de l'OTAN en 1999. « A chaque fois qu'un prisonnier était tor-

turé, une partie infime de l'UCK naissait, se développait », raconte Bardhyl Mahmuti, membre du LPK dit « extérieur » et ancien dirigeant de mouvement clandestin jusqu'à son exil en Suisse, en janvier 1990 (in « Kosovo, naissance d'une lutte armée », par Patrick Denaud et Valérie Pras, éd. L'Harmattan, février 1999). Slobodan Milosevic est sans aucun doute le meilleur sergent recruteur de l'UCK, dont les effectifs ont enflé au fur et à mesure de la répression.

L'Armée de libération s'est manifestée pour la première fois, en 1993, par l'assassinat de deux policiers serbes dans la Drenica, foyer historique du nationalisme albanais à l'ouest de Pristina. De la fin 1995 à

l'été 1998, elle affirme contrôler plus de 30 % du territoire, sans jamais avoir remporté une seule bataille face aux Serbes. Le temps de la reconnaissance internationale suivra. Hashim Thaci, l'un des jeunes commandants de l'UCK (pilote dans l'ombre par le discret Xhavit Haxhi du LPK), dirigera ainsi la délégation albanaise à Rambouillet.

« Le LPK peut-il être considéré comme l'âme politique de l'UCK ? On ne peut pas répondre exactement : moins que le LPK ou l'UCK », confirme, notait récemment l'hebdomadaire en langue albanaise Koha. Le LPK, fortement représenté au sein des puissantes diasporas albanaises de Suisse et d'Allemagne, ne peut nier des liens pour le moins privilégiés avec l'Armée de libération. « Dès l'apparition de l'UCK, le LPK s'est fixé trois objectifs : la soutien moral, politique et financier », reconnaît M. Mahmuti. En 1997, le LPK fonde d'ailleurs l'association La patrie appelle, chargée de collecter des fonds pour la première fois. De nombreux pays d'Europe, dont la France, les fonds reversés à la guérilla. Lorsque le 13 mai 1998, l'UCK nomme six représentants politiques, trois d'entre eux, au moins, dont Bardhyl Mahmuti, sont choisis dans les rangs du LPK. Aujourd'hui, les

clercs prisonniers politiques côtoient une nouvelle génération de combattants sans doute moins portés par la nostalgie pour l'« oncle » Enver Hoxha que par la sacro-sainte lutte pour l'indépendance et la vengeance des violences serbes. « L'UCK aujourd'hui dans une situation difficile. C'est désormais une petite force combattante, estime le général de brigade, David Wilby. Elle ne disparaîtra. » Nul doute qu'il jouera un rôle dans la recherche d'une solution pour le Kosovo. Mais plus le temps passe et moins il sera facile de leur faire déposer les armes et accepter moins que l'indépendance.

Christophe Châtelot

هكذا من الأصل

L'islam européen des Albanais

Héritage de l'Empire ottoman, la pratique religieuse discrète des musulmans d'Albanie et du Kosovo avait été étouffée par l'athéisme d'Etat du régime d'Enver Hodja, le socialisme yougoslave et l'occidentalisation des élites. Mais si la guerre du Kosovo n'est pas un combat religieux, l'épuration ethnique pourrait renforcer le poids des religions dans la renaissance des identités communautaires

LSLAM, religion oubliée. Alexandre Popovic, spécialiste du Islam balkanique en 1998, par les islamologues, qui s'intéressent plutôt au monde arabe, par les historiens, qui ont privilégié l'étude des populations chrétiennes. « Accident de l'histoire », plaident les chercheurs albanais. « Part constitutive de l'identité albanaise », affirment les chefs musulmans. Comment qualifier cet islam albanais, ce souvenir abandonné aux marges de l'Europe par l'Empire ottoman dans le dé-

but de la guerre du Kosovo n'est pas un combat religieux, comme voudraient le faire accroire ceux qui instrumentalisent la foi à leur profit. Mais l'actualité rappelle à notre mémoire cet héritage musulman, qui fait partie de l'histoire et des richesses de l'Europe. Islam trop souvent dépeint, en longueurs complexes face à la suprématie du christianisme. Non, les musulmans ne sont pas ceux qui, outre l'islam, aimeraient pouvoir le rayer de l'histoire européenne, ou bien alléguent de vieux fantasmes sur les « hordes musulmanes » campant aux portes du Vieux Continent.

Aujourd'hui encore, il reste une énigme. Pourquoi, dans cette région occupée pendant plus de cinq siècles par les Turcs, les Albanais se sont-ils convertis massivement à la religion musulmane, de même qu'une grande partie des Bosniaques ?

En Albanie, les données disponibles depuis d'un siècle et demi, en 1942, sous l'occupation nazie, ils donnent 70 % de musulmans, 20 % d'orthodoxes et 10 % de catholiques. Au Kosovo, avant l'épuration ethnique, on estimait que les musulmans représentaient près de 90 % de la population. Parmi eux, 10 % de non-Albanais : Turcs, Slaves et Macédoines, avant l'arrivée des Kosovars, les Albanais majoritairement musulmans constituaient déjà une forte minorité de 23 %.

Les explications ne manquent pas pour rendre compte de l'islamisation des populations albanaises sous la domination ottomane. La plus connue a trait au système de la *dhimma* : pour échapper aux lourds impôts qui frappaient les *dhimmes*, « gens du Livre », admis à pratiquer leur religion dans un pays musulman, les chrétiens se convertissaient à l'islam.

En outre, l'appartenance à l'islam leur ouvrait des perspectives de carrière, comme fonctionnaires ou comme soldats, au service de la *Sublime Porte*. En fait, l'Albanie a fourni à l'Empire ottoman plusieurs grands vizirs et même un coadjuteur de janissaires. Peuple rural, régi par le code d'honneur du *kani*, les Albanais ont-ils été attirés plus que d'autres par le prestige du *kani*, comme le laisse entendre une phrase célèbre du lexique de Dami Frashëri : « La où est l'épée est la religion » ?

Pierre Cabanes, professeur de Passions albanaises (CNRS), avance une autre explication, à l'origine du Kosovo : « L'opposition entre Albanais musulmans et Serbes orthodoxes ne peut être une opposition ancienne. D'après lui, le ralliement à l'islam s'est fait d'une manière très récente pour des populations qui étaient placées en situation d'infériorité vis-à-vis de la situation sociale par la féodalité et l'invasion ottomane. »

Admettant ces explications, Pierre Clayer, chargée de recherches au CNRS, a mené une étude sur les conversions à l'islam dans les Balkans. Elle met en évidence les « images d'épinal » et les « constructions » d'une certaine historiographie albanaise. « L'islamisation est un processus qui a duré pendant toute l'époque ottomane et qui s'est accéléré au XVIII^e et au XIX^e siècles. Les causes sont multiples. Par exemple, pour les villageois qui quittaient les montagnes et s'installaient en ville, la conversion à l'islam facilitait l'accès à un milieu social nouveau. Ces raisons socio-économiques ne sont jamais citées, et pourtant elles sont avérées. »

Longtemps, les historiens officiels du régime communiste d'Enver Hodja ont mis en avant « l'ap-

portisme » des Albanais qui expliquait, selon eux, l'islamisation massive sous l'Empire ottoman. Ils voulaient ainsi éviter la culpabilité supposée du rattachement du peuple albanais à la forme de religion et justifier l'athéisme d'Etat, proclamé en 1967. L'un d'eux invoquait, par exemple, le témoignage de Lord Hobhouse, voyageur anglais du XIX^e siècle : « L'Albanais vous dira d'abord qu'il est albanais, et ensuite quelle est sa religion. »

Au fond, cette thèse ne faisait que reprendre les arguments du mouvement nationaliste du début du siècle, qui avait systématiquement minimisé le rôle des religions dans la construction de l'identité nationale : celle-ci devait se fonder autour d'une langue commune, et la diversité religieuse ne devait pas y faire obstacle. Il est vrai que les Albanais de la région étaient très confessions différentes : l'évêque Fan Noli, président du mouvement national en 1924, était orthodoxe, le poète et homme politique Luigj Gurajugli catholique, et le Kosovo Bajram Curri, qui organisa l'armée albanaise, musulman. « Mais n'a-t-on pas systématiquement minimisé les arrière-pensées religieuses ? », s'interroge M^{me} Clayer.

L'héritage musulman, en particulier, a pris place dans le passé albanais comme un legs gênant, une sorte de contre-mémoire : le ralliement massif à la religion des Ottomans a placé les Albanais dans les camps des occupants et, en 1913, dans celui des vaincus. La figure du héros national Skenderbeg illustre bien les contradictions de la culture albanaise : de son premier nom Georges Kastrioti, il mena la lutte contre le sultan de 1443 à sa mort, en 1468. Ronsard lui-même chanta ses louanges : « O très grand Epire ! O très grand Albanais, la main a défilé les Turcs vingt et deux fois. » Mais ses descendants oublièrent souvent de préciser que, élu à la cour de Topkapî (l'administrateur ottoman), le grand Skenderbeg était converti à l'islam.

Aujourd'hui encore, pour beaucoup d'intellectuels albanais nourris de la pensée occidentale, la religion reste une « mal-

chance historique ». « Si l'Albanie n'avait pas connu la dictature d'Enver Hodja », qu'ils aimeraient pouvoir mettre entre parenthèses, l'écrivain Ismail Kadare est sans doute représentatif de cette tendance. Pour lui, l'islam est un « épisode » dans l'histoire du pays, sans « racines profondes ». L'Empire ottoman a interrompu une « longue amitié avec l'Europe » (entretien au Monde du 7 mai 1992). « L'islamisme », écrit-il dans l'une de ses œuvres. Dans un livre intitulé *D'un décembre à l'autre*, il prend une position pour une Albanie chrétienne : « J'étais convaincu par l'inclination de l'Albanie vers la foi chrétienne, parce qu'elle est liée à des souvenirs anciens et à la nostalgie de l'époque précédente. »

La plupart des intellectuels albanais originaires du Kosovo décrivent l'islam de leur terre comme « tolérant », une religion « privée » dans une culture « laïque ».

domination ottomane. (...) Si les Albanais effectuaient une grande rectification historique, il faciliterait leurs son à leur mère, le continent européen. »

Le président de la Ligue démocratique du Kosovo, Ibrahim Rugova, ne va pas jusque-là. Dans son livre d'entretiens avec Marie-Françoise Allal et Xavier Galmiche (Payot), il parle de la religion dans laquelle il fut élevé comme d'un « islam symbolique ». C'est-à-dire « qui n'était pas pratiqué ». Mais, par ailleurs, il ne cache pas une certaine sympathie pour le christianisme. Il a écrit dans son livre un évêque albanais du XVIII^e siècle, Pierre Bogdan. Avant la guerre, il entretenait de bons contacts avec les milieux catholiques et exposait volontiers dans son bureau la photo de sa rencontre avec Jean Paul II.

La plupart des intellectuels albanais originaires du Kosovo décrivent l'islam de leur terre comme « tolérant », une religion « privée » dans une culture « laïque ». Muhamed Rullach, professeur de phi-

losophie à Paris, insiste sur le fait que « les Albanais n'ont pas connu la guerre des religions dans le passé ». Au Kosovo, « l'alcool est consommé de manière normale et il n'y a pas d'interdits ». Mais il reconnaît que les mariages entre musulmans et chrétiens ne sont pas rares, et que plusieurs cas de familles mixtes existent par tradition. Il conclut sur un thème connu : « Pour les Albanais, le sentiment religieux est toujours secondaire par rapport à l'attachement national. »

Il est intéressant de noter la part, dans ce type de discours, entre ce qui appartient à la construction d'une identité albanaise par les élites occidentalisées et la réalité. Ainsi, M^{me} Clayer dément la thèse selon laquelle les Albanais n'ont jamais connu de conflits religieux.

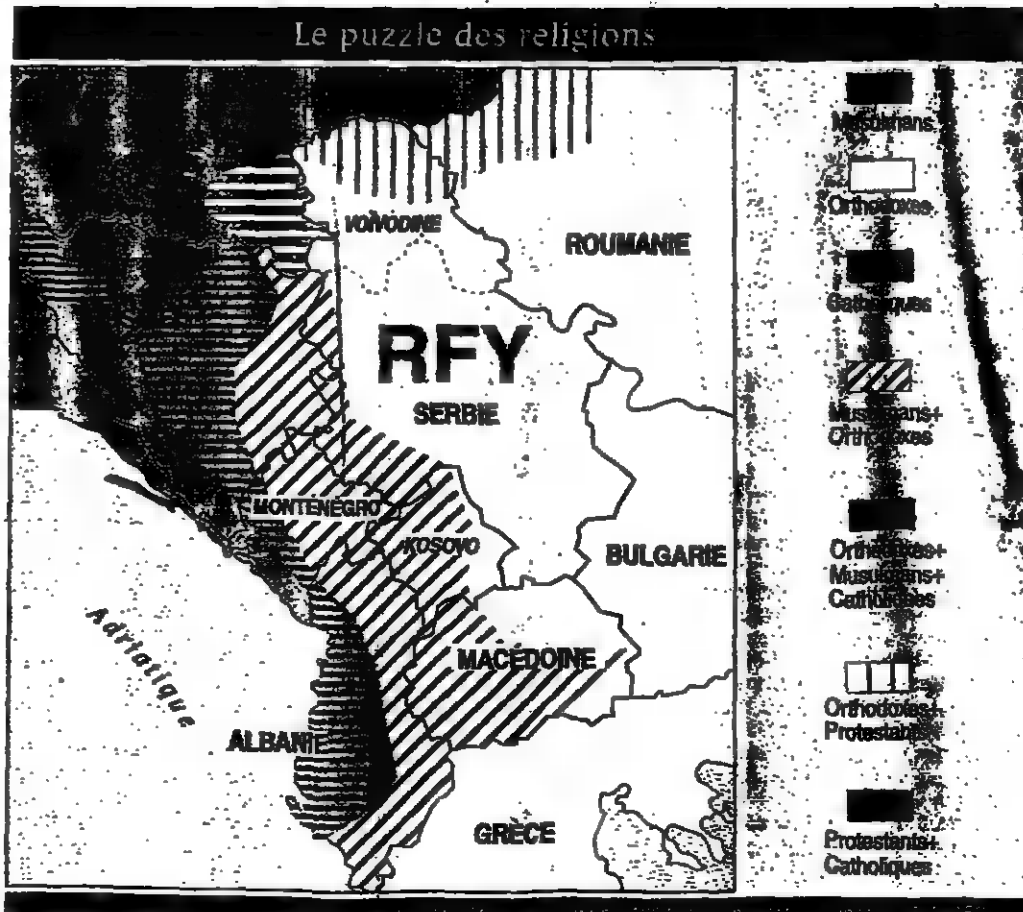
Le bektachisme est une confrérie fondée au XV^e siècle et se réclamant de Haci Bektaş Velî, un imam mort au XIV^e siècle. Cet islam organise son culte autour des centres de rayonnement culturel et intellectuel. Un tel ordre initiatique et mystique convenait assez bien à un corps de soldats comme celui des janissaires. Il prône un islam tolérant, marqué par un syncrétisme religieux très libre par rapport aux prescriptions du Coran et de la Sunna. Au point qu'en Albanie, Bektachi est devenu un synonyme de « bon vivant » et grand raconteur de raï. Pierre Clayer raconte volontiers une anecdote : un chauffeur de car bektachi, après avoir franchi un col périlleux, ne manquait jamais de déposer une offrande devant le petit oratoire orthodoxe bâti au pied de la montagne, afin de remercier le « Dieu des chrétiens ». Après la suppression de l'ordre des janissaires par le sultan en 1826, les Bektachis pourchassés ont trouvé refuge en Turquie. Ils ont même été nommés à la capitale, à partir de 1925. En Albanie comme en Turquie, les Bektachis, bien que minoritaires, ont joué un grand rôle dans la promotion d'un nationalisme moderne et libéral, de l'évangile de la laïcité. Abdül Frashëri, membre d'une grande famille bektachite, est à l'origine de la Ligue à Prizren, première organisation nationale albanaise, créée au Kosovo en 1878.

DANS la communauté sunnite majoritaire, la séparation de l'Albanie et du Kosovo, à partir de 1993, a créé un écart. Sous le régime hoxhiste, toute pratique religieuse a été interdite. En 1967 et plus de mille lieux de culte ont été fermés. En 1980, les prêtres d'origine religieuse ont été prosaïques. Le régime de Tito s'est montré plus tolérant à l'égard de l'islam, surtout après la conférence afro-asiatique à Bandung, quand la Yougoslavie s'est engagée dans le Mouvement des non-alignés. Si, bien qu'aujourd'hui, la pratique religieuse a été élevée au Kosovo qu'en Albanie. Elle n'est cependant pas d'une population âgée et plutôt rurale. En ville, il n'est pas rare de rencontrer des jeunes musulmans protestantisme par des Eglises évangéliques, si que le revendiquent.

Jusqu'ici, les intellectuels occidentaux ont joué un rôle dominant en Albanie et dans la diaspora. Mais depuis quelques années se développe une nouvelle théorie de l'identité albanaise dans les milieux musulmans : rapprochant les mots « national » et « religieux », « musulman » et « albanais », elle suggère que l'islam a joué un rôle capital dans la préservation de l'identité albanaise. La revue *Islam* (Lumière de l'islam), organe des musulmans albanais sunnites, affirmait par exemple en 1992 : « La foi islamique est au service l'identité de la nation albanaise » : « la religion musulmane est l'un des fondements de l'identité albanaise ». Le responsable de la communauté musulmane du Kosovo, Rexhep Toptani, exprimait des positions similaires en 1994. Il courait affiché cependant son apolitisme. La culture albanaise est laïque, comme le témoignent les élites qui ont accompagné en 1993 l'adhésion de l'Albanie à l'Organisation de la conférence islamique (OCI), où elle n'est plus active aujourd'hui.

« Il ne faut pas minimiser le poids des religions », affirme M^{me} Clayer dans son langage de spécialiste. La guerre et la purification ethnique pourraient bouleverser les équilibres et mettre en jeu d'autres leaders. Mais, clairement, cette guerre n'est pas une guerre religieuse.

Xavier Ternisien



Les vestiges de l'Empire ottoman

● 1389 : bataille de Kosovo. Les armées serbes et bosniaques, dirigées par le prince Lazare et renforcées de contingents valaques et albanais, sont battues par le sultan Murad I^{er}. Début de l'occupation ottomane.

● 1443-1448 : combats de Skenderbeg contre les Ottomans.

● 1453 : le sultan Mehmed II s'empare de Constantinople. Fin de l'Empire byzantin.

● 1557 : rétablissement du patriarcat serbe de Pec par les Ottomans.

● 1690 : grande migration des Serbes vers le Nord et la Voïvodine après une offensive des Autrichiens sur le Kosovo.

● 1739 : suppression du patriarcat de Pec.

● 1878 : création de la Ligue de Prizren, première assemblée de patriotes albanais.

● 1912-1913 : guerres balkaniques.

● 1913 : conférence de Londres, formation de l'Etat albanais.

● 1924 : gouvernement de Fan Noli en Albanie et coup d'Etat de Zogu, qui deviendra le roi Zog I^{er}.

● 1939 : invasion de l'Albanie par Mussolini.

● 1944 : mise en place du régime de Tito à Belgrade et de celui d'Enver Hodja à Tirana.

● 1967 : le régime d'Enver Hodja proclame officiellement l'athéisme en Albanie. Plus de 2 000 lieux de culte, mosquées, églises orthodoxes et catholiques, sont fermés.

● 1989 : suppression de l'autonomie du Kosovo.

● 1991 : transition démocratique en Albanie.

مسجد من الأصل

Kosovo : trois leçons pour la France

par François Heisbourg

LE plus important conflit militaire en Europe depuis 1945 comporte de nombreux enseignements pour notre pays. Dans le domaine strictement militaire, le conflit a confirmé que la « guerre zéro mort » est un concept creux. Certes, la technologie moderne permet de limiter au strict minimum les « dommages collatéraux » : les pertes humaines et matérielles sont réduites à l'impression des frappes militaires. Le progrès est immense. Mais la guerre étant une opposition paroxysmique de volontés opposées, celui des antagonistes qui paraît incapable de prendre des risques pour imposer sa volonté a peu de chances de briser celle de son adversaire — quelle que soit l'efficacité militaire des coups que ce dernier aurait subis.

Dans des situations exceptionnelles (libération du Koweït pendant la guerre du Golfe), cette prise de risques a pu se dérouler à peu de frais. Mais, même dans ce cas, il avait fallu apporter la démonstration d'une opération terrestre que l'on était prêt à payer le prix du sang. Si cette leçon est évoquée ici, c'est parce qu'elle s'applique aussi à nos pays. Il existe une tendance trop fréquente à associer le mythe du « zéro mort » aux seuls Américains, supposés être particulièrement réticents à exposer la vie de leurs soldats depuis la guerre du Vietnam. Pourtant, avant les derniers développements de la crise du Kosovo, les Européens n'avaient pas davantage hésité à envisager une opération terrestre que les Américains. Et l'opinion américaine n'est pas moins prête que la nôtre à soutenir aujourd'hui une telle intervention.

À ce stade, il sera difficile d'éviter la menace d'une intervention terrestre préparée par les militaires de la guerre froide : dans le pays de l'UE, les armées comptent 1,9 million de personnes alors que les États-Unis, avec leurs engagements stratégiques multiples, alignent 1,4 million de militaires. En particulier, trois pays d'Europe continentale (Allemagne, Grèce et Italie) comptent ensemble de l'ordre de 800 000 personnes sous l'uniforme (près de 400 000 effectifs américains).

En matière stratégique, l'absence du Kosovo ne peut que renforcer notre pays dans sa volonté de pousser les États dans le domaine de la défense européenne. En effet, si les Européens voulaient monter une opération terrestre de force au Kosovo, ils ne pourraient le faire que dans deux hypothèses : soit que les Américains prennent l'initiative ; soit que les Européens convainquent les Américains d'en prendre la direction.

Là où le bât blesse véritablement, c'est que l'effort budgétaire européen sert à l'entretien de structures de forces surdimensionnées héritées de la guerre froide

Voilà donc le bât blesse véritablement : l'opération aérienne actuelle, la majorité des avions engagés sont américains.

Cette relative faiblesse des Européens découle moins des limites budgétaires que d'une inadéquation des armées d'Europe continentale à l'après-guerre froide. Certes, l'effort de défense des pays de l'Union européenne n'atteint que 1,1 % du PIB des Américains, mais les États-Unis ont des obligations de défense à l'échelle mondiale (notamment en Asie) que nous n'avons pas.

Là où le bât blesse véritablement, c'est que l'effort budgétaire européen sert à l'entretien de structures de forces surdimensionnées héritées de la guerre froide : dans le pays de l'UE, les armées comptent 1,9 million de personnes alors que les États-Unis, avec leurs engagements stratégiques multiples, alignent 1,4 million de militaires. En particulier, trois pays d'Europe continentale (Allemagne, Grèce et Italie) comptent ensemble de l'ordre de 800 000 personnes sous l'uniforme (près de 400 000 effectifs américains).

Il ne faut pas, du reste, qu'une mise en œuvre de ces moyens de projection de force : avec 11 milliards de dollars par an en dépenses d'acquisition de matériel, ces pays sont à 12 % du niveau américain. Cet état de fait doit être corrigé par un effort de convergence des politiques européennes de défense s'appuyant au plan institutionnel sur l'UE en vue d'accroître la capacité européenne de concevoir et de commander des opérations militaires dans les zones d'insécurité internationale.

Un paradoxe apparaît ici. Pour que la France puisse jouer à plein son rôle de nation-pilote de l'Europe,

il faut qu'elle ne soit plus, du reste, qu'une mise en œuvre de ces moyens de projection de force : avec 11 milliards de dollars par an en dépenses d'acquisition de matériel, ces pays sont à 12 % du niveau américain. Cet état de fait doit être corrigé par un effort de convergence des politiques européennes de défense s'appuyant au plan institutionnel sur l'UE en vue d'accroître la capacité européenne de concevoir et de commander des opérations militaires dans les zones d'insécurité internationale.

Enfin, il convient d'adapter nos institutions politiques aux exigences stratégiques de l'après-guerre froide. Les règles actuelles, le nucléaire, avec ce qu'il implique de concentration de la décision entre les mains du chef des armées, ne jouent qu'un rôle périphérique. L'opinion publique et la représentation parlementaire deviennent des éléments clés dans la capacité de l'exécutif de conduire des opérations militaires risquées sur la longue période comme au Kosovo aujourd'hui.

Cependant, l'affaire du Rwanda avait déjà montré que certaines décisions n'eussent peut-être pas été prises si une plus grande transparence avait été prévue dans nos institutions. De même, des prises de risques comme celles attendues à une éventuelle opération terrestre dans les Balkans seraient plus aisément soutenables dans la durée si l'opinion, la représentation nationale, se sentait étroitement associée à une décision lourde de conséquences.

Une codification des relations entre l'exécutif et le législatif en matière d'opérations extérieures contribuerait à réduire les risques de dérapage ou de désaffection. Il existe en cela divers modèles, les uns contraignants (ainsi les pouvoirs du Bundestag, en Allemagne), les autres moins (le War Powers Act américain de 1973), en sachant qu'il convient de ne pas lier de façon abusive les mains de l'exécutif face à des situations d'urgence.

Il serait temps que l'on passe de solutions ad hoc à des mécanismes institutionnels de consultation ou d'information. Cette évolution exige une révision de notre Constitution. Cela aussi fait partie du processus d'adaptation à la fin de la guerre froide.

François Heisbourg est président du Centre de politique de sécurité de Genève.

L'absurde préférence

par Georges Guille-Escuret

EN TRENTA ANS, l'Europe d'alarme, le chaos yougoslave en train de confirmer en France et autour une désagrégation générale de la pensée politique moyennant un débat de compétence sociologique. Le débat ayant été le discours qui nous promettaient naguère une « fin des idéologies », voire un temps « post-historique », la croyance éperdue dans les vertus du laïcisme ne résiste pas à l'écroulement d'Etat et la présence d'une Europe escamotant toutes les incohérences.

Ainsi l'attitude de la France et la dégradation de l'Etat serbe s'est-elle répandue dans l'Europe d'alarme, comme si l'autoritarisme local et momentané entre une fois impérialiste et un mouvement de barbarie devait nous mener à l'abîme un de nos dangers pour l'Europe.

Bien que dépourvu de cynisme et de préméditation, le caractère impérialiste de l'attaque portée par l'OTAN est patent. Si la cause de cette réaction inhabituelle était que le chaos se produisit en Europe, la réaction aurait dû être exclusivement européenne. C'est l'opposition dépassant le cadre, mais l'ONU dans le droit d'en prendre la responsabilité. Elle quelle, l'initiative correspond forcément à l'alternance d'une position dominante vis-à-vis des grands pays exclus du débat : Russie et Chine. La sincérité de la motivation « humanitaire » ne saurait masquer la signification politique de l'opération. Que ce soit ou non pour la même cause, on ne peut pas le nier.

Du côté de la barbarie, les regards se tournent d'abord sur la perversité d'un chaos et s'intéressent ensuite à l'impérialisme d'une barbarie européenne. L'effacement de ces deux éléments ne suffit pourtant pas à expliquer le déclinisme actuel de la violence crapuleuse. L'ivresse culturelle d'une rébellion contre les injustices accumulées par l'histoire protège le maître de Belgrade plus encore que lui ne souffre dessus.

Certaines leçons de la tragédie bosniaque n'ont pas été retenues : l'affaiblissement de la tutelle gouvernementale après Tito est allée

de pair avec la pulvérisation de chefs locaux entraînant leur autorité à partir de l'insécurité d'un chaos et de la revanche. L'absence de la nuée des initiatives qui annoncent sa volonté et les massacres improvisés par des généraux de bourgeois précèdent l'organisation de l'armée de déportation. La violence entre les deux niveaux ne dépend plus de l'obéissance d'un à l'autre.

Des guerres ne sont plus superposées au chaos, mais leur autorité demeure à distance : la première confronte le chaos et la seconde répond à la seconde qui résulte justement de la dégradation d'un Etat. Voici quelques jours, un réfugié arrivant du Kosovo a refusé l'assistance des bombes jetées sur des camps d'asile et des milliers de DCA pensant que les assassins viennent leur leur besoin de coups et des mitraillettes. Contraste entre une violence horizontale et une réplique qui vient du haut mais qui punit seulement par ricochet.

L'exercice de la démocratie se réduit au rôle du chœur dans les tragédies antiques : soutenir Jason ou Médée, Clinton ou Milosevic, le missile céleste ou la mort à bout portant

Les phénomènes sont constamment séparés : critiquer l'un ne devrait pas revenir à le compromettre avec l'autre. La crédibilité de l'alternative de l'Europe d'une autre voie, moyennant le deuil silencieux d'un constat d'échec. Mais aussi les voix qui s'élèvent pour regretter le manque d'une alternative qui aurait pu concevoir différemment le problème, sur le plan de son analyse sociologique que sur celui des moyens de pression exercés à l'encontre de la violence.

En France, par exemple, on croit plus à l'efficacité des sanctions qu'à la vraisemblance de messages qui associeraient histoire, géographie, démographie et ethnologie. Inversement, ces disciplines ne sont pas pressées de donner leurs points de vue dans des réflexions brillantes, trop prises que personne ne leur en reconnaît. Il est assurément plus confortable de déclarer que Serbes, Croates, Hutus et Turcs ne sont pas d'authentiques ethnies pour se débarrasser de la responsabilité d'un mal.

Il ne manque pas d'intellectuels mieux habitués à la fréquentation des médias sachant bricoler un discours attractif et sans danger en une minute d'antenne. L'action réfléchie demande du temps. On ne peut mettre en chantier maintenant une structure capable d'organiser la documentation et l'analyse au service du plus grand nombre serait une nouvelle défaite qui nous conduirait tous à subir la nécessité d'un choix à venir des « réflexes » politiques dont la logique et la morale sont rodées depuis longtemps. Tant que l'information donnée par les sciences n'est pas à la presse et celle délivrée par la presse au public, les réflexes chaotiques, sporadiques, lacunaires, dispersés et improvisés, l'exercice de la démocratie se réduira au rôle du chœur dans les tragédies antiques : soutenir Jason ou Médée, Clinton ou Milosevic, le missile céleste ou la mort à bout portant.

Georges Guille-Escuret est chargé de recherches en sciences sociales au CNRS.

Relancer pour les Balkans le pacte de stabilité

Suite de la première page

Si l'on en juge quelques années après, l'effort politique du pacte de stabilité a été important pour l'Europe centrale. Il a permis un signal très puissant à l'égard des pays candidats à l'Union. Ils ont compris qu'ils devaient régler leurs problèmes de frontières, prendre en considération les aspirations des minorités.

Certains se sont même mis à signer des textes qui étaient prêts : Pologne, Lituanie, par exemple. Plusieurs pays qui n'avaient jusqu'à présent aucune discussion ont engagé des négociations, dont certaines ont abouti rapidement : la signature la plus symbolique a été celle entre la Slovaquie et la Hongrie, le 17 mars 1995, à l'Hôtel Matignon.

D'autres ont poursuivi des efforts qui ont abouti plus tard : Hongrie et Roumanie, entre autres, en 1996. Ainsi ont également été signés des accords de bon voisinage. Ces succès avaient conduit les dirigeants américains à rappeler les pays candidats à l'entrée dans l'OTAN qu'ils devaient respecter les principes du pacte. Pour les Balkans, en revanche, aucun progrès n'avait pu être fait du fait, entre autres, de la situation en Croatie.

Dans la situation actuelle, que nous connaissons au Kosovo, le pacte de stabilité peut-il aujourd'hui constituer une solution ? C'est loin d'être sûr. La diplomatie préventive, qui est possible hier dans une Europe centrale et orien-

tal, est fort différente de celle qui est requise pour la Serbie à une violence cruelle contre les minorités du Kosovo. Hier, l'attraction de l'UE apparaissait comme le facteur de la candidature à l'adhésion, mais d'une volonté de transition démocratique et de stabilité. C'est-elle aujourd'hui encore pour les États placés dans une zone de guerre et dirigés par des pouvoirs à la fois démocratiques, voire tyranniques, comme c'est le cas de la Serbie ?

Les objections au retour à un pacte de stabilité permettant de normaliser les relations entre la Serbie et la Croatie ne manquent pas :

— Proposer un tel pacte suffirait-il pour résoudre les problèmes de respect des droits des minorités ? Certainement pas. Mais cela contribuerait à isoler et, si la Russie y aidait, à déstabiliser.

— Faut-il offrir des facilités à des régimes tyranniques ? Non, sauf si ces régimes commencent à façonner une évolution vers la démocratie et si on est sûr que rien ne les empêche d'aujourd'hui.

— L'élargissement de l'Europe, incitation à signer le pacte de stabilité, n'est pas à l'ordre du jour pour les Balkans. Les priorités y sont autres aujourd'hui.

Finalement, quelles sont les solutions ? Ne rien faire et se résigner à l'acceptation de la situation ? M. Milosevic cède ? Envoyer des troupes au sol dont on voudrait espérer qu'elles parviendraient à abattre son régime et qui ne pourraient guère avoir pour mission que de protéger les populations du Kosovo en s'y installant pour des années ? Imaginer un règlement négocié avec le régime serbe ?

Il faut explorer une solution nouvelle : un engagement respect des frontières et des droits des minorités garanti par la présence au sol d'une force militaire internationale d'interposition entre la Serbie et le Kosovo. Les frappes aériennes sont efficaces et si la Russie l'accepte, c'est possible. On ne voit pas, en tout cas, quelle autre solution le serait, sauf à spéculer sur un effondrement du régime serbe qu'on ne peut tenir pour assuré.

L'analyse sur laquelle repose l'idée d'un pacte de stabilité de longue durée, la source de toutes les violences, est la violation des droits des minorités et les volontés antagonistes de modifier les frontières.

La priorité pourrait être donnée à la Macédoine, à la Bosnie-Herzégovine et à l'Albanie. La Serbie ne pourrait bénéficier de l'aide financière de l'Union que si elle prenait l'engagement de respecter la minorité musulmane

tières ou de les préserver, en Serbie hier, en Croatie aujourd'hui. L'UE reste, pour les pays d'Europe centrale et orientale, et quoi qu'ils disent, le pôle de stabilité, de richesse et de sécurité auquel chacun se sent attiré. Nul doute que les États de l'Union ne puissent comprendre cette région si difficile et si proche d'eux.

C'est le moment pour l'Union de fixer un grand objectif à sa politique extérieure et de sécurité commune, et de reprendre l'initiative dans les Balkans autour d'un projet qui soit véritablement le sien. Il revient à la France de proposer à l'Union européenne de s'inspirer du pacte de stabilité et en se fondant sur les principes suivants :

— Un tel projet n'aurait des chances d'aboutir que si, pour appuyer l'Europe concentrant les moyens politiques, économiques et financiers dont elle dispose, pour marquer qu'elle y attache une vraie priorité. Comme le pacte de stabilité, il faut une première action commune du traité de Maastricht, le projet de stabilité pour les Balkans constituerait l'élément central de la « stratégie commune de l'Union », au sein du traité d'Amsterdam, que les quinze ont accepté d'adopter pour les Balkans, lors du sommet de Vienne.

— L'appui de ce projet, il faudrait créer un fonds de stabilité qui permettrait de réunir tous les financements déjà disponibles au titre de l'Union au profit de cette région. Sa gestion permettrait de favoriser les projets des pays engagés dans une politique de bon voisinage. Ce fonds pourrait aussi intervenir pour tous les projets favorisant la stabilité et en particulier la liberté des médias. L'Union investi-

déjà, l'association. Le « contrat de stabilité » ne s'adresse qu'à ceux qui auraient signé des accords de bon voisinage prévoyant respect des minorités et respect des droits. Pour y parvenir, des négociations seraient organisées sous les auspices de l'OSCE, donc avec l'appui des États-Unis et de la Russie, mais à l'initiative de l'Union. Elle servirait les moyens d'apporter à l'OSCE le dynamisme et l'impulsion dont elle manque.

rait également dans la formation de l'encadrement administratif et judiciaire, de façon à renforcer dans ces pays l'Etat de droit. Apportant d'ores et déjà plus de 50 % de l'aide extérieure à la région, l'UE acquiescerait, en créant cette nouvelle structure, un entraînement permettant d'attirer l'attention internationale. La gestion du projet de stabilité pour les Balkans serait un test de la capacité de la nouvelle Commission de Bruxelles à mettre en œuvre les méthodes politiques du Conseil européen et à faire preuve de son efficacité.

Quels pays pourraient en bénéficier ? Dans un premier temps, ceux qui sont à la fois en paix et fragiles. La Slovaquie étant d'ores et déjà engagée dans les négociations de l'adhésion, la priorité pourrait être donnée à la Macédoine, à la Bosnie-Herzégovine et à l'Albanie. La Serbie ne pourrait bénéficier de l'aide financière de l'Union que si elle prenait l'engagement de respecter la minorité musulmane, engagement garanti, je le répète, par la présence au sol d'une force militaire internationale d'interposition. De toute façon, rien ne sera possible sans une évolution décisive du régime politique serbe.

Faire rentrer les Balkans dans la famille européenne et leur faire partager une culture politique est une tâche à long terme et coûteuse. Seule l'Union européenne a un intérêt suffisamment fort et des moyens suffisamment importants pour prendre cette initiative. Faute de le faire, elle risque, comme trop souvent dans le passé, de disperser ses efforts, sans aucun profit politique. D'autres prennent le relais au sein de l'Union avec des intérêts différents, et, surtout, que ce soit nous qui stabilisons les Balkans, cette région nous apporterait encore pour longtemps inquiétudes et dangers, et, surtout, la prospérité économique de l'Europe, voire son équilibre politique.

Edouard Balladur

ENTREPRISES

MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

INFORMATIQUE Le monopole technologique d'Intel est ébranlé. Deux nouveaux venus, AMD et Cyrix (groupe National Semiconductor), ont réussi leur percée sur le marché des

microprocesseurs. **LEUR SUCCÈS** a des limites car AMD et Cyrix ont gagné des parts de marché au détriment de leur santé financière. **LE NUMÉRO UN** mondial, Intel, a dû

s'engager dans une guerre des prix ravageuse pour défendre ses positions. **CETTE REDISTRIBUTION** des cartes sous-tend une évolution profonde du marché informatique. Les

à bas prix lancées par AMD et Cyrix ont donné naissance aux ordinateurs à moins de 1 000 dollars. **POUR LES CONSTRUCTEURS** d'ordinateurs personnels, il s'agit de

s'adapter à cette nouvelle donne. Compaq, que la Bourse vient de sanctionner pour avoir revu ses perspectives à la baisse, en a fait les frais. Et cherche son salut côté d'Internet.

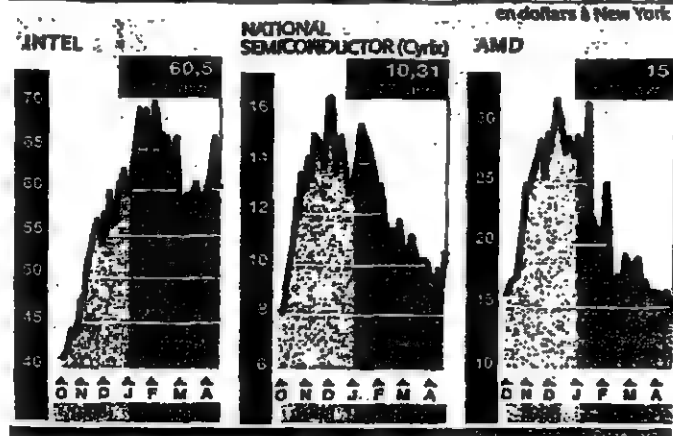
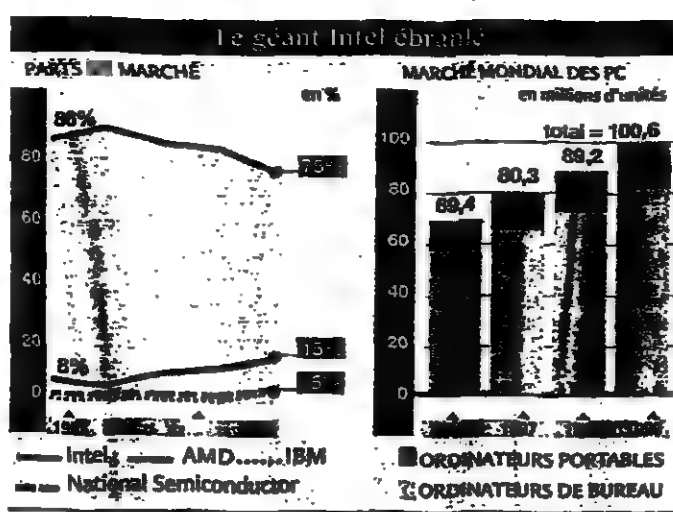
La suprématie d'Intel dans les microprocesseurs n'est plus absolue

Deux concurrents, AMD et Cyrix-National Semiconductor, ont remis en cause le monopole technologique du numéro un. La guerre des prix qui leur a permis de percer limite la rentabilité du secteur et transforme le marché des ordinateurs personnels

INTEL EST-IL devenu vulnérable ? Pour la première fois de son histoire, le premier fabricant mondial de microprocesseurs - les « cerveaux » électroniques des ordinateurs - se fait voler la première place sur le marché de détail américain par son rival de longue date, Advanced Micro Devices (AMD). Avec 43,9 % de parts de marché en janvier et 51,4 % en février, selon PC Data, AMD a débouché son grand rival, qui doit désormais se contenter d'une part de 32 %, contre 39 % un an plus tôt. Cyrix, filiale de National Semiconductor, qui l'a rattrapé en 1997, a réussi à en prendre 10 %.

Certes, le marché de détail ne représente que 10 % des ventes de matériel informatique aux États-Unis, car les consommateurs préfèrent acheter un ordinateur ou un système d'intégration de systèmes (ordinateurs sur mesure), mais la suprématie d'Intel sur ce marché est ébranlée. Dataquest estime que sa part du marché mondial n'est plus que de 75 % au dernier trimestre 1998, contre 89 % au début de l'année.

En 1998, AMD a lancé son microprocesseur sur les ordinateurs à moins de 1 000 dollars, en lançant son microprocesseur K6 à l'assaut du Pentium II d'Intel, à un prix près de trois fois moins élevé. Plus répliquer, Intel a développé, en 1998, son propre microprocesseur à bas prix, le Celeron. « C'est la première fois que les constructeurs de la communauté financière voyaient Intel lancer un produit à bas prix », rappelle Rob Eichenmann, directeur général d'Intel pour l'Europe. « Et il a fallu du



temps pour faire accepter le produit », ajoute-t-il. La guerre des prix a permis de développer le marché des ordinateurs à bas prix aux États-Unis et en Europe. Les

été mondial à 6,1 milliards de dollars, contre 6,9 milliards un an plus tôt. Andrew Grove, président de la communauté financière d'Intel, a dû réduire de plusieurs centaines de millions de dollars. Au premier trimestre 1999, la firme de Santa Clara a annoncé, mardi 15 avril, un bénéfice de 11 millions de dollars, en hausse de 39 %. Mais la communauté financière n'a pas été rassurée, car une partie de cette amélioration provient de cessions d'actifs. Quant à la progression des ventes, elle est moins forte que prévu, ce qui confirme le ralentissement du marché des PC déjà évoqué par Compaq. A l'annonce de ce résultat, le titre Intel, en baisse depuis janvier, a encore perdu 5 %.

AMD LICENCE Multi puissants, les microprocesseurs d'Intel souffrent d'un effondrement de leur résultat, accusant une perte de 104 millions de dollars en 1998 malgré des ventes en forte hausse. Il vient d'avertir que son résultat au premier trimestre serait inférieur à ses prévisions, compte tenu de livraisons moins importantes que prévu et d'une forte concurrence sur les prix. AMD avait, en outre, annoncé la fin de la licence de 300 personnes et des provisions étalées sur les deux premiers trimestres. Le résultat n'a pas apprécié : le titre AMD a perdu la moitié de sa valeur depuis le début de l'année. Et certains analystes se demandent si la société, entièrement dépendante de son

microprocesseurs, ne pourrait pas devenir une cible facile. Mais le groupe a adopté un profil plus modeste, avec ses puces Cyrix. Le groupe, spécialiste de technologies analogiques, préfère concentrer ses efforts sur l'intégration de l'ensemble des composants électroniques d'une machine unique (téléphones portables, décodeurs, DVD, appareils permettant d'accéder à Internet, etc.). Il promet le lancement prochain d'une puce intégrant l'ensemble des composants électroniques d'un ordinateur.

Dans le domaine des microprocesseurs classiques, National Semiconductor a toutefois réussi une percée remarquable en équipant les ordinateurs d'entrée de gamme. Mais le groupe a perdu de l'argent sur cette activité, se faisant un peu plus de 100 millions de dollars de perte depuis le début de l'année. Du coup, investisseurs et analystes font preuve d'une certaine réserve envers Intel, malgré le début d'année charnière. Les investisseurs restent confiants dans les capacités d'Intel à adapter son outil de production à ses coûts. Le titre n'est pas mince : Intel a annoncé, le 12 avril, des bénéfices par action de 1,25 dollar, contre 1,15 dollar l'année dernière. L'ensemble des bénéfices atteignant 43 %.

Le Pentium III, lancé il y a quelques semaines, a baissé de prix de 17 % - bien que ce microprocesseur spécialement développé pour Internet n'ait pas de concurrent direct. M. Eichenmann réjouit : « Ce micro-

processeur haut de gamme a été adopté par les constructeurs d'ordinateurs à moins de 1 000 dollars. Grâce à ce microprocesseur, Intel espère une meilleure situation sur le plan financier. Sauf si AMD s'attaque aussi à ce segment de marché. Selon le Wall Street Journal Interactive, AMD s'apprête à lancer un microprocesseur K6-III, plus puissant que le Pentium III.

PROCESSEUR Sur le haut du panier des serveurs, les stations de travail et les infrastructures Internet, Intel conserve un leadership agressif, notamment de la part de Sun Microsystems, et réalise des marges substantielles avec son processeur Pentium III Xeon.

Malgré la concurrence, sans être réellement menacé, Intel a su conserver son leadership grâce au rythme de ses innovations technologiques. En vendant des puces les plus puissantes avec des marges importantes, il pourra épuiser ses concurrents, qui l'attaqueront sur les segments moins technologiques, et de moins en moins rentables.

« Notre part de marché ne sera pas un objectif en soi », explique M. Eichenmann. D'autant que les petites concessions faites à la concurrence ont probablement permis à Intel d'éviter de justesse, au mois de mars, un procès antitrust similaire à celui que le département à la Justice américaine a intenté à Microsoft.

Christophe Jakubyszyn

Un tournant pour la micro-informatique

HOUSTON de notre envoyé spécial Pourrait-on encore parler de l'argent en fabriquant des micro-ordinateurs ? Depuis la révision en

ANALYSE La guerre des prix dans les PC freine la croissance des entreprises

baïsse des prévisions de Compaq, numéro un mondial des ordinateurs personnels, la question est posée au grand jour. Le modèle économique sur lequel Compaq a bâti son succès paraît d'un coup obsolète. Il ne suffit plus, désormais, au constructeur de Houston, d'être le premier fournisseur de PC, mais des volumes de ventes qui compensent des coûts de développement et des dépenses marketing élevées. Voilà ce que la Bourse a voulu faire comprendre aux dirigeants de la société en infligeant un plongeon à l'action Compaq (Le Monde du 13 avril).

Le management du groupe a mis en avant la moindre croissance du marché informatique et la guerre des prix entre constructeurs informatiques pour expliquer ce revirement. Les résultats d'Intel, dont les ventes ont progressé moins vite que prévu au cours des trois premiers mois de l'année, semblent d'ailleurs confirmer cette explication.

Elle peut-être pas la seule. Le décollage d'Internet a donné le signal du départ à une nouvelle étape de démocratisation de l'informatique. Aujourd'hui, il suffit de moins de 500 dollars aux États-Unis et de moins de 4 000 francs en France pour acquérir un PC multimédia et surfer sur le Web. Et certains fournisseurs d'accès à Internet se proposent de subventionner une partie du coût d'acquisition de la machine pour gagner de nouveaux clients.

L'ordinateur devient, de ce fait, un bien de grande consommation, vendu en grande surface. Celles-ci, en plus, produisent des ordinateurs

sans matrice, assemblés par des petits constructeurs à partir d'un microprocesseur, d'un écran, de circuits imprimés et d'un modem.

Face aux constructeurs traditionnels, les entreprises, qui représentent 80 % de leurs ventes et une grosse part de leurs profits, commencent elles aussi à réclamer des ordinateurs à moins de 1 000 dollars. Conséquence : le marché des ordinateurs personnels, qui devait encore croître de plus de 14 % cette année, sera limité à 103 millions d'unités, selon IDC, n'augmentera que d'un peu plus de 4 % en valeur.

DISTRIBUTION PARALLÈLE

Les constructeurs ont anticipé en inventant de nouveaux modèles économiques pour réduire leurs coûts. Le rival texan de Compaq, Dell Computer, s'est développé en vendant directement ses machines sur Internet. Il a vite été imité par des revendeurs et des constructeurs comme Gateway, et même Compaq, qui a récemment mis en service un réseau de distribution parallèle sur son site Web, au grand dam de ses revendeurs traditionnels. Au total, ce nouveau circuit de vente représente désormais 30 % du marché des PC.

Le numéro un mondial de l'informatique, l'américain IBM a quant à lui pris le virage de l'e-business - l'informatique professionnelle tournée vers Internet - il y a deux ans. L'ensemble des entreprises mondiales devront en effet, pour rester compétitives, établir des rapports directs, via Internet, avec leurs fournisseurs, leurs partenaires et leurs clients. IBM réalise désormais plus des deux tiers de son activité dans le domaine des services, ce qui lui a notamment permis de compenser le milliard de dollars perdu en 1998 sur la vente d'ordinateurs personnels.

Mardi 13 avril, le PDG de Compaq, Eckhard Pfeiffer, a montré qu'il a compris la leçon et lancé un clin d'œil appuyé en direction de son grand concurrent : sa nouvelle stratégie a pour nom « non-stop e-business ». Qui dit mieux ? Une fois digérée l'absorption de Digital

Equipment, acquis en juin 1998, Compaq devrait être en mesure d'offrir l'ensemble des services Internet, promet son PDG.

L'avenir, on le voit, est loin d'être bouché. Simplement, les constructeurs sont à nouveau contraints de s'adapter à un marché et à des technologies évoluant à toute vitesse. Compaq, dans les années 80, mordaït les moutons d'Intel. D'autres, dont Digital Equipment, sont morts pour avoir raté la révolution de la micro. Aujourd'hui, au sommet, c'est au tour de Compaq de mettre sa capacité d'adaptation à l'épreuve, devant la montée en puissance de rivaux du PC classique : WebTV, téléphones portables et téléviseurs numériques sont, déjà, autant de moyens d'accéder à Internet.

TOKYO

Quatre ans après sa nomination à la présidence de Toyota, Hiroshi Okuda, 66 ans, a annoncé, mardi 13 avril, qu'il quitterait ses fonctions en juin. Il sera remplacé par Fujio Cho, 62 ans, actuellement vice-président du groupe. M. Okuda, qui devrait être désigné en mai comme président du Nissei, l'un des principaux organismes patronaux japonais, a été le premier président depuis vingt-huit ans à ne pas appartenir à la famille Toyota, dont sont issus les fondateurs de Toyota, et qui détiennent environ 2 % du premier constructeur japonais. Il succède à Shōichirō Toyoda, promu président honoraire.

Principal architecte de la rationalisation du groupe, de sa diversification dans les télécommunications et d'une accélération de son expansion à l'international, M. Okuda a appelé toutefois à garder une ligne directrice significative sur les destinées du géant automo-

TROIS QUESTIONS À ECKHARD PFEIFFER

1 PDG de Compaq, vous avez revu vos perspectives à la baisse. Que se passe-t-il ? Rien de très grave ! Nous avons vendu 5 % de moins que prévu au premier trimestre. Le marché, qui ne pardonne rien, nous a infligé une sévère punition. Il s'agit de savoir si cette contre-performance est exceptionnelle ou si elle reflète un changement fondamental dans l'industrie des micro-ordinateurs. Nous avons fait la nécessaire pour nous adapter. L'acquisition de Digital Equipment nous a permis de devenir une entreprise de technologies de l'information, capable d'offrir à nos clients l'ensemble des produits et des services rendus nécessaires pour l'environnement Internet, et de ne plus nous limiter à un seul type de PC.

2 Comment voyez-vous l'évolution du marché des micro-ordinateurs ? Il continuera à croître pendant longtemps. La concurrence est très vive, mais nous voulons rester le numéro un, avec 15 % du marché des PC et 33 % de celui des serveurs, et nous continuerons à gagner de l'argent. Ce n'est pas le cas d'IBM, qui a récemment perdu 1 milliard de dollars l'an dernier. Nous adapterons, au fur et à mesure, notre organisation à l'évolution du marché.

C. J.

Fujio Cho remplace Hiroshi Okuda à la présidence de Toyota

Le japonais, puisqu'il devait être appelé à présider la succession de holding que Toyota pourrait mettre en place en 2000. Le changement de président doit coïncider avec l'événement, mais le retard pris par les législateurs japonais pour modifier la loi autorisant la fusion de gestion a obligé Toyota à repousser l'échéance à l'an prochain.

SURCAPACITÉ

Dans les entreprises japonaises, le poste de directeur a davantage une valeur honorifique. En revanche, la structure du holding pourrait redonner à M. Cho les pouvoirs, selon les normes américaines, d'un CEO (chief executive officer), mais qui ne peut pas être celui d'un COO (chief operating officer). Ce dernier est issu de l'école « contrôle de qualité » de Toyota. En 1985, il préside Toyota Manufacturing USA, la filiale de Toyota aux États-Unis. Il retourne au Japon, il supervise notamment l'avancée stratégique de Toyota

dans les télécommunications. Décrit comme plus réservé que son prédécesseur, M. Cho a néanmoins été loué pour ses initiatives et son rôle modérateur dans les négociations entre le Japon et les États-Unis.

Le nouveau président de Toyota arrive alors que le constructeur est pénalisé par la récession : selon les estimations, sa production domestique aura chuté de 9,6 % en 1998, tandis que les ventes ont plongé de 14,7 %. Le premier constructeur japonais est certes performant et devrait enregistrer des bénéfices élevés pour l'année fiscale qui vient de s'achever. Il n'en est pas moins menacé par des surcapacités significatives sur le marché japonais, où il multiplie les modèles et les plates-formes. La firme a donc réduit depuis quelques mois la production de son outil de gestion. Les lignes de production sont regroupées et les dépenses drastiquement réduites, pour l'approvisionnement de la Vitz, introduite en janvier au Japon (et jumelle de la Yaris européenne, qui sera fabriquée à Valenciennes à partir de 2001) dans la même usine que la 4000 cc. par rapport au modèle précédent, la Starlet. Pour ne faire, ingénieurs de Toyota ont dû se résoudre à acheter chez un équipementier l'une des pièces principales du moteur.

Dans le même temps, les observateurs notent que Toyota a parachevé son train de renforcement des liens avec le keiretsu, la maison mère, dans un mouvement qui s'oppose à la tendance générale des grandes entreprises nipponnes. Certains analystes y voient l'influence « traditionnelle » de la famille Toyota, opposée à la conception d'un capitalisme plus moderne telle qu'elle se trouve en train de se répandre - certes par nécessité - au Japon. M. Cho a d'ailleurs redit lors de la conférence de presse qu'il s'est tenu hier à Nagoya que Toyota n'avait aucun projet d'alliance avec qui que ce soit.

Ilva Pedrolotti

هكذا من الأصل

Les producteurs d'énergie tiraillés entre urgence économique et exigence écologique

Les électriciens émettent 40 % des gaz à effet de serre

Flambées du cours du pétrole, restructuration des industries de l'énergie, ouverture du marché européen de l'électricité à la concurrence... en

quelques mois, le paysage s'est profondément modifié. Son évolution est portée par les progrès technologiques et la baisse des coûts. La

protection de l'environnement et la réduction des rejets de gaz à effet de serre deviennent une priorité.

DANS LE MONDE énergétique en pleine restructuration, les producteurs d'énergie se multiplient depuis quelques mois sur l'avenir des diverses sources d'énergie, qu'elles soient fossiles, nucléaires ou renouvelables (hydraulique, éolienne, solaire ou biomasse). Au 15 avril, quelque 100 personnes (experts, industriels et représentants politiques), réunies par l'ADAPES, Association des amis de Passages, sous la direction d'Emile Mian (rédacteur en chef de la revue Passages), devaient débattre de « l'énergie au XXI^e siècle, perspectives et considérations éthiques ».

Ces forums ont en toile de fond différents scénarios prospectifs, comme ceux du Conseil mondial de l'énergie. Selon cette organisation, non politique, regroupant des représentants d'entreprises et d'organisations professionnelles de 120 pays, la consommation mondiale passera de 9 milliards de tonnes équivalent pétrole (TEP) enregistrées au début de la décennie à 11 ou 15 milliards de TEP en 2020. Les combustibles fossiles, charbon, gaz et pétrole, resteront dominants, représentant plus de trois quarts de l'approvisionnement. Le reste sera réparti entre les énergies renouvelables et le nucléaire.

En ouverture des débats, François Roussely, président d'EDF, exposait les enjeux sous une interrogation : « Comment répondre aux besoins croissants d'une humanité dont la grande majorité est encore dans le développement ? Comment, sans polluer l'environnement, sans déséquilibrer la biosphère de manière durable ? Comment concilier l'urgence économique et sociale avec l'exigence écologique ? ».

M. Roussely rappelait que la de-

mande mondiale illustre l'ampleur des incertitudes.

DEMANDE MONDIALE D'ÉNERGIE PRIMAIRE PAR COMBUSTIBLE

	1990	A	B	C
CHARBON	23 %	24 %	26 %	20 %
PÉTROLE	38 %	30 %	28 %	28 %
GAZ	10 %	24 %	28 %	27 %
NUCLÉAIRE	5 %	5 %	7 %	11 %
RENOUVELABLES	17 %	18 %	17 %	11 %
INDÉTERMINÉ	5 %	7 %	6 %	6 %

A = croissance économique de 2,7 % B = croissance économique de 2,2 % C = croissance économique de 2,2 % orientée plus sur la protection de l'environnement et les énergies renouvelables.

mande énergétique des pays en développement sera au moins deux fois plus vite que celle des pays développés, en raison de la croissance démographique. « Avant la fin du XXI^e siècle de façon sûre, la majorité des consommations énergétiques dans le monde auront lieu dans ces pays. » Cependant, les électriciens mondiaux sont confrontés au problème du rejet dans l'atmosphère du dioxyde de carbone (CO₂). La production de courant étant essentiellement d'origine fossile, elle représente 40 % des émissions de gaz à effet de serre.

REVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Pour répondre à la demande, le patron d'EDF prône la maîtrise des « nouvelles réponses techniques à l'énergie » selon les cas. Cependant, « la ressource qui manque le plus, est la ressource financière. Aucune entreprise énergétique, même animée des meilleures intentions, ne peut investir dans des projets de développement sans capital de retour ». Tout dépend donc des mon-

dançiers proposés par les pays d'accueil et des efforts des organismes de financements internationaux.

De son côté, Jean-Pierre Haust, vice-président d'Alstom, insiste sur les progrès technologiques « accomplis ces dernières années dans de nombreuses filières qui étaient jusqu'à présent en retard de 10 à 20 ans ». Dans le domaine pétrolier, ces évolutions sont en partie responsables du déclin de 1998, selon Pierre Terzian, directeur de la revue *Techniques de l'énergie*. « L'industrie pétrolière est devenue une industrie à haute technologie », ce qui a entraîné une explosion de l'offre, elle-même due à la maîtrise technologique et, dans une moindre mesure, à l'ouverture aux compagnies pétrolières étrangères des provinces qui leur étaient naguère fermées. Ces mutations ont entraîné des réductions de coûts qui devraient contribuer à atténuer l'ampleur possible des hausses des cours. « L'horizon pétrolier paraît jalonné de « collines »

plus de « montagnes », promoteur des énergies renouvelables, Benjamin Dessus, directeur de l'énergie chez CEA, soulignait les quatre risques pour l'avenir : « le réchauffement climatique engendré par le renforcement de l'épuisement des énergies fossiles, les dangers liés au nucléaire, en particulier concernant les déchets, et ceux liés à la dégradation des sols et à l'usage intensif de l'eau ».

RESPONSABILITÉ ÉTHIQUE

Partisans et adversaires du nucléaire ont pu s'offrir quelques moments d'armes. Ainsi, Jean-Daniel Levi, directeur général de Framatome, évoquait « une technique de production d'électricité » qui est « un choix de société ». A l'inverse, le nucléaire - mode de production centralisé - les progrès rendus compétitifs des productions plus souples, comme la cogénération et les turbines à gaz à cycle combiné. « Dans le futur, cohabiteront les deux modes, de même que dans le secteur des télécommunications cohabitent déjà des systèmes centralisés fondés sur les grands réseaux commutés, et des systèmes fondés sur des communications satellites. »

Déplaçant le débat, Axel Berg, député allemand du SPD, qualifie l'énergie nucléaire « d'injuste » et « d'antidémocratique », car elle ne respecte pas l'environnement, sûres et créatrices d'emplois. « Changer de politique énergétique au XXI^e siècle est la responsabilité économique et éthique que nous nous imposons », affirmait-il pour rappeler le rôle de son gouvernement de sortir du nucléaire.

Dominique Gallois

L'anglo-norvégien Kvaerner abandonne plusieurs métiers pour redresser ses finances

Le conglomérat cède ses douze chantiers navals

LONDRES

Le désengagement du conglomérat industriel anglo-norvégien Kvaerner de toutes ses activités non rentables, en particulier la construction navale, annoncé mardi 13 avril, est destiné à rétablir sa santé financière. La très forte chute du prix de construction des navires - conséquence de la surcapacité mondiale et de la crise asiatique - ainsi que le manque de synergie avec les autres activités d'un groupe très diversifié, expliquent la décision des dirigeants de céder ses douze chantiers navals, employant dix mille personnes en Europe septentrionale, en Amérique du Nord et en Asie du Sud-Est.

Sous la houlette d'Erick Toeneth, contraint à l'automne à la démission après avoir piloté une formidable période d'expansion depuis dix ans, l'entreprise, dont le siège est à Londres, avait un peu perdu son chemin. Sa capitalisation à la Bourse d'Oslo avait baissé de moitié en dix ans. Longtemps choyé par les investisseurs, le groupe avait été la victime d'une course effrénée au gigantisme qui avait culminé en 1996 avec l'acquisition du conglomérat britannique Trafalgar House (propriétaire notamment du Cunard) au bord de la banqueroute. Après les grosses pertes enregistrées l'année dernière (1,2 milliard de dollars d'euros), Kvaerner ne suscitait plus que méfiance et suspicion.

« Notre objectif est de créer un

Un groupe très diversifié

Kvaerner est un conglomérat dont le chiffre d'affaires s'élève à 9,9 milliards de dollars (8,9 milliards de francs) en 1998 et dont les pertes ont atteint 200 millions d'euros. Ses principales activités sont les suivantes :
 ● Pétrole et gaz (« off-shore ») : chiffre d'affaires de 2,51 milliards d'euros. Résultat d'exploitation négatif de 12 millions d'euros.
 ● Construction : chiffre d'affaires de 1,59 milliard d'euros, mais un résultat d'exploitation de seulement 2,8 millions d'euros.
 ● Chantiers navals : chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros. Résultat d'exploitation de 38,2 millions d'euros.
 ● Pâtes et papier : chiffre d'affaires de 0,6 milliard d'euros. Résultat d'exploitation négatif de 26,3 millions d'euros.
 ● Autres : regroupe les secteurs équipements métalliques, énergie et ingénierie mécanique.

M. R.

L'américain GTS-Esprit Telecom rachète le français Omnicom

L'OPÉRATEUR FRANÇAIS de téléphonie Omnicom a annoncé, mercredi 14 avril, son achat par le groupe américain GTS-Esprit Telecom sur la base de 195 millions par action. La transaction s'élève à 2,5 milliards de francs. Fondé en 1991, le groupe Nouveau marché depuis juillet 1997, Omnicom dispose du préfixe téléphonique 5. Les actionnaires du groupe ont réalisé une bonne affaire puisque le cours de l'action a été apprécié à 495 depuis son introduction.

En quelques années, Omnicom a réussi à se hisser au troisième rang des opérateurs téléphoniques en France derrière France Télécom et Cégétel. Il commercialise des services auprès des opérateurs téléphoniques, des entreprises (8 500 clients à la fin de l'année 1998) et des particuliers (le 5 résidentiel) via un accord de distribution avec Carrefour signé en novembre 1997. Il est également lancé sur le marché des cartes prépayées avec près de 300 000 exemplaires vendus par mois. En 1998, son chiffre d'affaires a atteint 231 millions de francs, mais en raison de l'intensification de ses in-

vestissements (interconnexion de réseaux), le PDG, Kjell Almshög, a dû imaginer une restructuration pour restaurer la rentabilité au prix de 25 000 suppressions d'emplois. Dans le secteur de la construction de bateaux, Kvaerner a annoncé la réduction de ses activités dans les équipements métalliques et le bâtiment en Asie, une augmentation du capital par émission de nouvelles actions, l'étude de la suppression des activités d'ingénierie en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis ainsi que des réductions d'emplois dans le papier. L'objectif de ce restructuration est de faire passer le groupe à la valeur et à la rentabilité à nouveau actionnaires.

CHANGEMENTS D'APPARTENANCE

Les experts et analystes financiers londoniens ne croient guère à la possibilité d'une reprise complète des chantiers navals, mais optent plutôt pour des cessions « par appartements » des plus rentables d'entre eux et un programme de réduction des coûts. Les armateurs du monde entier ont beau jeu de tirer profit de cette chute, au détriment des marges bénéficiaires des constructeurs. Les carnets de commande n'ont d'ailleurs jamais été, globalement, si bien garnis. Les chantiers de fermeture du chantier de Govan, à Glasgow, ont conduit le gouvernement Blair à créer une force chargée d'essayer de préserver plus de 1 000 emplois. Confronté aux élections régionales du 6 mai en Ecosse, il ne peut se permettre de rester indifférent au sort du dernier chantier naval du Clyde-side encore en activité, acquis en 1987 par Kvaerner.

« Nous redoublons d'efforts pour tenter de sauver le chantier naval qui dispose d'un main-d'œuvre très productive, mais les chantiers de commande sont vides. Si ce n'est pas possible, nous allons la fermer », a déclaré un porte-parole de Kvaerner, à propos de son symbole du passé glorieux de l'industrie britannique.

Enguérand Renault

Le supermarché londonien de l'électricité

LONDRES

Dans la salle de transaction énergétique d'Enron, la plus importante d'Europe, l'atmosphère est feutrée. Il y a davantage de femmes que dans les salles de change à la City. La langue du travail est l'anglais, mais aussi l'allemand et le français. Ainsi, un courtier allemand en allemand et un opérateur allemand en français à la française.

« Négocier l'électricité est une activité plus complexe que vendre des actions. C'est un marché complexe et totalement opaque. Pour déterminer le prix de l'électricité en Allemagne, vous devez tenir compte de ce qui se passe en France, dont la situation dépend de son accès au Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Espagne. Pour comprendre l'Espagne, il faut regarder le Portugal », dit le chef de ses collaborateurs, John Sherriff, le responsable du trading pour Enron Europe, pri-

vilège l'esprit d'analyse plutôt que le flair. Enron ne recrute d'ailleurs que des diplômés universitaires, avec une préférence pour les maths, en physique, en ingénierie ou en affaires. Très récemment, des spécialistes de la météo pour développer le dernier né de ses produits financiers, le contrat-climat, qui permet aux entreprises - grands magasins, agroalimentaire, bâtiment... - de se protéger contre les vicissitudes du temps. La sophistication d'énergie, l'un des secteurs les plus rentables de la composition des coûts de production d'une entreprise, est au cœur du climat.

« Un temps trop clément ampute les revenus d'une compagnie d'électricité. Or, les analystes de la City n'aiment pas les prix au dépourvu. Ils marquent le titre au bas et anticipent une diminution des bénéfices. D'où la nécessité pour les sociétés de se couvrir financièrement grâce à ce produit moins connu qu'une assurance catastrophe », insiste John Sherriff. Le premier contrat-climat a été signé l'an dernier

par British and Southern Energy pour l'hiver 1998-1999.

Electricité, gaz naturel, charbon, pétrole... si ces compartiments du marché énergétique sont représentés, l'électricité représente plus de 15 % des transactions effectuées en Europe. Contrairement à une simple marchandise, elle ne peut pas être stockée. Une cotation journalière, si ce n'est pas le cas, les opérateurs ne résistent pas à un tarif unique. La City londonienne ne ferme pas à 16 heures, le siège du groupe. Mais le développement du trading énergétique est frénétique sur le Vieux Continent. Et, en novembre, Enron ajoutera une pièce au choix de son empire : l'installation de la plus grande centrale énergétique au monde à la centrale enclavée de Buckingham Palace. Tout un symbole.

Mimi Roche

Air Liquide, un acteur atypique face à EDF

LA SUR la déréglementation du marché de l'électricité, France n'est pas encore votée. Mais Air Liquide a déjà mis à profit les possibilités d'ouverture. Début février, le groupe remportait, face à EDF et à l'américain Enron notamment, le contrat d'une centrale électrique sur le site de Dunkerque d'Ushor. Première attaque contre EDF ? « Le projet de Dunkerque pour lequel nous avons obtenu le contrat nous a permis de mieux connaître le marché français pour produire de l'électricité à prix compétitif. Mais il n'est pas dans nos intentions d'attaquer EDF : nous figurons parmi ses premiers clients », se défend Alain Joly, PDG d'Air Liquide.

Ce contrat, toutefois, a permis à Air Liquide de tous les groupes qui ont investi sur le marché français de l'électricité pour EDF. Air Liquide apparaît comme un concurrent peut-être atypique, mais très sérieux. Le groupe, lui, adopte un profil bas. « Notre stratégie n'est pas de devenir un producteur indépendant d'électricité. Exploiter une centrale électrique en pleine Beauce n'aurait aucun sens pour nous. Nous ne serions pas perfor-

me. Nous ne pouvons intervenir que si nous pouvons apporter quelque chose, sur les grands sites industriels ou dans les zones denses », explique M. Joly.

Mais les grands clients d'Air Liquide en France représentent en grande partie les groupes éligibles qui pourront, selon la future loi, faire appel à la concurrence. Air Liquide dispose auprès d'eux d'atouts indiscutables. « Nous sommes à l'intérieur des sites de nos clients depuis plus de 50 ans. Nous connaissons leur quotidien, leurs métiers. C'est là-dessus que nous avons mis en œuvre des réponses globales à leurs besoins. Nous pouvons leur proposer leurs coûts d'énergie et les nôtres afin que tout le monde soit gagnant », reconnaît le PDG d'Air Liquide.

Spécialisée depuis son origine dans la production des gaz industriels, la société justifie son incursion dans le monde de l'électricité par des raisons de coûts. « Dans nos métiers, la première priorité pour séparer le gaz, c'est le

grand. Sur les grands projets où nous intervenons, les plates-formes pour les groupes chimiques, par exemple, l'énergie est la charge la plus importante. Nous ne pouvons pas nous en passer. Nous ne pouvons pas négocier un facteur de coût important en compétition », explique M. Joly.

DES SITES DE COGÉNÉRATION

Ayant découvert la cogénération (technique qui permet de produire à la fois de l'électricité et de la vapeur) il y a une dizaine d'années, en rachetant un site à Houston au Texas, le groupe a depuis perfectionné son savoir-faire dans ce domaine et ouvert une vingtaine de sites de cogénération dans le monde. « Cette technique permet d'économiser de 20 % à 30 % sur les dépenses d'énergie », observe le PDG.

Mais lui, maître de la cogénération, est aussi valable dans l'hexagone. « Il y a quinze ans, la France bénéficiait d'une énergie bon marché. C'est plus vrai. Sur les sites français, l'énergie coûte 20 % de plus par rapport aux autres

grands industriels européens, à 30 % de plus si on la compare aux sites pétroliers ou chimiques du Texas. Nous pouvons donc nous redonner de la compétitivité », reconnaît-il.

« On a perdu de vue ces enjeux dans le débat sur l'ouverture de l'électricité en France », affirme M. Joly. Tout en se montrant partisan d'un maintien « d'un grand service public », seul capable, à ses yeux, de déterminer une politique énergétique pour l'ensemble du pays, il prône une nécessaire évolution. La loi, telle qu'elle se dessine, lui paraît comporter encore de nombreuses incertitudes. « Il faut être maître de l'indépendance, de l'autorité de régulation, des modalités de fixation des prix de transports et de la transparence de la gestion des réseaux », souligne-t-il. « La volonté des autorités de réguler est un élément essentiel pour la réussite de l'ouverture. Il faut appliquer la loi de façon dynamique si nous voulons conserver notre compétitivité », conclut M. Joly.

Martine Orange

égien Kvaerner
lusieurs métiers
et ses finances
de douze chantiers navals

COMMUNICATION

LE MONDE / JEUDI 11 AVRIL 1999

Le nouveau mécénat d'entreprise mise sur l'environnement et la solidarité

L'Union des annonceurs (UDA) récompense, mercredi 14 avril, les entreprises qui ont soutenu le plus efficacement en 1998 des projets culturels, sportifs ou citoyens. Pour la plupart, le parrainage reste avant tout une opération d'image

LES MONTRES Breitling ont financé 10 millions d'euros le ballon de football en aérosols Bertrand Piccard et Brian Jones. Pas un « prix de Diane » ne s'est couru depuis dix-sept ans sur l'hippodrome de Chantilly sans Hermès. Et dans une entreprise, la Nippon Television (NTV), qui a payé 25 millions d'euros l'an dernier (3,8 millions d'euros) le plus grand événement d'entreprise jamais réalisé en France - pour restaurer la salle du Louvre exposée La Joconde. Arts, sports, protection de l'environnement et autres actions, l'argent des entreprises est partout. Si les parrains de tournois sportifs cherchent à imprimer très fortement, comme avec la publicité, leur nom dans les esprits en vampirisant un événement surmédialisé, les mécènes culturels ont des ambitions plus modestes qui relèvent parfois autant de la conviction que du calcul commercial. La Nippon est, toutefois, la Nippon pour tous : il s'agit de redorer son image, de soigner sa réputation, plutôt que de philanthropie. IV d'ailleurs, les entreprises n'acceptent

de puiser dans leur image qu'à condition que leur participation soit dûment signalée : elles veulent leur marque à l'opération qui se déroule généralement sous les logos. Le mécénat d'entreprise chaque année davantage les entreprises. Elles ont consacré 7,9 % de leur budget de communication en 1998 pour un montant total de 12,2 milliards de francs (1,86 milliard d'euros), soit 4,3 % de plus qu'en 1997 selon l'étude France 98/99. Parfois, le mécénat n'est que le pansement d'une réputation malade. La fondation créée en 1997 par la groupe pétrolier Total, par exemple, consacrait un budget annuel de 5 millions de francs à « l'aide au maintien de la biodiversité et à la protection des écosystèmes sur le littoral français et à l'étranger, et à l'information du public sur l'écologie », explique la Lettre de sponsoring et de mécénat de l'été 1998. Elle finance notamment la publication d'un guide sur les parcs nationaux (avec Gallimard), histoire de ce carbone dans le sens du poil ceux qui l'accusent de détruire l'écosystème.

C'est un cheval de bataille très mal déguisé qu'a défilé d'enfouir, en octobre 1998, le constructeur automobile PSA, d'habitude en première ligne des



le sport. Peugeot a déclaré qu'il injectait 65 millions de francs par an pour « lutter contre l'effet de serre », un phénomène qui alarme les associations de protection de l'environnement fustigeant le constructeur par son programme ambitieux, est censé créer le premier puits de carbone de la forêt amazonienne en y plantant pas moins de dix millions d'arbres. Le public n'est

L'UDA que parrainage le mécénat deviennent de plus en plus le fait de professionnels aguerris, convaincus, inconditionnels du parrainage (...). Les temps ne se prêtent pas à l'apprentissage. Les entreprises semblent avoir compris l'intérêt, pour être reconnus du public du milieu aidé, d'inscrire leur action dans la

Il s'agit de redorer son image, de soigner sa réputation, plutôt que de philanthropie

du type d'actions « citoyennes » de massives campagnes publicitaires. La discipline a donc porté plus bien. Les deux tiers des entreprises ont des parrains, soit 14,4 % en 1998, contre à peine plus de la moitié il y a six ans, selon l'Union des annonceurs (UDA) qui publie, à l'occasion de la semaine de l'Union du parrainage, mercredi 14 avril, à Paris, son annuaire annuel sur la discipline.

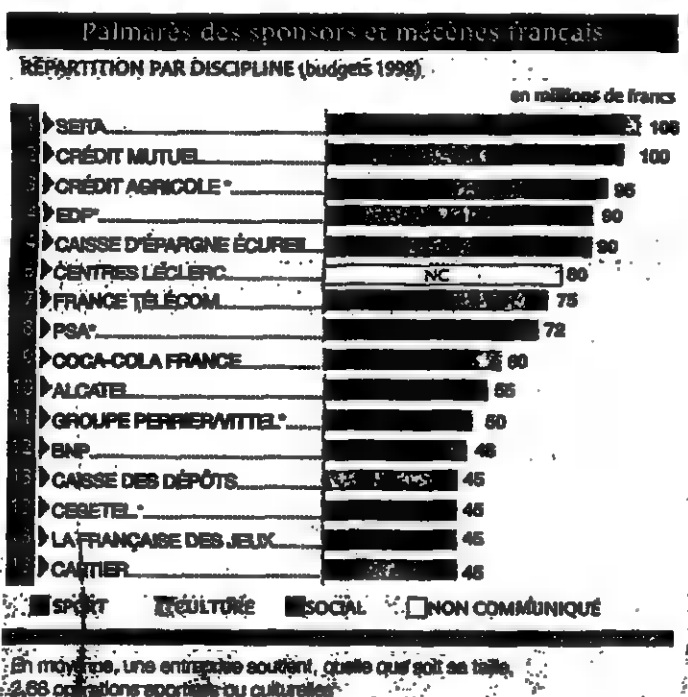
Certaines disciplines semblent plus porteuses que d'autres. Si la musique et les arts plastiques attirent le mécène, l'architecture, le design ou le théâtre font figure de parents pauvres. Le Festival d'Avignon ne recueille que 1,6 million de francs (sur un budget de 49 millions) de la part d'entreprises. Pourtant, beaucoup se sont intéressés au sport, freinées leur par l'inflation du ticket d'entrée, par le scandale du dopage ou les affaires de corruption qui ternissent les couleurs de l'olympisme. Elles explorent des voies alternatives, la mode la plus récente revenant aux actions dites « citoyennes » : lutter contre la précarité, contribuer au renforcement des liens familiaux, dans certains quartiers, par exemple.

Les actions sont, pour l'instant, embryonnaires et s'adressent surtout au tissu associatif. Elles donnent 30 millions de francs au Club Méditerranée pour la création d'emplois pour les jeunes. Le Club Méditerranée, via la fondation Agir contre l'exclusion, aide à l'insertion de jeunes dans des milieux défavorisés dans des villages de vacances. Et Médiamétrie finance des maisons d'accueil pour les patients psychiatriques hospitalisés.

Florence Amelin

Sportimat mesure l'audience du sport

Comment évaluer l'impact d'un événement sportif sur la réputation d'une entreprise ? Sportimat, un indicateur mensuel qui mesure le suivi d'une dizaine d'événements et la réputation de leurs sponsors. Sportimat a étudié les événements ayant eu lieu entre le 15 février et le 15 mars en interrogeant un échantillon représentatif de mille personnes. On apprend ainsi que 30 % des Français ont suivi, dans la semaine, à la radio ou à la télévision, l'un au moins des trois matches de quart de finale de la Coupe de la Ligue (football) : le match Arsenal - Liverpool, le match Arsenal - Manchester United à Wembley. Le championnat de football a été le match de rugby Perpignan - Stade Français (12-6) retransmis par France Télévision. Enfin, on constate que le constructeur GMP tire, à ce jour, un plus grand bénéfice de Nike à titre partenaire du rugby.



L'Europe du sponsorat culturel n'est pas faite

LE RÔLE et le degré d'implication des entreprises dans le financement de la culture divergent selon les pays, principalement pour des raisons fiscales et réglementaires. En France, comme le souligne Alain Chauveau dans L'Année 1998 du sponsoring et du mécénat, les huit cents festivals recensés dans l'Hexagone pendant la période estivale (...) doivent faire face à des problèmes budgétaires plus ou moins aigus, du fait de la baisse du financement des collectivités locales et du déclin des mécènes. La discipline est plus structurée en Allemagne où les entreprises versent 300 millions d'euros pour financer la culture (contre 165,5 millions en France, 208 en Italie, 147 en Grande-Bretagne, 602 en Espagne et environ 30 aux Pays-Bas).

En Allemagne, il existe environ 100 fondations d'entreprises qui sont pour la plupart centenaires. Elles soutiennent, en général, les arts plastiques : « certaines ont la charge totale d'un musée, d'autres possèdent d'importantes collections artistiques et délivrent des formations », explique La Lettre du Mécénat publiée en juin 1998 par l'Association pour le développement du mécénat industriel et commercial (Adméc). Il y a aussi certaines fondations possédant les entreprises du même nom (ainsi, la Robert Bosch Stiftung est propriétaire de 89 % des actions de la société Bosch).

En Espagne, les entreprises soutiennent des initiatives locales plus que nationales. Les fondations, créées dans les années 80, ont été frappées de plein fouet par la crise économique : n'étant pas autorisées par la loi à mobiliser des fonds, elles sont tributaires pour leur budget annuel des plus-values financières qu'elles réalisent en vendant ou achetant des actions sur les marchés financiers. En ce moment, la Fundación Banco Es-

Le processus de nomination du président de France Télévision est lancé

JÉRÔME CLÉMENT, PDG de La Cinquième-L'Sept-Arte a lancé, mardi 13 avril, la campagne pour le poste de PDG de France Télévision. En annonçant sa candidature, à l'occasion du MIP TV à Cannes, il est le premier à afficher son ambition pour cette fonction que d'autres convoitent. M. Clément a insisté sur le fait qu'il est candidat à la holding France Télévision, c'est-à-dire à la structure prévue dans le projet de loi préparé par Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, qui chapeaute les chaînes du service public. M. Clément demande que les pouvoirs du PDG de la holding « soient clairement définis en matière financière, en nominations et d'autonomie de gestion ». Dans son programme électoral, il plaide pour « que les entreprises publiques soient aussi performantes que les entreprises privées ».

thode qu'ils comptent utiliser pour cette nomination, qui interviendra en plein débat sur le projet de loi sur l'audiovisuel. Le PDG qui sera nommé dans quelques semaines à la tête de la chaîne L'Sept-Arte pour trois ans, c'est-à-dire pour la durée prévue pour la loi actuellement en vigueur, la loi de la nouvelle loi entrainera, sans doute à la fin du premier semestre de l'an 2000, la dissolution des sociétés de télévision existantes. Il faudra alors nommer pour cinq ans un PDG de la nouvelle holding. Ce pourra être le même ou une nouvelle personnalité.

Cette fois, le CSA, dont la composition ne changera plus durant toute cette période, pourrait opter pour un système de short list. Celle-ci serait composée de trois ou quatre personnalités sélectionnées par les sages, à partir du profil qu'ils auront défini pour le PDG de France Télévision. Ensuite, ils feraient un tri entre les candidatures éventuelles et leurs propres inspirations. En tout état de cause, les sages n'ont pas l'intention d'entamer cette procédure avant que n'ait été défini la structure du projet de loi sur l'audiovisuel, c'est-à-dire dans la semaine qui vient de commencer.

La radio et la télévision décodées au prisme de l'histoire

GEORGES HANCIK, qui enseignait au lycée au cours des années 70 toutes les règles de la « bonne communication », assurait aux émissions politiques de l'époque une augmentation de « 50 % de son audience habituelle ». Avant lui, le général de Gaulle avait pris l'habitude d'être présent à la fondation de Publicis, Marcel Merchet, pour « trouver un style et un ton » à ses émissions télévisées. Avant l'invention du téléprompteur, il lisait de mémoire ses textes et il lisait de mémoire ses textes. Un secrétaire de la Comédie-Française lui aurait même donné des leçons.

Valéry Giscard d'Estaing avait également souhaité mettre en œuvre un téléprompteur. Son départ de l'Élysée, le 20 mai 1981, était un modèle du genre. À la fin de son discours, le président de la République s'était levé lentement et avait quitté son bureau, une caméra fixée longuement sa chaise vide tandis que retentissait La Marseillaise. Les hommes politiques de la République ont donc donné des leçons.

Tous les aspects des principaux événements marquants de la radio et de la télévision ont été analysés, qu'il s'agisse d'évolutions technologiques, juridiques ou internationales, des destinées des entreprises publiques et privées, des relations entre la politique et l'audiovisuel, etc. Ce dictionnaire rappelle par exemple que Cognac-Jay, la « résidence de la première radio jusqu'en 1992 », a été sous l'Occupation, d'une radio clandestine. La propagande nazie était diffusée par jour par les allemands, avec des images « tournées à l'ère du documentaire ». Une sorte, comme un acte de terreur assuré par le champion Henri Cochet.

Francine Chérel et Guy Duthé

Nicole Vulser

* L'Echo du siècle, dictionnaire historique de la radio et de la télévision en France, ouvrage collectif sous la direction de Jean-Noël Jeanneney. Hachette Littératures, 602 pages, 295 francs.



TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **SONY** : le groupe électronique japonais se prépare à une chute de son résultat consolidé de plus de 40 % pour l'exercice qui s'achève le 1^{er} avril, selon le quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun*.

● **NISSAN** : le constructeur automobile nippon est redevenu bénéficiaire des Etats-Unis, lors de l'exercice clos fin mars. Nissan a dégagé un bénéfice net d'environ 30 millions de dollars (27,6 millions d'euros) l'an dernier sur un important marché (622 millions d'unités), où il avait perdu 670 millions de dollars l'année précédente.

● **USINOR** : le groupe sidérurgique a annoncé, mercredi 14 avril, la signature d'un accord d'exclusivité avec d'Ascometal, la filiale aciers spéciaux (750 millions d'euros de chiffre d'affaires et 3 000 personnes) au groupe Lucchini.

● **AGROALIMENTAIRE** : un accord-cadre a été signé sur la mutualisation et l'annualisation du temps de travail dans les branches de l'industrie agroalimentaire entre le patronat et la fédération FO de l'agriculture. Cet accord concerne 10 000 salariés.

SERVICES

● **SNCF** : la TGV-Méditerranée, qui mettra Marseille à trois heures de Paris et à une heure et demi de Lyon, entrera en service le 1^{er} juin 2001.

● **MÉRIDIAN** : la chaîne hôtelière, propriété du groupe britannique Granada, ambitionne de doubler de chiffre d'affaires d'ici à 2005 pour atteindre 106 millions de dollars, contre 106 aujourd'hui. L'enseigne, d'origine française, veut son développement en priorité sur l'Asie et les Etats-Unis.

● **SAATCHI & SAATCHI** : les ventes aux enchères sur Internet lèvera, vendredi 16 avril, 1 milliard d'euros en Bourse, alors que le chiffre d'affaires du groupe dépasse 48 millions de dollars (44 millions d'euros). L'opération est destinée à contrer l'offensive d'Amazon.com dans les enchères sur le web.

● **CISCO** : le numéro un de l'équipement de l'Internet a annoncé, mardi, l'acquisition de GeoTel, un

éditeur de logiciels pour le traitement des appels téléphoniques, pour un montant de 1,85 milliard d'euros.

● **ERICSSON** : le groupe de télécommunications suédois a annoncé, mardi, qu'il allait racheter deux entreprises américaines, Torrent Networking Technologies et TouchWare.

● **MÉTROBUS** : la filiale de Publicis spécialisée dans les transports urbains, a réalisé, en 1998, un chiffre d'affaires consolidé de 11,3 %, à 123,3 millions d'euros.

● **LE PUBLIC SYSTÈME** : le groupe de communication audiovisuelle a réalisé, en 1998, un bénéfice net de 1,06 millions d'euros et a signé un accord d'intention pour acquérir la totalité du groupe Médias (conseil en médias presse).

● **ADG GROUP** : le holding britannique du groupe d'achat d'espace Carat, a annoncé, mercredi, l'acquisition de 51 % de l'agence argentine Fax SA pour un montant de 11,8 millions d'euros.

FINANCES

● **BNP PARIBAS** : le syndicat CFTC de la BNP a emboîté le pas à la CGC en déclinant, mardi, dans un communiqué le projet SBP de création d'une banque à usage Société Générale-BNP-Paribas, proposé par la BNP.

● **CRÉDIT AGRICOLE** : les négociations sur les 110000 hectares agricoles vont marquer une pause après le refus mardi des syndicats de signer un projet d'accord sur le sujet, le patronat souhaitant que ce texte serve à mieux expliquer le texte.

● **JAPON** : les cinq grands investisseurs japonais, qui comptent parmi les plus importants investisseurs institutionnels américains, ont prévu la réduction de moitié, cette année, leurs achats d'obligations étrangères, pour se concentrer sur le marché nippon.

RÉSULTATS

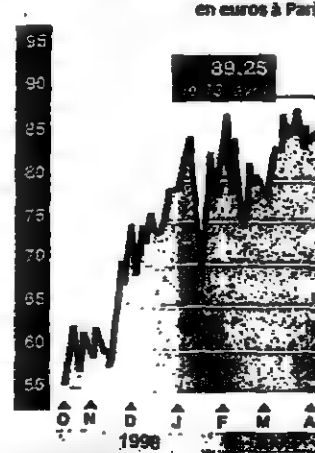
● **BOMBARDIER** : le groupe canadien a annoncé, mardi, un chiffre d'affaires de 11,5 milliards (10,33 milliards d'euros), en hausse de 35 %, et un bénéfice de 1,3 milliard (1,1 milliard d'euros) (+32 %).

VALEUR DU JOUR

Le CCF très entouré

LE TITRE Crédit commercial de France (CCF) a été une nouvelle fois très entouré durant la séance de mardi 13 avril. L'action a terminé en hausse de 3,89 %, à 89,25 (85,50 francs). Les titres échangés. Cette hausse s'explique par les déclarations de franchissement de seuil des 10 % de droits de vote d'ING. Le banquier néerlandais est, avec 8,87 % du capital du CCF, le troisième actionnaire du CCF, derrière le belge KBC (13,1 % du capital et 17,6 % des droits de vote). L'action CCF a toutefois évolué en dessous du niveau de 112,50 euros, auquel le groupe financier belge KBC a acheté, en mars, la participation de 7,8 % que détenaient les Mutuelles du Mans dans le CCF. Cette opération valorisait le CCF à 8,2 milliards d'euros (53,7 milliards de francs), soit deux fois plus que BNP, la Société Générale et Paribas. ING indique, dans sa déclaration de franchissement de seuil, « qu'il se réserve, pour les douze mois à venir, la possibilité d'acquiescer d'autres actions CCF », ajoutant que « la prise de contrôle CCF ne figure pas parmi ses objectifs actuels ». L'affirmation d'ING va dans le sens de celle de KBC, qui n'exclut pas d'acquiescer d'autres actions CCF, mais « n'a pas pour objectif de prendre le contrôle du CCF », selon les déclarations d'un de ses représentants, le 7 avril.

Action CCF



Dans le contexte actuel de composition du marché bancaire, les spéculations vont bon train. Interpellé lors de l'assemblée générale sur les risques pour le CCF d'être l'objet d'une OPA, Charles Croisset, président du CCF, s'était montré philosophe, rappelant que sa banque était opérable, et que la différence avec d'autres banques était que nous, nous le savons, et un homme averti ne se laisse pas avoir. L'instar de concurrentes, la banque livre actuellement sur les ondes à une campagne de télévision dénigrant les autres qui fusionnent. Ils insistent sur le fait que le CCF a pour priorité de bien traiter ses clients.

Pascal Sarrailh (avec AFP)

EUROPE



Europe 12h 30	Indice	14.4	13.4	12.4	11.4	10.4	9.4	8.4	7.4	6.4	5.4	4.4	3.4	2.4	1.4	0.4	-0.4	-1.4	-2.4	-3.4	-4.4	-5.4	-6.4	-7.4	-8.4	-9.4	-10.4	-11.4	-12.4	-13.4	-14.4	-15.4	-16.4	-17.4	-18.4	-19.4	-20.4	-21.4	-22.4	-23.4	-24.4	-25.4	-26.4	-27.4	-28.4	-29.4	-30.4	-31.4	-32.4	-33.4	-34.4	-35.4	-36.4	-37.4	-38.4	-39.4	-40.4	-41.4	-42.4	-43.4	-44.4	-45.4	-46.4	-47.4	-48.4	-49.4	-50.4	-51.4	-52.4	-53.4	-54.4	-55.4	-56.4	-57.4	-58.4	-59.4	-60.4	-61.4	-62.4	-63.4	-64.4	-65.4	-66.4	-67.4	-68.4	-69.4	-70.4	-71.4	-72.4	-73.4	-74.4	-75.4	-76.4	-77.4	-78.4	-79.4	-80.4	-81.4	-82.4	-83.4	-84.4	-85.4	-86.4	-87.4	-88.4	-89.4	-90.4	-91.4	-92.4	-93.4	-94.4	-95.4	-96.4	-97.4	-98.4	-99.4	-100.4																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
EUROPE	S&P 500	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.18	-0.85	3628.

Situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

La situation économique
difficile en Italie

VALEURS EUROPÉENNES

● **Alitalia** a grimpé, mardi 13 avril, à 3,68 %, à 78,80 euros. L'entreprise commence des réunions avec des investisseurs anglo-saxons, ce qui pourrait augmenter la demande des titres du deuxième fabricant d'avions de transport dans le monde.

● **ING Groep** s'est apprécié 1,99 %, à 53,80 euros, mardi. Le numéro cinq des services financiers en Europe a indiqué qu'il n'avait l'intention d'immédiatement prendre le contrôle du CCF, établissement dans lequel il vient d'augmenter sa participation.

● **Jefferson Smarter Group** a bondi, mardi, de 11,58 %, à 2,12 euros. L'entreprise d'emballage islandaise a vu son profit net augmenter de 4 %.

teindre 66,7 millions de dollars irlandais (52,5 millions d'euros) une hausse de 6,8 %.

● **Kesko Oyj** a grimpé de 6,34 %, à 13,30 euros. Lors de son assemblée générale, le premier distributeur finlandais a fixé à 4 milliards (0,67 euro) son dividende.

● **Nestlé** a progressé de 3,16 %, à 2 746 francs suisses. L'entreprise est en négociations avec EQT Scandinavia pour la vente de ses filiales.

● **Santander** s'est apprécié 6,11 %, à 169,25 pence. La première chaîne de supermarchés en Grande-Bretagne a vu ses bénéfices progresser de 11 % pour l'année fiscale. Ses ventes ont augmenté de 4 %.

14/04 12h00

Code	pays	euros	% Var.
AUTOMOBILE			
SE	SE	87,12	-0,75
BMW	DE	20,25	-1,00
DAI	DE	20,25	-0,46
CONTINENTAL AG	DE	20,25	+0,44
Daimler-Benz AG	DE	20,25	-0,33
FAW	CH	1,30	-1,58
FIAT	IT	1,37	-0,63
LUCA VARTY	CH	4,27	-0,79
MINI	DE	4,27	-0,79
PIRELLI	IT	1,37	-0,79
RENAULT	FR	35	-0,31
VALEO	FR	78,3	-0,33
VOLVO	SE	20,25	+0,33
VOLVO	SE	20,25	+0,33

14/04 12h00

BANQUES			
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22
ABN AMRO	NL	20,25	-0,22

14/04 12h00

PRODUITS DE BASE			
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34
ALUMINUM GREEK	GR	82,84	-0,34

14/04 12h00

CHIMIE			
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02

14/04 12h00

CHIMIE			
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02

14/04 12h00

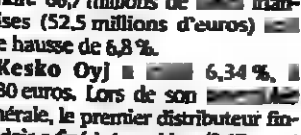
CHIMIE			
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02

14/04 12h00

CHIMIE			
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02
AGC	FR	12,28	+0,02

FINANCES ET MARCHÉS

STOXX 65



STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

FINANCES ET MARCHÉS

STOXX 65



STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

FINANCES ET MARCHÉS

STOXX 65



STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

STOXX 65

Belize, une Babel sous les tropiques

DANGRIGA
de **envoyée spéciale**
Petit-fils d'un Irlandais, d'une créole aux antécédents africains, Torres, 27 ans, chauffeur de taxi, est un Belizéen pur sang. Prénom britannique, nom espagnol, yeux amande des Mayas, cheveux crépus noirs. Un métissage qui a fait de lui un homme revendiqué : « Ici, il n'y a pas une seule personne identifiée, mais un mélange de cultures, de langues, on apprend l'anglais à l'école, et tout le monde sait le créole. » Ce qu'on appelle le broken up english, un anglais désagréé. « Why you when? demande-t-il, au lieu du where are you going? », où allez-vous? A San Ignacio, la capitale du Cayo district, frontalière avec le Guatemala, proche des deux grands pays du Belize. Et Steven de recommander chaudement, dans cette ville, « les soirées des vendredi au Blue Angel Club » se produisent les Messengers, des meilleurs groupes pour le soca, musique créole très rapide, qui a des hanches.

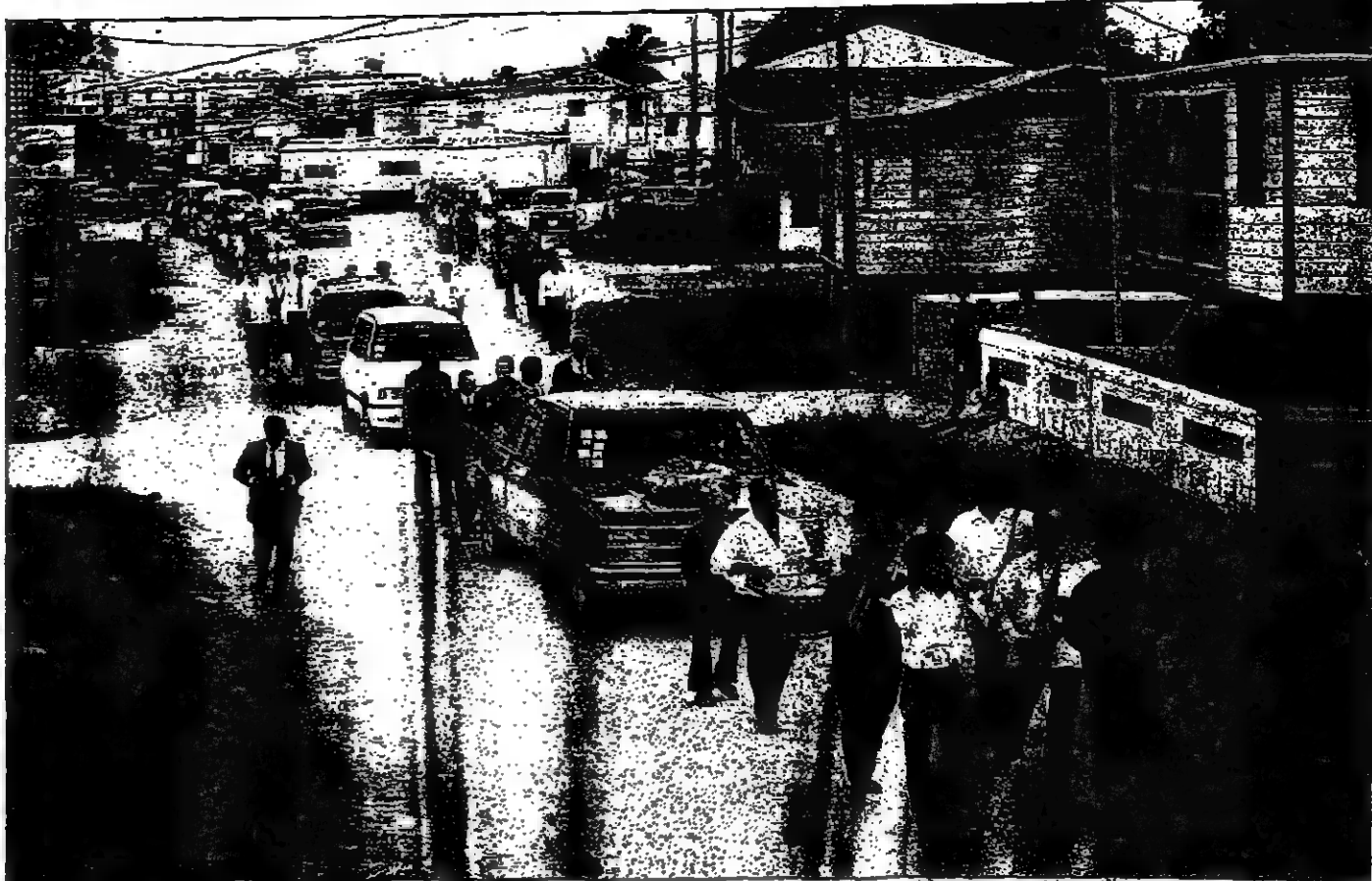
Pour l'heure, il roule en plein midi dans Belize-City, la capitale économique d'Amérique centrale, à peine grand comme la Sardaigne, calé le long de la mer des Caraïbes, dans le prolongement du Yucatan. Peuplée de 230 000 habitants, jeune démocratie, indépendante depuis le 21 septembre 1981, Belize est sur le territoire des anciens colons. La ville basse est presque entièrement construite en bois, les barrières sont en planches horizontales, boudoirs en blanc, jaune pâle ou amande. Vitrines, balustrades, toits à quatre pentes en ondulée, couleur du créole, les peintes en briques. Les plus modestes, baraquas de guingols, gardent leur bardage à nu, poli par le soleil et les pluies, et se surplombent. Les voleurs, mais surtout l'ombrage, idéal pour les Belizéens et qui sert de garage comme de l'habitude.

Récif semé d'îlots coralliens. Architecture de bois. Musiques métissées. Cette jeune démocratie d'Amérique centrale est par tradition terre d'exil.

Décor désuet, typiquement « caraïbe », tel qu'on imagine celui des Antilles françaises dans les années 30. Des photos en noir et blanc du début du siècle, exposées sur les rayons de la Belize Book Shop (librairie locale), aux côtés de La Tempête de Shakespeare et des recueils de poésie de jeunes Belizéens, montrent que, depuis le premier vol de la Pan Am en 1929, la capitale a peu changé. On reconnaît le pont en fer construit en 1900, la bâtisse à clocheton de la Cour suprême, vestige de l'administration britannique. Seuls les jupes, les pick-up et autres berlines américaines, se balançant sur des amortisseurs en bout de course avant d'échouer.

En souvenir de la Révolution française

Dans sa petite cabane, à Hopkins, Marcella Lewis compte dans la langue de Descartes, les poèmes garifunas de tonitruants « yaman » pour « oui madame » et rend gloire à ses ancêtres de Saint-Vincent « très liés aux Français ». Cette île fut la dernière étape, avant le Belize, du long périple de ces Caribes, les Garinagu (les caribales, en espagnol, caribales en français), venus de l'Orénoque, qui prenaient pour femmes des Aravaques et des maronniers après avoir liquidé les hommes. Sybille de Pury, linguiste au CNRS, qui travaille depuis huit ans avec la poétesse à comparer les mots utilisés aujourd'hui en regard de ceux qui composent le dictionnaire du Père Raymond Breton établi en 1665, donne la clé : « C'est porté par les idées révolutionnaires d'un certain Victor Hugues qu'ils reprennent de se soumettre aux Anglais, nouveaux maîtres de Saint-Vincent, tout en s'attachant aux Français dont ils adoptent le quart du vocabulaire. » Deux siècles plus tard, à Hopkins, on boit de mille âmes, écrasé de chaleur sur la côte caraïbe, on parle, on chante garifuna, rien que garifuna.



A Dangriga, dans le fleuve des Garinagu, une procession rassemble les communautés derrière la farfure funéraire qui conduit l'un des siens dans son ultime voyage.

La pyramide de Xunantunich, cité-Etat maya mise au jour près de San Ignacio (ci-contre). Le plus spectaculaire, avec Caracol, des 600 sites répertoriés.



Protégée par une barrière de corail de 300 km de long, le rivage caraïbe, jamais envahi, sommeille sous le soleil (à droite). Les rares voyageurs investissent les îles (surtout celles du Nord). La côte sud demeure à l'écart.

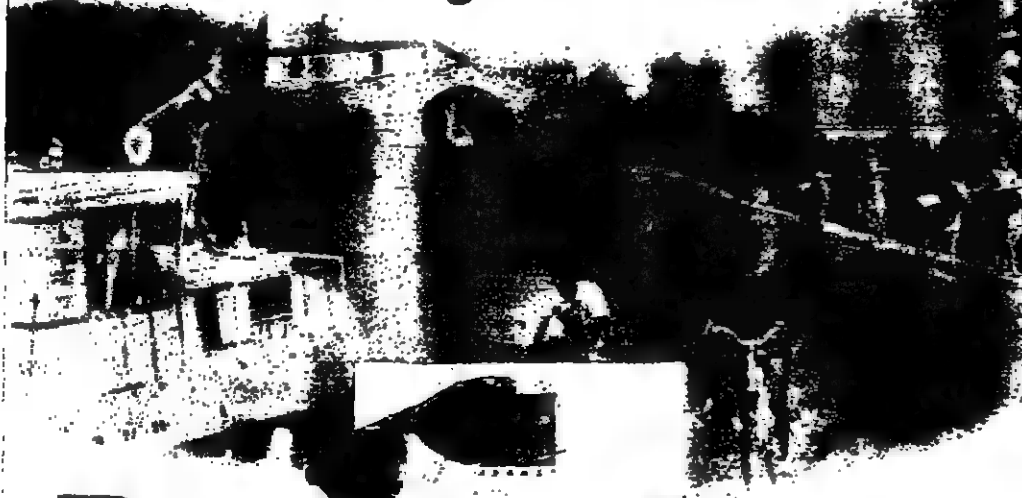
Les hommes portent plus volontiers la casquette, ou le volumineux bonnet de crochets sur les boucles tasses, que le panama d'été. Luminosité, humidité et chaleur alimentent la langue anglaise. Le mercurie stagne autour des trente degrés. Le soleil brûle malgré l'océan. Cette île, si chaude, est chargée d'histoire. Souffle plein ouest et des vagues qui jusqu'à l'horizon. On aperçoit, large, en bordure du récif, la silhouette d'un paquebot blanc. Arrivé de Floride, le matin même avec 600 touristes, le navire débarque, en chaloupes, les passagers pour un rapide tour de ville. Pas plus que les galions espagnols d'il y a cinq siècles, le bateau ne peut accoster. Voilà l'histoire de ce petit pays sur lequel les conquistadors n'ont pas jeté leur entier dévolu. La barrière de corail longue de 300 km, la plus grande après celle d'Australie, dent à l'écart les envahisseurs. Semée de centaines d'îlots (les Cayes), elle fait aujourd'hui le bonheur des plongeurs et des voyageurs en quête de « robinsonnade ».

Ce récif fit l'affaire de la filibuste, des pirates et boucaniers de tout poil. Drake et ses émules se plaignaient dans cet entrelacs de mangroves, ciques, baies et lagunes aux eaux peu profondes. Rapides imprévisibles d'où les écueils espagnols, faisant route vers Séville, les d'Or, Alain Bruneau, ethnologue-historien qui a dressé une cartographie du Belize de 1511 à 1880, rend compte des rares expéditions. Lorsque Cortes arriva en 1517 les Maya mountains, écrit le scientifique, il ne croise que des villages vides, abandonnés à la veille et qu'il suit réoccupés le lendemain... Ces Mayas sont les premiers habitants de la région dont les grandes cités-Etats comme Caracol ou Xunantunich, concurrentes de Tikal (au Guatemala), ont abandonnées mystérieusement à l'abandon du X^e siècle. Aujourd'hui les Améri-

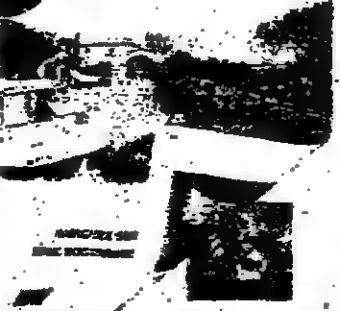
diens Mopan, dont le nez busqué et la petite taille témoignent de leur filiation directe, vivent autour de San Ignacio, mais parlent surtout créole ou espagnol. Les femmes portent plus ces huipils, corsages brodés de dessins géométriques que les hommes, encore les quiches au Guatemala. Dans le sillage des pirates, les aventuriers anglais établissent sur la côte, à l'embouchure des rivières, les premiers comptoirs forestiers d'où s'organise le commerce du bois vers l'Angleterre. Ils prennent pied le long des voies d'eau et organisent des campements. Les créoles américains pour la coupe de l'acajou, du campêche et des essences. Voilà le « tribut insouciant du Belize au développement de l'industrie britannique », souligne Alain Bruneau. Le pays fournit teinture, mobilier, traverses de chemins de fer et canne à sucre. La victoire définitive des Anglais sur les Espagnols, en 1798, le sort du pays. L'esclavage abolit en 1834, les coolies des

T O U R I S M E F L U V I A L

Au fil des pages, le Sud au fil de l'eau.

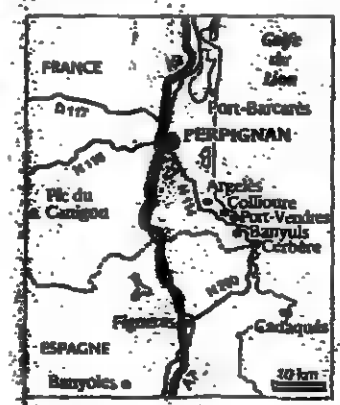


Bateau-promenade, bateau-hôtel, location d'un bateau habitable : bienvenue à bord pour découvrir le Sud de la France par ses rivières et ses canaux ! Au fil des pages de notre guide 99 Vous avez rendez-vous avec le soleil, la douceur de vivre, le rythme de l'eau et le plaisir d'émotions nouvelles : pour la journée,



un week-end ou les vacances. Vous n'avez jamais navigué ? Vous trouverez aussi dans notre guide une liste des professionnels qui vous donneront d'utiles conseils pour prendre la barre et être seul maître à bord sans difficulté... et sans permis. Demandez-le vite et à l'un de choisir une autre façon d'aimer le Sud : chacun a sa croisière !

Guide-Conseil tourisme fluvial 99 gratuit au 01 47 00 00 00 3399



Week-end « fauve » en terre catalane

Pour point de départ, le « continent monde ». Ou plus précisément, la gare de Perpignan, inaugurée comme par Dieu, en 1963, à la suite d'une expropriation plus forte qu'au préalable. A peine un quart d'heure de route, et on se retrouve dans le maquis des gorges de Lavel, avant de monter à la tour de la Massane, la tour de l'été, le Camigou que « les japonais » note le guide, comparant souvent au Fuji Yama. Descendez à travers les châteaux, les terrasses et les murettes qui surplombent Collioure. Sur les pentes schisteuses, on a creusé, pour combattre le ravinement, des « peul de gal » (rigoles) qui rejoignent des réseaux d'évacuation plus importants, les aguilles. Ici règnent le banyuls, un vin doux naturel vieux en fût de chêne, et le colliouze, un rouge charmant et épais, deux nectars qui se dégustent chez Michel Heize, devant le dragon catalan à bandes sang et or. Le port de Collioure a inspiré l'homme du Nord qu'était Henri Matisse. C'est en 1905 que le peintre y découvre cette fabuleuse lumière qui baigne la montagne des Albères et l'océan. Bientôt, il sera rejoint par Derain. Leurs toiles négligent les ombres pour se s'attacher qu'aux reflets. Ainsi Collioure sera partie prenante du mouvement pictural qu'on appellera le fauvisme, « école » qu'illustreront les vingt reproductions qui, didactiquement, après la visite du château royal, ancienne résidence d'été des rois de Majorque, cap sur la tour de Madeloc. Ici, quand la tramontane souffle, mieux vaut courber l'échine. On suit la ligne de crêtes pour franchir la frontière espagnole et rejoindre Llansa. Le lendemain, le monastère de San Pè de Roda (en rénovation) et le château de San Salvador de Verdara offrent un superbe panorama sur le golfe du Llobregat et port de la Selva où il faut flâner, en fin d'après-midi, au moment de la ciutat. A Cadaqués, le patron de l'hôtel S'Agarda, Edouard Pomès, vous parlera d'un artiste qu'il a bien connu, Dali, avant de visiter sa maison-musée de Port Lligat, un dévoué s'ajoute par le cap de Creus (promontoire crépusculaire), là où les Pyrénées plongent dans la Méditerranée. Une géologie pour le moins fantastique dans laquelle l'homme à la moustache recourbée a trouvé son inspiration. Un chemin panoramique bordé de murettes et continuant les « cales » (piques) serpente au milieu des arènes des pistachiers et des oreilles de Vénus. Un cyprès, planté dans une barque (un lien pris des îloches dans les années 70), annonce la maison d'un blanc immaculé où Dali peignit la plupart de ses œuvres. Un lieu qu'il désigna, en 1982, à la mort de Gala, sa muse-vénérée. Passage obligé avant de rejoindre Figueras et son « Museu Dali » où sont rassemblées les plus extravagantes hallucinations de l'artiste.

de notre envoyé spécial, Alexis Boddart

* Spécialiste de la randonnée, notamment dans les Pyrénées, la Balaguère (tél. : 05-62-97-20-21 et 91-45-51-75-36) propose, jusqu'à la fin juin, au départ de Perpignan, une balade (5 à 7 heures de marche par jour, sans portage) entre mer et montagne. Prix : 3 580 F (546 €) par personne avec 6 nuits en chambre double en hôtels de charme et pension complète.

Écrivez-vous, vers l'Irlande pour deux

Contradictions hispaniques

AUJOURD'HUI-VOYAGES

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999 / 27



RENE BURR/MAGNUM

Indes sont envoyés (et ils y restent) sur une terre appelée Honduras britannique, qui devient en 1871 l'un des joyaux de la couronne.

De cette histoire, il reste un formidable puzzle multiculturel nourri au fil des décennies par des vagues d'immigrés de tous horizons : Mayas yucateques fuyant la guerre des castes du Mexique, Garifunas (Caribéens noirs), Chinois, Syriens, Palestiniens et Libanais arrivés dans la foulée des Anglais, mennonites produisant la quasi-totalité des volailles et des laitages que le pays consomme, réfugiés guatémaltèques et salvadoriens. La tradition démocratique à l'anglaise, au plein sens d'une Amérique hispanophone où les guerres de dictatures se succèdent, a un goût d'ibérie. Terre d'exil, cette Babel des Tropiques attire aujourd'hui en masse les Nord-Américains venus y goûter des jours tranquilles. Francis

Ford Coppole a restauré un lodge en bordure d'un torrent près de Carrizal. D'autres investissent dans les plantations d'agrumes.

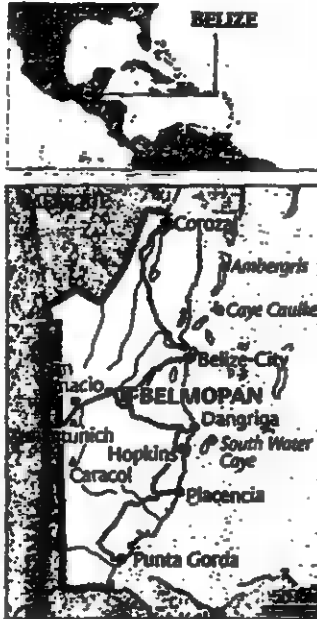
Avant d'arriver à Dangriga, sur la côte sud, le chef des Garifunas, on longe les orangeries sur une île perdue de vue. Atmosphère de Far West pour ce village de pêcheurs dont la population (10 000 habitants) est à 90 % garifuna. Musique à plein tube dans la rue. Il fait nuit. L'éclairage municipal est éteint. Les musiciens, tribus avec parcimonie met en valeur leur façade de bois dégingués. Quatre musiciens, tambours (drums) et maracas, jouent sous une tente. Deux filles en robes à volants dansent sur le macadam.

Austin Rodriguez taille les blocs d'acajou pour qu'ils sonnent fort. « C'est le cœur et l'esprit de l'Amazonie et de l'Orénoque, dit-il. Les tambours de mes jupes ne se sont pas cal-

més. Ils grondent mes os. Ils captent mon esprit. Ils s'emparent de mon âme. » La vieille tante Nube, occupée à faire la cassave, déclare qu'elle n'a « jamais entendu sa mère parler anglais ». Eux, les jeunes, ne s'en peuvent pas, mais ils n'en oublient pas pour autant leur propre langue.

Le dimanche soir à Dangriga, pour le concert des Punta Rebels, la grange de Nube est ouverte à tous vents, est archi-comble. Jeans en accordéon sur des baskets, des t-shirts longs, des s'écoument sur fond de tambours, maracas, guitares et piano électriques, en anglais, en espagnol et en créole. Les couples dansent la punta, un jeu de jambes sur place où les corps s'ajustent sans se toucher. Pas un mouvement d'épaules. Comme leurs ancêtres.

Francis Evans



Carnet de route

● Transport : vol Air France quotidien, sans escale, Paris-Miami (à partir de 3 628 F, 553 €, en Tempo 4), puis sur place, correspondance tripointe le lendemain, Miami-Belize-City, sur American Airlines ou Taca. Réseau routier limité (environ 500 F, 76 €, par jour de location pour une 4x4). Privilégier les lignes intérieures, bon marché, en avionnette sur Maya Island ou Tropic Air.

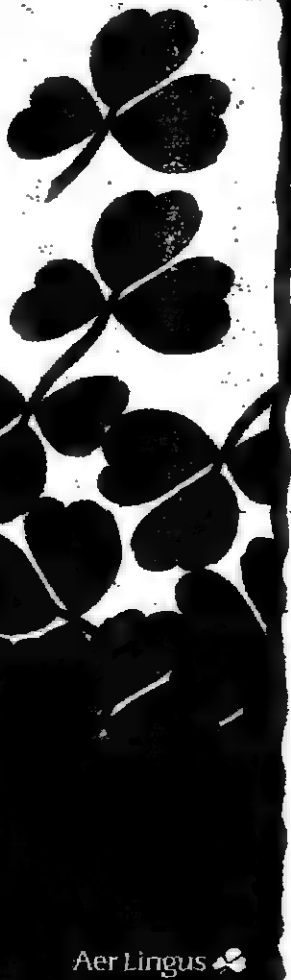
● Etranges. Petite hôtellerie familiale et chère (5-10 chambres, bungalows sur les îles, 500-1 000 F, 76-152 €, la nuit, deux). À Belize-City, le Fort Georges Radisson, en proue sur la mer. Près de San Ignacio, le Blancaneaux Lodge de Coppole, dans la jungle, exceptionnel. À

Dangriga, le Pelican sur la plage : bélizien, charmant, avec annexe sur l'île de South Water Caye, à 40 minutes de bateau. A Hopkins, le Beaches and Dreams, tranquille, ou le Jaguar Reef Lodge, plus chic.

● Forfaits. Voyage à la carte au Monde des Amériques (tél. : 01-53-63-13-48). Dix jours en liberté, de Paris, à partir de 10 700 F, 1 631 €, incluant 7 nuits dans les étapes décrites ci-dessus, en mai, fin de la saison sèche.

● Lectures. Un fibustier français dans la mer des Antilles, de Jean-Pierre Laroche et d'Alain Dugrand (Petite bibliothèque Payot). Guides des éditions Ulysse et Moon Travel Handbook (en anglais). ● Informations. Pas d'office du tourisme en France, mais un site Internet (www.travelbelize.org).

Évadez-vous,
volez vers l'Irlande:
1.534F* pour deux.



Aer Lingus

*TAXES COMPRIS. TARIF A/R POUR DEUX ET VOLS DÉPART PARIS AUX CONDITIONS PARTICULIÈRES ET SOUS RÉSERVE D'APPROBATION GOUVERNEMENTALE.

Voyageurs
EN CHINE

[VOLS RÉGULIERS]

Paris > Pékin ou Shanghai

à partir de 3 150F

[CIRCUIT "DECOUVERTES"] LA CHINE ESSENTIELLE

15 jours Paris-Pékin à partir de 13 200F

Les principaux sites sont au rendez-vous de ce voyage : des étranges collines de Guilin aux grouillantes métropoles, des jardins incroyables de Suzhou à la nostalgique résidence estivale impériale. Assistants de guides locaux francophones spécialistes de la Chine.

[CIRCUIT "CIVILISATIONS"] LES DIX PLUS BEUX SITES

25 jours Paris-Pékin à partir de 21 700F

À l'exception de Paris à Paris, d'un accompagnateur francophone, les circuits Voyageurs en Chine.

Exposition mondiale d'artisanat TOGO - BFMN - À partir du 20 avril à Voyageurs Paris. Maquillage, statues, bijoux et objets d'artisanat.

VOYAGEURS LYON
12, rue de la République
69002 Lyon
Tél. 04 72 58 96 56

VOYAGEURS PARIS
55, rue Saint-Arne
75002 Paris
Tél. 01 42 36 16 40

VOYAGEURS TOULOUSE
12, rue Gabriel Péri
31000 Toulouse (1^{er} étage)
Tél. 05 62 73 56 46

Demander
vos brochures
www.voyageurs.com
3615 VOYAGEURS
2-27/000

هكذا من الأصل

A tous prix

■ 250 F (38 €) : une initiation aux secrets du parfum à l'atelier de « parinologie » des parfums Molinard, à Grasse. Après la présentation des procédés de fabrication et des divers composants, séance d'olfaction (une quarantaine de « bulles » premières aromatiques) puis, avec un maître-parfumeur, sélection des essences et création d'une fragrance unique. On repart avec un diplôme et son eau de toilette exclusive. Pour parfaire ses connaissances, visite guidée de l'usine Molinard : le Musée qui résume l'histoire du parfum, la collection de flacons, la salle du distillat, l'Orgue du parfumeur (5 000 à 6 000 odeurs !), la cave de macération, l'atelier de conditionnement et la boutique. Toute l'année sauf les week-ends et jours fériés. Renseignements au 04-93-36-01-62.

■ 480 F (73 €) : deux jours dans le Gers pour, d'avril à septembre, apprendre à se repérer dans le ciel, à reconnaître constellations, nébuleuses, galaxies, planètes et étoiles, et à utiliser jumelle, lunette et télescope, histoire d'être prêt à observer l'éclipsé de soleil du 11 août. Le tout en savourant la qualité de vie d'un département où l'astronomie s'ajoute aussi avec gastronomie. Prix pour 2 jours et 1 nuit, en pension complète, à La Ferme des étoiles, au Cornillon, au cœur de la Lomagne. Ajouter 125 F (19 €) par personne pour une chambre double et 250 F (38 €) pour une chambre individuelle. Également au menu des week-ends de 3 ou 4 jours (900 F, 137 € et 1 300 F, 198 €) et des séjours de 6 jours (2 750 F, 413 €). Renseignements au 05-62-06-09-76.

■ 2 590 F (395 €) : un week-end à Malte, sur les traces des célèbres chevaliers, avec Accor Tour/Africatour, Du Grand Hôtel Mercure Coralia Selma Palace (certaines chambres se trouvent dans un bâtiment du XVIII^e siècle et les repas sont servis dans le cadre insolite d'une chapelle, ainsi qu'à Meliha, une petite ville construite à flanc de montagne, on peut facilement sillonner l'île pour en découvrir les multiples richesses. Le prix, à partir de 2 590 F (395 €) par personne, comprend 3 nuits en chambre double et demi-pension (petit-déjeuner, transport aéroport, taxes, Forfait 7 nuits à partir de 3 490 F (532 €). Renseignements dans les agences de voyages et au 01-44-11-11-50.

■ 4 431 F (675 €) : une semaine à Santorini, l'une des plus belles et, assurément, en raison de son caractère volcanique, la plus spectaculaire des îles grecques. En mai (départs de Paris les 18 et 25), Jumbo propose un séjour dans un hôtel « intimiste » (une vingtaine de studios blancs et bleus avec vue sur le volcan), le Regina Mare, accroché aux flancs escarpés de la Caldera. En prime, une petite piscine posée au bord de la falaise. Le prix, par personne, comprend 7 nuits en chambre double, le vol Paris-Santorini A/R et les transferts. Renseignements dans les agences de voyages et au 01-46-34-19-79.

■ 5 100 F (777 €) : New York à vélo dans le cadre du plus important rassemblement cycliste amateur des États-Unis. Créé en 1977, le « New York » se déroulera sur 64 km, le dimanche 2 mai, dans une ville fermée à la circulation et à travers cinq quartiers (Queens, Manhattan, Brooklyn, Staten Island et le Bronx) de la « Big Apple ». À cette occasion, Réducteur, spécialiste des vacances en direct, propose de séjourner à New York du vendredi 30 avril au lundi 3 mai. Le prix, par personne, comprend 3 nuits en chambre double à l'hôtel Washington Square, au cœur de Greenwich Village, les petits déjeuners, les vols de Paris, les transferts (avec les bicyclettes) et l'inscription à cette randonnée insolite. Renseignements au 3615 RT, sur Internet au www.reduc-tour.fr (rubrique « séjours sportifs ») ou au 08-26-68-28-27.

TERMINEZ LE SIÈCLE EN BEAUTÉ



LE CHOIX DES GRANDS VOYAGEURS

- Découvrez les plus beaux sites du monde en compagnie de conférenciers spécialisés.
- Réalisez vos voyages sur mesure uniques et personnalisés.
- Participez au réveillon du siècle dans un palais de Maharajah

ORIENT, ASIE, AMÉRIQUE LATINE, AFRIQUE...

Brochure et conseils : IKHAR, 32, rue du Laos 75015 PARIS
Tél : 01 43 06 73 13 - Fax : 01 40 65 00 78
e-mail : ikhar@wanadoo.fr

TROIS QUESTIONS À PHILIPPE GLOAGUEN

1 Les routards ont disparu mais le Routard, que vous avez en 1973, n'est resté fidèle à une image qui peut paraître démodée. Comment l'expliquez-vous ?

Il y a dix ans, mon éditeur, Hachette, avait demandé aux libraires : faut-il changer ce nom ? Réponse : « Surtout pas, c'est devenu une marque ». Quand le Club Méditerranée a ouvert un village au Sénégal, il s'est posé la même question, la réponse a été la même. Dans un cas comme dans l'autre, le nom était générique et porteur.

À la départ, le Routard c'était « comment voyager bon marché ». Un étudiant s'adressait aux étudiants. Aujourd'hui, c'est pour chaque type de lecteur (notre lectorat s'est élargi et diversifié) et en fonction de ses moyens, un instrument pour trouver « son » meilleur prix ou le meilleur rap-

port « qualité/prix ». Si les routards ont disparu, la quête du meilleur prix reste d'actualité.

2 Vous privilégiez aussi des opérations ponctuelles : Coupe du monde de foot, coupe de tennis, tour de voitures, Club Med... Cela ne risque-t-il pas de nuire à votre crédibilité ?

Sur ce créneau particulier, nous sommes sans doute les premiers en France. En moyenne, deux fois par mois. Mais nous n'acceptons pas toutes les propositions. Nous sommes sollicités car nous véhiculons des valeurs : la liberté, la tolérance, la jeunesse, l'honnêteté dans la rédaction. Le Club ? C'est eux qui nous approchent. Ils voulaient un guide promotionnel. Ils ont sélectionné neuf villages. Nous y sommes allés. Sur l'un, nous y sommes retournés. Il a été supprimé de la liste. Pour les autres, nous n'avons pas été rebouchés, y compris les critiques sur certains points, les excursions...

3 Que pensez-vous de la traduction en français de guides étrangers ?

Certains titres du Routard ont été traduits en cinq langues. Je ne vois mal reprocher à d'autres de venir sur le marché français. Le problème, c'est celui de l'emploi. Un guide étranger me plaît, je peux acheter les droits pour la France. Mais j'ai une équipe de 80 personnes à faire vivre. Elle a priorité même si la solution est plus coûteuse. Le vrai handicap du Routard, c'est qu'il est édité en français et qu'on se bat contre les puissances financières. Quand Lonely Planet sort un guide, il est diffusé dans 54 pays ; c'est 17, c'est le meilleur résultat : ils sont cinq fois plus puissants que nous. Mais on se défend plutôt bien. C'est important que l'on s'agisse du combat de l'édition française contre l'invasion anglo-saxonne.

Propos recueillis par Patrick Francès

Des guides pour s'évader

Dans un univers en perpétuelle expansion, les éditeurs font assaut d'imagination

ILS ONT des pudeurs de jeunes filles, les 50 auteurs de guides de voyages, quand il s'agit de dévoiler leurs chiffres de vente. Pour leur part, le Syndicat national de l'édition (SNE) communique ce qu'il sait. Ainsi, en 1997, la part du tourisme, guides principalement, aurait représenté 3,3 % du chiffre d'affaires de l'ensemble du secteur, soit près de dix millions d'exemplaires vendus.

D'après Hachette tourisme, Isabelle Jeune-Maynard indique 42 % de guides, les trois poids lourds - dans l'ordre Hachette tourisme, Michelin et Gallimard - détenant, à eux seuls, 77 % du secteur. En 1998, Hachette a vendu, en France, 3 175 000 exemplaires, dont 1 100 000 confondus, à l'échelle de trois millions de Guides Vert dont deux sur trois en France.

Pour comptable offensive éditoriale, qu'il s'agisse de collections nouvelles ou de rééditions. Une croissance qui confine à la saturation. Marché oblige, il faut occuper le maximum d'espace sur les rayons des librairies pour avoir une chance d'être vendu.

ENTRÉE DISCRÈTE

Nancy Hafsi, directrice Lonely Planet France, « une créativité extrêmement stimulante pour le monde répond à l'évolution d'une clientèle qui n'est plus longtemps la plus jeune et mieux ». D'où ce qu'elle nomme des « livres zapping », destinés à « des gens aisés, de 40 à cinquante ans, ayant e-mail et portable, qui dépensent en quatre jours ce qu'ils dépensent hier en quinze, exigeants sur le plan culturel et qui n'ont pas le temps de se tromper ». Pour Isabelle Jeune-Maynard, la véritable explosion a eu lieu il y a deux ans avec la sortie de collections consacrées aux villes. « Aujourd'hui, observe-t-elle, trop d'offres se défont. Les survivront celles qui ont un sens. » Chez Arthaud, la série « Villes

coups de cœur » (Amsterdam, Londres, Paris, Venise, 11 F, 8,99 €), qui mêle texte et informations pratiques, a déjà occupé un espace déjà occupé par Autrement, Caillet et Hachette. Inédites, les « Vacances secrètes », joliment aquarées, comptent, pour leur part, sept titres : la Provence, la Bretagne et la Normandie (75 F, 11 €).

Sur son côté, Hachette a une remarquable collection « Les » : texte fouillé, iconographie impeccable, renseignements pratiques et cartes. À paraître : Archipel Guadeloupe, Maurice et Rodrigues, 11 F, 11 €, Archipel des Cyclades. Fin 1999 : Cuba et Corse. Tandis que Michelin s'apprête à paver les cartes des vacances de ses cartes-guides (une pour la France et un livre présentant les circuits), Gallimard met sur le marché « Octavus », une collection à trois volets : jeunesse, découverte, guides de voyages et de loisirs.

Une menace pour l'édition française ? « Les traductions anglaises des deux dernières années d'Edwige Pasquet, directrice générale des guides Gallimard, ont été un succès. Hubert, patron des éditions Olizane, le vrai problème, c'est que peu de gens ont envie de faire le travail assez ingrat requis par la fabrication d'un guide ».

Quand ils ne créent pas de nouvelles collections, les éditeurs français se battent pour leur part « qualité/prix ». Si les routards ont disparu, la quête du meilleur prix reste d'actualité.

Le goût du jour. Par exemple, en introduisant la couleur, notamment dans la cartographie, et en améliorant la présentation. Ainsi le Guide bleu d'Alsace accompagne-t-il la refonte de ses planches didactiques, d'onglets et d'a-plats pour donner une perception plus claire du contenu, la lecture et la compréhension des informations. Le texte n'est pas sacrifié pour autant, les pays de grandes civilisations (Inde et Chine notamment) étant l'objet de plusieurs volumes. Une rénovation au service d'un voyage culturel ancré dans un contexte contemporain, comme Catherine Marquet et Jean Grobert, responsables éditoriales.

Séduit par les villes (38 % ce jour des tirages oscillant entre 5 000 et 5 000 exemplaires), Autrement s'élance hors de l'Europe - Buenos Aires, Los Angeles, Jérusalem, Montréal - et modifie sa maquette intérieure avec, notamment, un judicieux fil rouge qui, sur les plans, indique l'itinéraire de la ville. Footprint, lui, privilégie ses caractères, allonge son format et assouplit sa couverture. La Renaissance du Livre remanie les catalogues France et nordiques (Islande, en mai) du Guide de l'Ex-Manufacture, Vilo catalogue étranger : folie des maquettes tristes, vive la couleur et les destinations peu traitées : Djibouti, Lacs italiens et Milan, Roumanie.

D'autres éditeurs offrent leurs collections. Michelin « heureusement surpris » par les routards, Néos, publiera cet été un Guatemala et une Indonésie. Rivages ouvre ses guides de charme des principaux pays d'Europe aux « Villes » : Hôtels et maisons d'hôtels de charme à Londres. Une réussite, dit-il, de New York.

DESTINATIONS « POINTUES »
Olizane et Vilo se répartissent l'excellente collection des « Guides du voyageur » : Tibet et Asie. Les incontournables du premier, grand décou-

vre d'Asie, tandis que Kenya-Tanzanie comble un vide s'agissant du second. Au crédit d'Olizane, des destinations « pointues » : Iran, Cap-Vert, Madagascar ou Éthiopie.

Les éditeurs d'histoire apprécient, aux éditions Cairn, la collection « Pour mémoire » (un petit tirage, très soigné) consacrée au patrimoine pyrénéen, gascon. Ceux qui recherchent le regard d'un écrivain sur sa région se tourneront vers la collection « Lieux de France », inaugurée par Philippe Lebaud et récents titres : Les Alpes-Maritimes, de Jean Onimus, L'Allier, de Jacqueline Pelletier, L'Isère, de Sylvie Fabre G. Oust. Quant aux éditions Ouest-France, elles poursuivent méthodiquement l'exploration de la façade atlantique (La Normandie, Les Plages du débarquement, Le Canal de Brest).

De l'autre côté de l'océan, le nadien Ulysse, grand fournisseur d'adresses pratiques, met davantage l'accent sur l'architecture et la culture. Après avoir enrichi la maquette de ses guides, voici qu'il nous offre un guide « conversationnel inédit, Le Québécois... pour mieux voyager ».

Danielle Tramard

SCANDITOURS

LE SPECIALISTE LEADER DES PAYS NORDIQUES

CIRCUIT ACCOMPAGNE FJORDS DE NORVEGE 8 JOURS A PARTIR DE 6 890 F
Départs directs de Lyon, Marseille, Nantes et Toulouse : + 350 F

LUMIERES DE RUSSIE 11 JOURS 6 690 F
PENSION COMPLETE

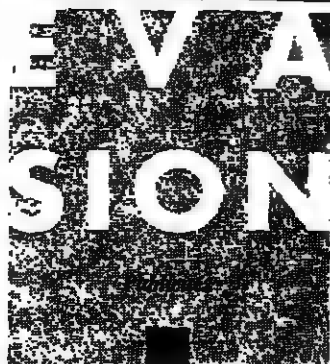
TEL : 01 42 85 64 30 et agence de voyages

CELTICTOURS

LE SPECIALISTE DES PAYS CELTES ET ANGLO-SAXONS

CIRCUIT ACCOMPAGNE KERRY, KILLARNEY, CONNEMARA 8 JOURS A PARTIR DE 7 690 F
Départs directs de Paris, Marseille et Nantes : + 90 F

TEL : 01 42 85 64 30



Vol + 1 semaine en Grèce

2990 F

au club Olympien Cap d'Or en pension complète, vin inclus.

HELIADES

N° INDIGO 0803 803 113 - 3615 HÉLIADES - 22272 - www.heliades.fr

DirecTours

NEW YORK, C'EST DIRECTOURS

Choix de 28 hôtels à la carte. Départs quotidiens Paris et province en vol Régulier. Conseils de professionnels connaissant la ville, et les meilleurs prix GARANTIS. Exemple : Vol Séoul + Hôtel ROOSEVELT (Midtown, 144^e) 4 025 F. SÉJOUR 9/10, Prix base 2 personnes en 1 chambre double, Taxes aéroport + 100 F. Brochure gratuite 01.45.62.62.62 ou de province au 08.01.61.75.43 (Minut 3615 Directours (223 F/mn) Internet : www.directours.fr 80, av. des Champs-Élysées, PARIS 8e Membre SNV - Garantie APS

ISLANDE

ESCAPADES d'AVRIL

à partir de 2585 F
vols + transferts + hébergement
11 nuits + petits-déjeuners
Renseignements : ICELANDAIR 9 bd des Capucines 75002 PARIS 01 44 51 11 11 http://www.islandair.fr

3615 DREAMS Voyages

proposant séjours de qualité et vols des meilleures compagnies aux prix les plus bas. Tél. 01 42 85 64 30 - 01 42 85 64 30

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

WINTER VILLAGE - ÉTÉ - HIVER

Soleil - Neige - Tous Ski - Raquettes
HÔTEL LE CHAMOIS
LOGIS FRANCE 2 chambres
1/2 pension 280 F - 310 F
Tél. : 04 75 41 11 11 - Fax : 04 75 41 11 11

ANY WAY

Fêtez les beaux jours !

Vols A/R

NEW YORK 1380 F
SAN FRANCISCO 2430 F
MIAMI 1980 F
MONTREAL 1760 F
LA HAVANE 2760 F
RIO 2870 F
BANGKOK 2940 F

Appelez vite au 0 803 008 008

NOUVEAU !

Réservez et achetez vos billets d'avion en ligne sur <http://www.anyway.fr> et 3615 ANYWAY Cliquez, vous décollez !

ANY WAY

15 AVRIL 1999
Prévisions
vers 23h00

Legend:

- Ensoleillé (Sun)
- Partiellement nuageux (Partially cloudy)
- Nuages épais (Thick clouds)
- Couvert (Overcast)
- Orages (Thunderstorms)
- Pluie (Rain)
- Neige (Snow)
- Vent fort (Strong wind)

Map Labels: Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Rennes, Strasbourg, Lille, Clermont-Ferrand, Montpellier, Perpignan, Ajaccio, Bastia, Corsica, Monaco, Nice, Cannes, Antibes, Grasse, Hyères, Toulon, La Seyne-sur-Mer, Arles, Nîmes, Uzes, Alès, Millau, Rodez, Cahors, Agen, Marmande, Bergerac, Périgueux, Dordogne, Lot, Tarn, Aveyron, Gard, Hérault, Pyrénées-Orientales, Gers, Hautes-Pyrénées, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Alpes-de-Haute-Provence, Var, Alpes-du-Sud, Alpes-du-Nord, Savoie, Haute-Savoie, Val d'Aoste, Aoste, Courmayeur, Chamonix, Annecy, Thon-Val-Jura, Jura, Doubs, Territoire de Belfort, Vosges, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Luxembourg, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Danemark, Suède, Finlande, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Turquie, Italie, Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Irlande, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Danemark, Suède, Finlande, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Turquie, Italie, Espagne, Portugal, Royaume-Uni, Irlande.

■ **AÉRIEN.** La compagnie Alitalia est en vente, jusqu'au 14 avril, à des prix réduits à prix garantis à prix promotionnels pour des vols pouvant être prolongés jusqu'au 15 juin du 1^{er} septembre au 15 décembre. Chances notamment, au départ : la France, l'Allemagne, l'A/R, New-York (2 042 F), Beyrouth (1 120 F), Rio, Sao Paulo et Caracas (2 941 F), 480, San Bangkok (3 570 F), Hongkong (3 100 F). Ag. de Renseignements : 02 31 47 47 65. Réservations : au 0802-315-315.

■ **CHINE.** La chaîne Hyatt, novotel hôtel la chaîne Hyatt, à Shanghai, dispose d'une piscine à 57^e étage, qui en ferait la plus haute au monde. Elle est vitrée à l'autre, ce qui donne l'impression « *e nager dans la Chine* ». Réservation : au 34 34 34 étages à la suite Jin Mao, qui en compte 88.

Ville par ville, les minima/maxima de temp.
et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux;
C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE		NANCY	
AJACCIO	8/18 F	NANTES	
BIARRITZ	5/10 F	NICE	
BOURDEAUX	1/8 F	PARIS	
BURGES	1/18 F	PAU	
BREST	3/8 F	PERPIGNAN	
CAEN	1/7 F	RENNES	
CHERBOURG	1/8 F	ST-ETIENNE	
CLERMONT-F.	-2/8 N	STRASBOURG	
DIJON	-1/8 N	TOULOUSE	
GRENOBLE	3/10 F	TOURS	
LILLE	-1/7 F	FRANCE contre	
LIMOGES	-1/7 P	CAYENNE	
LYON	3/10 N	FORT-DE-FR.	
MARSEILLE	8/12 S	NOUMEA	

PARPETE	25/31 N	NEW
POINTE-A-PITRE	23/30 N	NEW
ST-DOMINGUE	22/29 N	NEW
AMSTERDAM	47/22 N	LONDON
ATHENS	38/23 E	LUGANO
BARCELONE	41/14 P	MADRID
BELFAST	55/15 W	MILAN
BELGRADE	46/23 E	MOSCOW
BERLIN	52/10 E	PARIS
BERNE	47/7 P	ROME
BRUXELLES	50/27 N	ST-PETERSBURG
BUCAREST	44/15 E	TORONTO
BUDAPEST	47/19 E	VIENNA
COPENHAGUE	56/25 P	SEVILLE
DUBLIN	53/12 W	STUTTGART
FRANCFORT	50/8 E	ST-PETERSBURG
GENEVE	46/6 E	TOKYO
HELSINKI	60/25 N	TENERIFE
ISTANBUL	41/28 E	WASHINGTON

8716 S	WILSON	10734 P
8715 N	WILSON	9719 N
37 N	WILSON	
15 N	WILSON	
605 P	WILSON	7716 N
612 C	WILSON	24029 N
11415 P	WILSON	6711 P
6716 N	WILSON	7824 S
26 P	WILSON	
10716 C	WILSON	15025
-205 N	WILSON	1710 S
8 N	WILSON	8716 P
470 C	WILSON	1818 N
11718 N	WILSON	700 S
1021 S	WILSON	3710 C
7718 S	WILSON	7220 P
4718 N	WILSON	
37 S	WILSON	15022 C
4718 N	WILSON	1707 S
	WILSON	2132 C

LE CAIRE	17/11	S
MARRAKECH	17/11	N
MADEIRA	14/12	S
PHOTOGRAPH	14/12	S
MADRID	14/12	S
TUNIS	14/12	C
ASIE-OCEANIE		
BANGKOK	25/11	S
BEIJING	17/11	C
CHANGHAIR	25/11	C
DJAKARTA	25/11	S
DUBAI	25/11	S
HANOI	24/12	C
HONGKONG	17/11	C
JERUSALEM	14/12	S
KUALA LUMPUR	14/12	S
PEKIN	17/11	S
SEOUL	8/12	S
SINGAPOUR	17/11	S
SYDNEY	17/11	S
TOKYO	9/12	N

Des plantes pour parfumer allées, fenêtres et balcons

TOUT le monde connaît comme l'on s'était longtemps délecté du parfum des plantes pour ne s'interesser qu'à leur physique. Les rosiéristes, les fleuristes, les belles dames, à la floraison opulente, aux jolis solidos, faciles de culture, résistent à l'assaut des fleurs, n'aiment pas les doubles aux fleurs énormes, sans se préoccuper le moins du monde du parfum de leurs fleurs. Depuis quelques années, grâce à des pépiniéristes perspicaces, les sensés qui ont mis l'accent sur le parfum des plantes dans leurs catalogues et dans les jardineries, les amateurs peuvent le nouveau planter du bon et de façon inopiné à leur plaisir.

Les mécanismes qui leur remonter des parfums enfouis au fond de la mémoire, l'odorat est le plus brutal en ce qu'il nous ramène parfois à un état animal. Les progrès de la civilisation ont tenté d'effacer, D'une odeur agréable, une odeur insoutenable, il n'y a parfois plus d'une molécule, parfois juste une histoire personnelle, une rencontre, un souvenir joyeux ou douloureux.

Parmi les plantes l'odeur d'iris

par tout un chacun, il y a une monnaie qui est la pisse chat, l'aubépine qui pisse encore le châtalaigre, les fleurs qui pissent l'apremine, l'onothère jaune qui a l'oina bruxante, les fleurs, sent le buis, le laurier, le cerisier, le parnassus, le bleuet, celui d'une vespastrine en plein est quand sa floraison tire à fin, et la sauge latour qui a certaines bestes du jour en plein, la température extérieure, se met à puer un fois plus que le buis mouillé et le laurier, qui fane tout le laurier, sa bonne odeur pointer en-dessous.

Il y a celles qui évoquent la pisse, le sable, la plage parce qu'elles sentent l'ambre solaire comme la belle de nuit (*Mitrobitis calapo*), il y a l'arbre (*Cercidiphyllum japonicum*), qui puer bien son hom, et toutes les plantes qui sentent la vanille dont le genêt d'Espagne et le mimosa, une tière de la famille des orchidées donta leur blancheur n'a aucune odeur, mais la jomasse, qui condent les graines, après avoir éboulanté et développe cette odeur à mander, que

Les autres fleurs possèdent invariablement. Il y a l'odeur citronnée des magnolias, celle curieuse des gardenias qui, au milieu de dizaines de fragrances, laisse persister le parfum du champion frais et frais de l'abricot ou de la pêche. Les giroflées d'été, jaunes, capiteuses ; celui-là chèvrefeuille, si sucré, du jasmin, si enfiévré ; du tilleul, du thym ; de l'acacia.

Il y a surtout le parfum d'été de la nuit ; chaque heure du jour et de la nuit ; chaque saison de l'été.

Belles-de-nuit

La belle-de-nuit est une plante d'Amérique du Sud qui est cultivée dans deux jardins depuis longtemps. Elle n'est mise à tremper pendant deux ou trois heures au trois espèces de cinq mètres et la terre humide, la belle-de-nuit est haute et exige d'être tout épanouir de nombreuses fleurs de la taille d'une pièce de un franc et d'une couleur, rose clair, elles sont souvent blanches mais c'est rare. Dans la machine qui ressemble à un radiateur à grilles en vance. Dans les régions où les feuilles mortes assura aussi plus en plus vicié et rembruni.

l'année. Et chacune des périodes de la vie sera guie par l'arpenent.

Agabées ou curieuses, sensuelles ou si sexuelles qu'elles peuvent troubler, les odeurs donnent au jardin sa personnalité et le rendent vivant.

Il y a un petit livre, intitulé *Les Parfums du jardin*, Catherine Nuriyady donne de nombreux conseils pour un jardin de sens. Du gazon de thym à la bordure d'oeillets, des jacinthes au lilas à l'odeur balsamique, du

vivace odorante originaire de la Chine, comme aneulle dans de nombreux jardins, peut être semée dès maintenant, mais elle n'aura pas de fleurs avant d'être mise en terre quand les températures commencent à se réchauffer. Si le sol est encore froid, attendez jusqu'à ce qu'il atteigne 60 centimètres à un mètre de profondeur. Elle exige le plein soleil et une terre bien drainée. Les fleurs sont très parfumées et ressemblent à celles du lilas. Les feuilles sont vertes et lustrées, et les tiges sont paucées ou tachetées ; par les régions méditerranéennes, la longue tige se courbe et la plante sera très robuste, une protection de paille ou de paillis des pieds qui seront de plus en plus en saison.

perpétuel aux diverses va-
riétés de **maris**, j'y suis la rubé-
resce, du **tabac** d'ornement à
cousins le pétunia, **des** pélagio-
mum au feuillage odorant à l'hé-
lotope, **la** groffée au narcisse
des poètes, de l'hyospe à la
plante curry (*Heliclypus angus-
sifolium*), qui pousse sauvage sur
des dunes du littoral jusque sur la
craie du plateau, la verveine ci-
tronnelle à la menthe, **la** plante
rare à celles que l'on trouve
sur **le** bord du chemin, l'autre en décrit une centaine
elle passe en revue **les** caracté-
ristiques, le mode **de**
culture, et donne **des** conseils
d'utilisation.

Aux **champs** qui ont un rebord
de fenêtre, un balcon ou une ter-
race, recommandons tout parti-
culièrement la verveine citron-
nelle (*Lippia citrifolia*). Originaire d'Amérique du Sud
nous en avons vu **des** superbes en
Bolivie, **des** nous laissant guider
par **leur** nez, cet arbuste ré-
pète **des** températures négatives
ne **peut** être planté en pleine
terre que dans les régions où ré-
gne le mimosa.

Plantée dans **un** riche,
mais **pas** calcaire, la verveine

(à ne pas confondre avec la
 plante herbacée) se développe
 rapidement. Il prend sa peur :
 les pieds blancs en godet
 d'aspect. Après une petite
 période d'adaptation, il
 pousse assez vite : la plante
 devra, les premières années,
 être sévèrement rabattue : façon
 qu'elle se ramifie.
 En soi, l'eau écorce est blan-
 châtre ; ses feuilles vert foncé
 marquées un peu à celles du
 saule, mais elles sont rapetis-
 sées, marquées de nervures. Vers la
 fin de l'été, le buisson épanouit
 ses grappes de fleurs mauves
 blanches si la terre est calcaire
 (ne présente aucun intérêt).
 Le parfum est très en re-
 versant : il attire de
 près la plante pour qu'elle em-
 baume l'atmosphère d'une
 odeur de citron très diable.
 Le soir, c'est divin. Juste cuillies,
 ses feuilles peuvent être mises à
 infuser dans l'eau bouillante.
 La verveine passe pour éloigner
 les moustiques. Peut-être... Elle
 est délicieusement bon : c'est
 déjà bien.

Alain Lombard

PROBLÈME N° 90289

3615 / MONDE 2013 SOS (2 32 E/min)

[illegible]

Boris dit non. - IX. Thés intègres

I. Il faut y mettre le prix pour
l'avance. — II. Ne respecte rien et
amorce. — III. Souffle un
quand il ne fait pas de
— V. Vent. Bruit que l'on a du mal à
tenir. — IV. Qui ont du mal à trou-
ver leur place. Cale sur le marbre. —
VI. Intéressa aux religions après
avoir quitté le séminaire. User avec
le temps. — VI. Fait souvent la chan-
celerie. — VII. Exercices concrets. Fige
l'entrée. Créusé pour fonder. —
— II. Il faut la retourner, puisqu'elle
est derrière la tête. — Quand

1. Fait barrage à l'entrée en fac. -
 2. Changement de ton, dès qu'on le
 fait. Insupportable. - 3. Notre pré-
 sence // justifié, mais //
 nous des faux. Grand dans les bols.
 4. Note. Attire les greffiers. - 5.
 Ascendues de l'Olympe. Bout
 antérieur. - 6. Autre // d'inten-
 sification. - 7. Fait dans le

HORIZONTAL ELEMENT

I. Chatonilleux. - II. Recoins.
nbe. - III. Cresson. An. -
V. Suées. Unesco. - V. Pila. Osera.
VI. Edam. Reich. - VII. Taro. Elet.
A. - VIII. Isar. RAU. Lob. - IX. Res.
sisi. - X. Nattes. Entée.

1. Crispation - 2 He. Ul. As. -
Accélérat - 4 Torfador -

Oies. ■ - 6. Uns. Ombres. -
Issus. Las. - ■ Onéreuse. -
Laneret. An. - 10. En. Sai. Lit. -
Ubac. Close. - 12. Xénophobie.

PROBLÈME N° 1235

UNE INVISIBLE SÉCURITÉ
Ce superbe coup est en fait assez simple. Mais il faut **_____**
d'une bonne imagination pour réu-
nir le contrat.

♠ 10 9 6 3
 ♥ RV 9 3
 ♦ AD 3
 ♣ A 5

♠ D 7 5 4
 ♥ 5
 ♦ V 9 4
 ♣ DV 10 4 3

N
 O E
 S

♠ V 8 2
 ♥ 6 2
 ♦ R 8 7 5
 ♣ 9 7 6 2

Les annonces peuvent être les suivantes si Ouest est donneur.

1 ♠ 2 ♥
 3 ♥ 3 ♣
 4 ♣ passe 4 ♣
 5 ♠ 6 ♥...

Le Monde
PUBLICATIONS

Réponse
Le problème est d'éviter de perdre deux Carreaux. Ainsi, on peut penser à éliminer les Piques en coupant deux Piques ; après avoir pris l'entame avec le Roi de Pique, Sud peut tirer l'As de Trèfle avant de jouer Carreau (par exemple le 2 de la main pour le 11 du mort). Si Est est obligé de prendre, il sera contraint de renouer Trèfle ou Carreau dans la fourchette.

Tréfle, deux coups d'atout, As et Roi de Pique, et l'As de Trèfle, il jout le Roi de Pique ; quand Est a fourré le Valet (la bonne règle), Saut a jeté le 2 de Carreau en espérant que, si Est n'avait plus de Pique, il serait obligé de livrer le chelien en rejoiant Trèfle dans coupe et décausse ou Carreau dans la fourbrette. Il aurait servi ! rien que Ouest prenne le Valet avec la Dame de Pique, car le 9 de Pique serait devenu maître pour défendre le deuxième Carreau.

Si Est a quatre Piques par un ou deux sommets, le déclarant pourra encore gagner en réussissant l'impasse à Carreau.

Ainsi le jeu du 10 de Pique permet de gagner chaque fois qu'on est à un honneur croisé(e) à Pique, même s'il a le Roi de

UN HABILE STRATÈGE

Quand un contrat est sur table, un habile stratège est souvent la seule planche de salut pour le faire aboutir. Cette donne a été jouée dans un championnat de France de Division 1 il y a quelques années.

♠ V87
 ♥ A109
 ♦ V73
 ♣ RV76
 ♠ D1032
 ♥ DV3
 ♦ -
 ♣ A108532
 ♠ A64
 ♥ R7
 ♦ R1098642
 ♣ R95
 ♥ 86542
 ♦ AD5
 ♣ D4

Ann. : S. don. Tous vulin.

Stud	■	Nord	Est
1 ♠	■	1 SA	passé
2 ♣	passé	3 ♦	passé...

Quest. a entamé le 3 de Pique pour le 1, le 2 d'Est et l'As de Sud qui a joué aussitôt le 3 de Trèfle. Ouest a pris avec l'As et a rejoué Pique. Est a fait le Roi de Pique, puis il a continué Pique pour la Dame d'Ouest. Celui-ci a joué son dernier Pique (le treizième) coupé par le 7 de Carreau du Nord. Grâce à quel stratagème la défense ■■■■ a-t-elle chuté ■■■■

TRÉVIS CARREAU 2

Note sur les enchères
 « 1 Carreau » est justifiée, le main, même vulnérable, ne permet pas d'ouvrir de « 3 Carreaux ». En Ouest, il est raisonnable de passer, et Nord doit se contenter de « 1 SA ». Au deuxième tour, Ouest, qui sait qu'Est « a une dizaine de points, n'ose toujours pas intervenir, et Sud peut jouer en paix « 3 Carreaux ».

Philippe Brugnon

هكذا من الأصل

CULTURE

LE MONDE / JEUDI 15 AVRIL 1999

CINÉMA Marie, le personnage du dernier film de Catherine Breillat, *Romance*, désemparée face à son mari qui ne veut plus la toucher, part dans une quête sentimentale sur les che-

mins de l'amour physique. **● L'AMOUREUX** dominateur, l'étalon, l'expérimentateur sadomasochiste, l'amant violent et sans visage sont autant de moments de cette quête, et

autant de parcelles d'une masculinité telle que Catherine Breillat la compose avec une attention troublante et amusée. **● CATHERINE BREILLAT**, dans un entretien au *Monde*, explique que les

scènes pornographiques correspondent pour elle « à l'idée qu'il existe un au-delà de la représentation du sexe qu'on ne voit jamais dans les films porno et où se tient la beauté ».

● CAROLINE DUCEY, la jeune actrice, « découvre des univers », des personnages qui lui sont « totalement étrangers », comme l'acteur de porno, Rocco Siffredi.

Une femme d'aujourd'hui, au-delà des tabous et de la transgression

Romance. Avec l'actrice Caroline Ducey, la réalisatrice Catherine Breillat continue sa recherche de l'identité féminine et gagne un pari difficile. « Il existe, dit-elle, un au-delà de la représentation du sexe, où ■ tient la beauté »

Film français de Catherine Breillat. Avec Caroline Ducey, Sagamore Stevenson, François Berléand, Rocco Siffredi, Reza Habonhossein. (1 h 35.)

Au fond, tout est simple : une histoire d'amour, celle de Marie et Paul. Marie est une jeune femme d'aujourd'hui qui vit à Paris avec Paul. Elle l'aime ; lui aussi l'aime mais il ne la touche pas, ne la touche plus – ce sont des choses qui arrivent. Marie s'en inquiète et s'en amuse. Catherine Breillat, pour parler des temps, dit les choses clairement, simplement, avec une sorte d'ironie qui réjouit au-dessus de l'audiovisuel – et qu'on évite aussi au cinéma. Elle appelle une chose une chose et le regard à l'écran, et l'histoire de qu'elle femme aussi bien qu'elle femme ne qu'elle femme : Marie, toujours amoureuse de Paul, enfin dans sa chasteté volontaire et dominatrice, est désemparée. Elle va voir ailleurs si elle y est. Elle y est.

Romance est donc l'histoire d'une quête sentimentale sur les chemins de l'amour physique, à la manière du roman du chevalier ou du héros. La transgression n'est pas dans les mots – cons, culs, bites, couilles – voilà, c'est dit –, ni dans les actes : Marie a une sexualité dont la rumour suggère depuis des mois qu'elle serait parmi les plus chaudes du cinéma français non-*X*. C'est la transgression, la conquête, la victoire de *Romance*, de Catherine Breillat et de son actrice Caroline Ducey, sont dans ce passage au-delà de l'imagerie et du vocabulaire spécialisés.

PROFIL

UN PERSONNAGE TRÈS LOIN DE CAROLINE DUCEY

Romance conte l'itinéraire moral de Marie. Marie est Caroline Ducey, qui porte le film, incarnant un personnage pourtant très éloigné d'elle. Après avoir fait depuis l'âge de seize ans du théâtre au quartier, puis passé un an au conservatoire à Marseille, la jeune actrice a obtenu le rôle de Marie dans *Trop de bonheur*, de Michaël Kahn (prix Jean-Vigo 1994). Arrivée à Paris, elle poursuit ses études de lettres (ohé et hypohé), décroche un rôle dans le film de Bruno Bontzolakis, *Famille*, je vous le dis. Elle a eu aussi un rôle dans *Romance* très rapidement, en trois jours : « Pendant le casting, Catherine Breillat m'a précisée dans un moment où regarder les acteurs. J'ai vu du monde en envie et tourner avec elle, avant de lire le scénario. »

Pourtant, devant celui-ci, le premier sentiment fut la déception et la panique. « L'histoire m'a paru d'une grande tristesse, et le personnage m'a paru un peu étranger. Je n'ai rien découvert dans l'univers. totalement étrangers, dont je ne passe très bien. Mais le tournage a été un moment heureux. Le plan-séquence est une manière de tourner formidable pour les acteurs. » Il y avait pourtant de la tension, il y avait des reprises. Le premier jour de la scène de séduction avec François Berléand – « Tant que je n'ai pas vu son visage, je ne regardais pas » – et la séquence avec Rocco Siffredi – « Je ne comprenais pas ce qui se passait. »

Jean-François Rauger



Caroline Ducey dans « Romance » : « J'ai découvert des univers totalement étrangers. »

Romance est un conte de fées, où les fées sont des messieurs et les baguettes magiques sont masculines. L'« éternel masculin » a une sale tête, mais les hommes, pris un par un, ne s'en tirent pas mal – Breillat, en tant que cinéaste, est plus géométrique avec eux que la plupart des réalisateurs masculins avec les

sur les scénarios machos) et de la déjouer (la vie vraie, la tristesse vraie sont ailleurs). L'« éternel masculin » a une sale tête, mais les hommes, pris un par un, ne s'en tirent pas mal – Breillat, en tant que cinéaste, est plus géométrique avec eux que la plupart des réalisateurs masculins avec les

personnages masculins. La vie qui font pourtant la plupart des hommes à la fin de la projection signe la réussite de ce projet passionnant, souvent très émouvant, parfois d'une authenticité violente sans jamais rien perdre de son ressort humoristique. Bref, unique, à l'exception de *L'Empire*

des sens, de Nagisa Oshima, il y a un quart de siècle, d'une œuvre montrant les relations sexuelles selon les mêmes exigences du réel.

Ce film est la première des réalisations de Catherine Breillat : l'acte, le premier, est l'acte d'une série d'épreuves qui l'aident à définir son identité. L'autre, cinéaste, surmonte une série d'obstacles cinématographiques – l'interdit, la saleté commerciale du porno – qui l'aident à définir son identité. L'autre, cinéaste, surmonte une série d'obstacles cinématographiques – l'interdit, la saleté commerciale du porno – qui l'aident à définir son identité.

La réalisatrice remporte son pari après plusieurs tentatives. *D'une vraie jeune fille* à *Parfait amour*. Depuis ses débuts, elle travaille la question de l'identité. Pour la première fois, elle échappe à la malediction qui pèse d'ordinaire sur ce genre : tentatives, déceptions, le caractère anecdotique des charges ordinaires de cette forteresse qui, se défendant de l'échec, en confortent les pectus plus répressifs. Catherine

Une source iranienne

Le scénario de *Romance* est précédé d'une information étrange, et d'un texte magnifique. L'information est que le film doit beaucoup à l'invitation de Catherine Breillat à un congrès organisé très officiellement à Téhéran sur le thème « Présence de la femme dans le cinéma contemporain » (Le Monde du 11 mars 1997). Le texte est celui de la conférence qu'elle y prononça, manifeste rigoureux et vigoureux de l'éthique artistique face aux enjeux de la représentation, sans concession pour la puissance invitante mais aussi pour les règles qui régissent le spectacle sous nos latitudes démocratiques. Retournant allègrement le sens de l'érotisme qui opprime en masquant, Breillat s'en allait ainsi déclarer au pays du tchador : « Ce que je poursuis dans mes films c'est le moment où le regard d'une actrice se voile », définissant le cinéma comme « un art paramilitaire et féminin ».

« *Romance*, scénario de Catherine Breillat. Petite Bibliothèque des Cahiers du cinéma. 80 p. 39 F (3,95 €).

Catherine Breillat, cinéaste

« Je pense qu'il ne faut jamais céder, qu'à l'impossible on est tenu »

REMARQUÉE pour avoir écrit à dix-sept ans un livre romanesque intitulé *L'Homme facile*, 1968, chez Christian Bourgois, Catherine Breillat a publié ses romans, collaboré à de nombreux scénarios, et réalisé *Une vraie jeune fille* (1976), *Tapage nocturne* (1979), *La fille* (1987), *Sole* (1990), *Un ange* (1991) et *Parfait amour* (1996).

« Comment s'installe votre film ? »

– *Romance*, pourquoi ?

– Parce que sur les affiches on lit plutôt *Romance X*.

– C'est vrai... tant mieux. C'est que le film est devenu très différent de ce que j'avais prévu. Réviser les signes du scénario ; une fois, le phénomène a pris des proportions imprévues. J'avais écrit une vraie romance sur le sentiment. Au tournage, tout est devenu glacial et humiliant pour le personnage principal. J'ai alors rayé « Romance » d'un « X » que nous avons inscrit sur l'affiche.

– A quoi correspond cette volonté de tourner des scènes pornographiques ?

– A l'idée qu'il existe un au-delà de la représentation du sexe qu'on ne voit jamais dans les films porno et où se tient la beauté. Dans *Romance*, quoi que Marie fasse, elle n'est pas souillée – en tout cas pas profondément : ce sont ceux

qui touchent les gardiens qui prétendent que la chute physique est une régression. Au contraire, à travers ces étapes, je reviens l'histoire d'une femme qui se construit.

– Comment le tournage s'est-il installé le projet ?

– Le problème du cinéma, c'est aussi, c'est qu'il faut qu'il y ait réellement des gens et des choses sur place pour le film. Quand il faut aller recruter dans les boîtes à partouzes, enquêter dans les clubs sado-maso, acheter du matériel dans les sex-shops, le tournage est repoussé. Mais, lors du tournage des scènes de sado-masochisme, en réaction à ces appareillages, il y a eu une scène qui s'est emparée du plateau, a surgi une ambiance beaucoup plus spirituelle que ce qui était prévu.

– Encore une fois, on ne rend-on pas toujours compte durant la fabrication. Quand j'écris, je ne visualise rien à l'avance, je découvre les images en les faisant, ou parfois même seulement en les voyant sur l'écran, au moment du montage.

Celui de *Romance* durait 2 h 40, mais que le scénario ne faisait que 60 pages ! Mais je sais depuis longtemps que dans les films, l'important est le silence.

– Comment est né le projet de *Romance* ?

– Dans les années 70, j'avais vu des images pornographiques : il me semblait qu'on pouvait filmer l'amour, d'une manière humaine, digne. A cette époque, la loi a instauré un clivage infranchissable, renvoyant toute représentation explicite de l'amour physique dans le domaine du porno. A mes yeux, l'industrie pornographique est l'autre versant de la loi islamique : l'une et l'autre sont des corps des interdits – se moquent de la chose d'ailleurs, obscène. Il faut refuser ce qu'il y a de malin dans le regard et qui finit toujours par condamner le corps des femmes. A ce moment, le corps des femmes a un enjeu de pouvoir, celui des gens qui s'en instituent les gardiens et censurent l'impudence, l'argent, etc.) en occupant cette position.

– Seuls le puritanisme et la peur du pouvoir des censeurs expliquent selon vous l'interdit de représentation du sexe ?

– Non. S'il y a un tabou, c'est bien parce qu'il y a un mystère, qui ouvre sur une transcendance. Il y a une terreur du sexe, comme de la naissance et de la mort, qu'il faut respecter. L'obscénité n'est pas une porte, le remplaceur d'une muraille constituée d'un acte

d'oppression. La loi a bloqué l'hypothèse qu'il pourrait y avoir un lien dans le porno, c'est-à-dire du cinéma.

– Comment en êtes-vous venue à réaliser ce film ?

– Je l'ai écrit pendant la préparation de *Parfait amour*, qui a été un cauchemar. On me disait que j'allais trop loin, mais je voulais aller ce que c'était que d'aller trop loin. J'ai écrit *Romance* par rage. Je pense qu'il ne faut jamais céder, qu'à l'impossible on est tenu. On anticipe sur la censure, rien ne bouge jamais. Le film a été financé avec le même esprit. Les investisseurs affirmaient qu'avec un tel scénario je n'aurais jamais l'avance sur moi-même. J'ai essayé et j'ai obtenu une somme importante, 3 millions de francs. Même chose avec la télévision : Anne s'est engagée, mais Canal Plus ne voulait pas le retrait. Heureusement, le producteur, Jean-François Lepetit, a pris de gros risques personnels pour boucler le budget.

– Un pareil film demande forcément beaucoup aux interprètes.

– On ne peut pas exiger des acteurs qu'ils jouent à tout, on peut créer une relation entre eux. On n'y a rien de plus entre nous. Caroline Ducey savait que mes personnages correspondaient toujours à la logique d'un projet

Breillat prend en compte les barrières à la façon de ceux qui pensent dans le même temps la loi et son au-delà – Sade, Bataille, Pierre Legendre – au lieu de simplement mimer les révoltes de la « libération sexuelle ». Plutôt que se cogner crâniement aux interdits, la réalisatrice les outrepassa. Elle soutient que « le passage du tabou » [son] lieu de cinéma préféré », « passage en franchi ».

L'interdit légal, la saleté commerciale du porno deviennent les éléments légitimes d'une création

Dès lors a lieu le miracle du cinéma quand il est accepté et aimé pour lui-même : tout devient possible. Possible, l'irruption du burlesque au milieu de la douceur au milieu de scènes de perversité pour en murmurer la vérité secrète : il faut la voir en scène et dans son arrière-plan pour qu'éclate la génie comique du réalisateur François Breillat empiètre dans la métaphysique de ses chaînes et de ses fantasmes, manifeste par la parole le monde que ses pulsions enferment ridiculement. Possible, la réitération de la guerre des sentiments et de ses violences, celui de la guerre des sexes et de ses brutalités codées, quand les mots crus traversent le langage. Possible, l'ombrage d'une scène de hard dont on s'aperçoit que l'effort s'en sera toujours approché sans pouvoir l'accomplir (réservé aux femmes ? peut-être...).

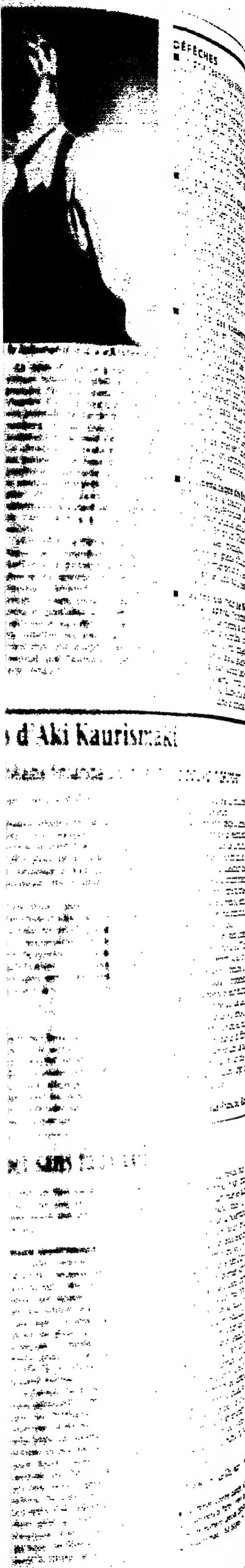
Catherine Breillat réécrit l'équation artistique qui rend possible l'envoi métaphorique du film : les courants ascendants d'un réalisme implacable soutenus par une fantasmagorie. Cette équation avait – et garde – pour inconnue l'incroyable Caroline Ducey qui, montrant tout, conserve une générosité sans bornes : un mystère – celui, évidemment, de l'origine du monde.

J.-M. F.

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

سكنا من الأصل

★ La revue *Contre bande*, par l'université Paris-I, vient de publier un numéro spécial consacré à Aki Kaurismäki (160 TF).



CULTURE

Le premier coup du maître

Jugatsu. Le deuxième film de Kitano, qui déjà recèle la beauté et l'humour des films à venir

Film japonais de Takeshi Kitano. Avec Masahiko Ono, Minoru Inokuma, Bengel, Beat Takeshi. (1 h 34)

Petit à petit, le puzzle des films de Takeshi Kitano se reconstitue, en vertu d'une consécration plus que méritée au Festival de Venise pour *Hana-Bi* (1997). Après *Sonatine* (1993), *Kids Return* (1996), *Hana-Bi* (1997) et *Violent Cop* (1989), *Jugatsu* (1999) est le cinquième film de l'auteur à être distribué en France. Ne désespérons donc pas de piocher un jour les deux pièces manquantes, *Scene at the sea* (1991) et *Getting any?* (1994), pour finir de rassembler une œuvre dont la découverte désordonnée ajoute au charme, comme au danger. S'il est passionnant de découvrir l'élaboration d'un style dont on a commencé par mesurer l'aboutissement, on n'en risque pas moins de surévaluer la cohérence, et donc la finitude d'une création fort heureusement en devenir.

A cette précaution près, on prétendra, d'une part, que *Jugatsu* ne bouleverse pas la hiérarchie d'une œuvre dont *Hana-Bi* demeure le sommet provisoire, et d'autre part qu'il y a bien lieu de considérer ce

deuxième long métrage de Kitano comme le détonateur de son cinéma. A l'aune de *Violent Cop*, brillant essai qui fixe à gros traits le profil du personnage interprété par le cinéaste dans la plupart de ses films, *Jugatsu*, en déployant tout l'éventail de ses motifs de prédilection, est un coup de maître, le premier coup du maître.

Dans cet inquiétant film d'apprentissage, il est beaucoup question de coups. Coups reçus et coups donnés, tout le long d'un récit en crochets qui cherche à définir les lois physiques et morales permettant de passer des premiers aux seconds.

L'épreuve est relevée par un jeune pompiste taciturne qui répond au nom de Masaki. Construite en deux parties avec épilogue à la clé, selon une structure circulaire, l'histoire de *Jugatsu* est celle de quelques personnages qui tournent en rond dans un monde qui ne tourne pas rond. En attendant, cela n'empêche pas les chefs-d'œuvre. La première partie se déroule donc à Tokyo, sous le signe privilégié du base-ball, condensé idéal des deux motifs : la frappe et la circularité de la course. Mais Masaki, qui s'inspire non sans apathie aux règles de ce sport, voudrait aussi en connaître

les finalités. C'est là son drame. Car, une fois acquis le principe selon lequel on frappe pour mieux courir, il veut encore savoir pourquoi l'on court. Kitano y fait sans guise de réponse une démonstration par l'absurde que la vie est une continuation du base-ball par d'autres moyens.

UN YAKUSA GIVRÉ

Celui des armes à feu par exemple. Après avoir répliqué à un yakusa qui le morigénait, et entraîné par un enchaînement infatigable une montée en puissance des présailles qui conduit son entraîneur à l'hôpital, Masaki part en compagnie d'un ami se procurer un assortiment de pétroles à Okinawa. La seconde partie du film est la chambre d'écho de la précédente, poussée à un tel paroxysme de réverbération qu'elle finit par s'en détacher.

Pris en charge par un yakusa complètement givré (interprété par Kitano, encore affublé au générique de son sobriquet d'« amuseur télévisuel Beat Takeshi ») et en rupture de ban avec son clan, les jeunes gens sont conviés à une errance d'autant plus livide qu'elle semble préfigurer, en leur présence, le destin qui les guette.

De bars de nuit en lieux de plage,

de clowneries gratuites en mises à l'épreuve sadiques, rien n'est moins anodin que cette entrée en scène du cinéaste sous les traits d'un fou furieux. Kitano y fait sans crier gare subir au récit ce que son personnage propose aux adolescents : un dérèglement délibéré de la raison, une dilatation hallucinée de l'action, une révolte contre l'inféodation scénaristique. En un mot, dans un somptueux feu d'artifice de cruauté, de burlesque et de beauté, une leçon suprême de liberté. Et à la différence du crime, rien ne sert de chercher à savoir à qui profite la liberté.

L'épilogue du film, de retour à Tokyo, ne le dit pas. Il se contente de faire déguster à deux adolescents l'esquimaud de l'amitié, avant de dupliquer en guise de conclusion l'image du commencement, suggérant par cette illusion que l'inertie est au cœur du changement comme le mouvement est au cœur de la vie.

Jacques Mandelbaum

* A partir du 14 avril, chaque jour à 12 heures, le Racine Odeon, 6, rue des Ecoles, à Paris (6^e), présente en alternance *Sonatine*, *Hana-Bi*, *Violent Cop* et *Kids Return*. Tél. : 01-43-26-19-88.

Le Festival de Hongkong combat l'amnésie

HONGKONG

correspondance

« Souviens-toi ! » Dans une industrie locale du cinéma en proie à la baisse de fréquentation des salles, à l'effondrement des recettes tirées des ventes à l'étranger et à la multiplication des projets avortés faute de moyens, le vingt-troisième Festival international du film de Hongkong, du 31 mars au 15 avril, donne une place particulière à la mémoire. Même si, selon son programme Jacob Wong, « il s'agit encore d'une minorité dans une industrie toujours guidée par une logique purement commerciale », il émerge néanmoins chez les réalisateurs du territoire une interrogation récurrente, que condense le film codirigé par Benny Chan et Jackie Chan, *Who I am?* « Certains réalisateurs s'interrogent de façon de plus en plus approfondie sur ce qu'est Hongkong, sur la nature du changement vécu et sur la relation avec la Chine, dit Jacob Wong. Car que s'est-il passé ? Ce n'est pas une décolonisation, et il nous faut tourner la page. Mais la tourner pour quelle autre histoire ? Peut-on devenir une ville chinoise comme n'importe quelle autre grande ville de la Chine ? »

De prime abord, une seule fiction sur les trois cents films présentés au festival semble aborder directement le retour à la Chine : *The Longest Summer*, de Fruit Chan, déjà repéré à Berlin (*Le Monde* du 17 février). Rien de fortuit si on y voyait l'un des soldats perdus de la cou-

ronne britannique, devenu gangster, perdre la mémoire et c'est précisément dans cette amnésie providentielle qu'il trouvera son salut. Hongkong, hier terre de réfugiés fuyant le communisme, aujourd'hui terre d'immigrants en quête d'une vie meilleure, est aujourd'hui comme hier un lieu de transit plutôt qu'une destination. L'« amnésie » est devenue plus qu'un art de vivre, une nécessité, que dénoncent aujourd'hui les films tels que *Who I am?*, *Hot War* de Jingle Ma, le très commercial *The Stormriders* d'Andrew Lau, et surtout *Ordinary Heroes*, de la réalisatrice Ann Hui (également présenté à Berlin), qui a fait l'ouverture du festival.

CE QU'ESTRE HONGKONGAIS VEUT DIRE

Ce film résolument politique raconte la difficile trajectoire d'une poignée de radicaux qui se sont fait les porte-voies de toutes les souffrances et toutes les critiques à l'encontre du pouvoir, et ont été systématiquement boudés par le grand nombre. « Souviens-toi », dit Ann Hui, que l'histoire de Hongkong, de la vie sur les jonques aux protestations contre l'écrasement de la révolte étudiante sur la place Tiananmen, s'est toujours nourrie de combats pour une vie meilleure, que chacun s'est empressé d'effacer dans l'oubli et que le cinéma lui-même a toujours ignoré. Dans le même esprit, l'œuvre du festival la plus achevée sur

l'identité de Hongkong, mêlant hier et regard d'aujourd'hui, est *Citizen Hongkong*, le premier long métrage de la chef monteuse Ruby Yang. Cette Américaine d'origine chinoise, partie en 1977 de la colonie britannique avec sa famille, est revenue vingt ans plus tard sur le lieu de son enfance pour y réaliser ce documentaire.

Afin d'éviter l'écueil du regard purement extérieur, elle a confié pendant un an quatre caméras vidéo à cinq jeunes de Hongkong, qui se racontent dans cette société où le destin des natifs de Hongkong, des immigrés de fraîche date du continent et des Chinois de retour « au pays » après des décennies d'expatriation ne se croisent guère. A travers Edward Chan, l'artiste manqué qui se dit « ni chinois, ni anglais, mais hongkongais », Qi Ke Jia, l'adolescente arrivée de Chine deux ans plus tôt et qui travaille jour et nuit pour s'intégrer à tout prix, Louise Wong, revenue d'Australie pour se trouver des racines et qui ne parle qu'anglais, les frères Edwin Chan et Ed Wu, artistes musés et heureux, on saisit à demi-mots parfois ce que « être hongkongais » comprend de rêve, d'illusions et de forcément provisoire et fragile. La narration, qui relie en parallèle l'histoire personnelle de Ruby Yang et celle de ces caractères, est trépidante la nostalgie sans jamais s'y laisser enfermer.

Valérie Brunschwig

LES FILMS DE LA SEMAINE

LA FIANCÉE POLONAISE

■ Une femme court pieds nus dans la nuit, sur le bitume de la ville, le visage ensanglanté. Au petit matin, elle sera recueillie, sans connaissance, par un bon bougre de paysan dans un paysage d'herbe, de terre et de ciel. Le temps bref d'un cauchemar nous apprend qu'elle a sans doute été violée, avant que le film ne révèle son véritable propos, et son défi : l'histoire simple d'une résurrec-

tion à travers la rencontre d'un homme et d'une femme filmés en huis clos. Le sempiternel miracle de deux corps étrangers qui se frottent, s'interrogent, se défient, pour mieux se reconnaître. La bonne idée consiste ici à prendre cette situation au pied de la lettre : Henk, le fermier néerlandais, est un ours solitaire et mal léché, Anna, une réfugiée polonaise handicapée par son ignorance de la langue. A leur absence de dia-

logue, le film substitue, sans effet de manche, la grammaire patiente de l'apprentissage amoureux, le lexique infini des petits gestes quotidiens par lesquels s'instaurent les grands sentiments. C'est plus modeste et moins distrayant que *Pretty Woman*, mais cela offre une idée plus juste et plus généreuse de l'universalité humaine. Installé aux Pays-Bas depuis 1980, Karim Traïda, d'origine algérienne, signe ici un premier long métrage un peu appliqué mais qui ne cesse d'être touchant.

J. M. Film néerlandais de Karim Traïda. Avec Henk Woldring, Anna Krzyznowska, Rudi Falkenhagen. (1 h 30)

JE RÉGLE MON PAS SUR LE PAS DE MON PÈRE

■ Dans la famille « C'est dans les vieux pots », voici donc le père en petit escroc mal embouché et blanchi sous le harnais, et puis le fils Guillaume Canet qui vient de découvrir son géniteur et lui colle aux basques. En attendant la fille, dont les charmes viendront enligner la mécanique de ces touchantes retrouvailles, on aura aussi eu l'onde Waterhouse, scénariste qui fait ses débuts de réalisateur. On peut le féliciter : ça ne se voit pas. L'ennui est qu'on ne voit pas grand-chose d'autre, et surtout pas pourquoi on vient nous raconter semblable histoire. On voit Jean Yanne en robe libre, Laurence Côte magnifiquement. On voit une efficacité dans le maniement du dialogue, des clin d'œil en direction d'*Il Bidone* comme de *Regarde les hommes tomber*, un penchant potache vers l'humour noir qui repose de la psychologie « familialiste ». Mais sans qu'au cours de ce road-

movie ne prenne jamais corps le moindre enjeu, le moindre trouble.

J.-M. E. Film français de Rémi Waterhouse. Avec Jean Yanne, Guillaume Canet, Laurence Côte. (1 h 28)

CINQ MINUTES DE DÉTENTE

■ Theur de sang-froid, le docteur Lenignac (Richard Bohringer) abat l'amarant de sa femme en s'arrangeant pour faire porter le chapeau à un paisible étudiant un rien demeuré (José Garcia). Celui-ci s'enfuit avec la police et la famille de la victime à ses trousses, causant sur son passage horreur et désolation. Tourné au Canada, ce premier long métrage oscille entre polar et comédie noire, en prenant tous ses personnages pour de méchants crédins. Ce genre d'exercice, relativement déplaçant, passe lorsqu'il est mis en scène avec le brio et la justesse de touche des frères Coen, qui parviennent toujours à sauver quelque chose ou quelque'un. C'est ici, hélas !, la platitude et l'ineptie qui règnent sans partage.

J. M. Film français de Tomas Romero. Avec José Garcia, Richard Bohringer, Susan Anbeh. (1 h 30)

ROMANCE

Lire page 31

eXistenZ

Lire page 32

JUHA

Lire page 32

JUGATSU

Lire ci-dessus

GLORIA

La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition
TERRES AFRICAINES III : JEUX ET JOUETS
La critique de ce film paraîtra dans une prochaine édition

SORTIR

PARIS

Henri Texier Azur Quintet
Henri Texier, contrebassiste et compositeur, a le goût des combinaisons orchestrales. Au sein de ses groupes aux noms qui sollicitent l'imagination, on retrouve à peu près les mêmes musiciens, chacun leader de sa propre formation, tous créateurs d'univers diversifiés que Texier combine pour donner à ses mélodies des couleurs différentes, un souffle et une ardeur renouvelés. Le répertoire de Texier ne cesse ainsi d'évoluer, avec des morceaux qui s'inscrivent dans la mémoire.

Dans l'Azur Quintet, on entendra le pianiste Bojan Zulfikarpasic, né à Belgrade, le tromboniste américain Glenn Ferris, le batteur Tony Rabeson, qui de Madagascar apporte un jeu nourri des percussions, et Sébastien Texier, fils d'Henri. Luxe aujourd'hui rare, l'Azur Quintet reste plusieurs soirs au Duc des Lombards.

Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. M^e Châtelet. Les 14, 15, 16, 17, 19 et 20, à 22 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Orbital

Avec Underworld, Orbital est sans doute l'ensemble anglais de musique électronique qui a su le mieux adapter les synthétiseurs aux performances live. Moins fascinés par la danse et la répétition que par la sophistication mélodique, les frères Paul et Phil Hartnoll passent beaucoup de temps à concevoir leurs décors scéniques et les images vidéo qui illustrent cette « techno » d'auteurs.

Elysée-Montmarbre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18^e. M^e Anvers. Le 14, à 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00. 120 F.

Cette fanfare peu conventionnelle, qui a adopté un répertoire oscillant entre groove, funk, techno, hip-hop et reggae, draine à chacune de ses apparitions un public nombreux, jeune et joyeux. Ambiance débridée assurée.

(CD Your Body/Grooving Records/Musisoft.)
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^e Châteaud'Eau. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-45-23-51-41. 60 F.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

La Chute de la Maison Usher de Roger Corman, avec Vincent Price, Mark Damon, Myrna Loy. Américain, 1960, copie neuve (1 h 25).

Reflet Médicis III, 5^e (01-43-54-42-34). Le crime était presque parfait de Alfred Hitchcock, avec Grace Kelly, Ray Milland. Américain, 1954 (1 h 45).

Action Christmas, 6^e (01-43-29-11-30). Scarface (*) de Brian De Palma, avec Al Pacino, Michelle Pfeiffer. Américain, 1983, copie neuve (2 h 45).

Grand Action, 5^e (01-43-29-44-40) : Publicis Champs-Élysées, Dolby, 8^e.

FESTIVALS CINÉMA

Inédits d'Australie
L'association Cinéma des antipodes et la revue Positif présentent une sélection de films australiens parmi lesquels *One to my Song* (Goff De Heer, 1998), *Broken Highway* (Laurie McInnes, 1993), *Dad & Dave* ou *our Selection* (George Whaley, 1995), *The Boys* (Rowan Woods, 1998), *Country Life* (Michael Blackmore, 1994), *Life* (Lawrence Johnston, 1996), *Children of the Revolution* (Peter Duncan). Un programme de courts-métrages aborigènes, deux courts de Jane Campion et des rencontres complétant cette manifestation.

Forum des images, Grand Auditorium, porte Saint-Eustache, Paris-1^{er}. M^e Les Halles. Du 14 au 18 avril. Tél. : 01-44-76-62-00. 30 F.

Hommage à Sergio Leone
Parallèlement au programme consacré à Vertov et au cinéaste Jean Rouch (jusqu'au 19 avril), la Cinéma-thèque rend hommage à Sergio Leone (1929-1989), un des initiateurs du « western spaghetti ». Treize films seront présentés, parmi lesquels *Le Bon, la Brute et le Truand* (1966), pour une poignée de dollars (1964) et la version intégrale restaurée d'*Il était une fois dans l'Ouest* (1969).

Intemporelle car résolument actuelle de la chorégraphie américaine. Simon Keenlyside, Carlo Vincenzo Allemano (Orfeo), Patricia Bickel (Euridice), Graciela Oddone (la Musique, la Messagère), Marisa Martin (Proserpine), Christophe Laporte (l'Espérance), Tomas Tomasson (Pluton), Trisha Brown Company, Collage vocal de Gand, Orchestre Concerto vocal, René Jacobs (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. Le 14, à 19 h 30. Tél. : 01-49-52-50-50. De 100 F à 690 F. Jusqu'au 17 avril.

Orchestre de Paris
Brahms : Concerto pour piano et orchestre n^o 1. Chostakovitch : Symphonie n^o 6. Hélène Grimaud (piano), Kurt Sanderling (direction).

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^e Ternes. Les 14 et 15, à 20 heures. Tél. : 01-45-61-65-89. De 90 F à 320 F.

Les 10 ans de l'Auditorium du Louvre
Beethoven : Quintette pour piano, harpe, clarinette, cor et basson op. 16. Mozart : Quintette pour piano, harpe, clarinette, cor et basson KV 452. Roulez : Sarrus, Rims ki-Korsakov : Quintette pour piano et vents.

Emmanuel Pahud (flûte), François Leleux (hautbois), Chen Haei (clarinette), Radek Babarak (cor), Sergio Azzolini (basson), Brigitte Engerer et Erik Le Sage (piano).

Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide. M^e Louvre. Le 14, à 20 heures. Tél. : 01-40-20-84-00. 135 F.

John Lindberg Ensemble
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. Les 14 et 15, à 22 h 30. Tél. : 01-40-26-46-80. 80 F.

Craig Harris Nation of Imagination
Centre Jean-Houdremont, 11, avenue du Général-Leclerc, 93 La Courneuve. M^e Aubervilliers-La Courneuve. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-49-22-10-10. De 75 F à 85 F.

Hans Burgen, Martin Schütz, Barre Phillips
Instant chaviré, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. Le 14, à 20 h 30. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Dick Rivers
Petit Journal Montparnasse, 13, rue du Commandant-René-Mouchotte, Paris-14^e. M^e Galté. Les 14 et 15, à 22 heures. Tél. : 01-43-21-56-70.

DERNIERS JOURS

18 avril :
Le Voyage à La Haye de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de François Berreur.
Au Bois laché d'après Dylan Thomas, mise en scène de Xavier Marchand.
Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde, 93 Saint-Denis. Tél. : 01-40-13-70-00. 50 F.

La Légende de saint Julien l'Hospitalier de Gustave Flaubert, mise en scène de Christian Rist, avec Jean-Jacques Le Vessier et Jean-Michel Deliers (musicien).

Carcouche - Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Marnieu, Paris 12^e. Tél. : 01-43-74-99-61. De 80 F à 130 F.

La Fausse Tragédie du riche juif de Maltz de Christopher Marlowe, mise en scène de Bernard Sobel.
Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Tél. : 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minut, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Compagnie Anonyme, Compagnie Temps battant, Post-Retroguardia Sidonie Rochon : Et puis s'en vont. Violette Verel : Sono solo io. Paco Decina : Lettre au silence.

Tipi du Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, Paris-4^e. M^e Rambuteau. Le 14, à 19 h 30. Tél. : 01-44-78-13-15. 50 F. Jusqu'au 17 avril.

Orfeo
Cet Orfeo mis en scène par Trisha Brown a été la grande surprise de l'été 1998. Présenté à Bruxelles puis à Aix-en-Provence, cette production de l'opéra de Monteverdi aura su marier la fidélité philologique des interprètes-musiciens avec la vision

LE MONDE TELEVISION

avec Le Monde
DATE DIM./LUN.

سكوا من الأصل

EN VUE

■ Mardi 13 avril, un missile de l'OTAN visant le monument de Gazimestan, érigé au Kosovo à la mémoire des Serbes vaincus par les Ottomans lors de la bataille du Champ des merles en 1389, l'a manqué de peu.

■ La probabilité d'un tir accidentel de missile nucléaire dû au bogue de l'an 2000 serait « faible » selon les États-Unis, qui, en attendant, accélèrent la mise au point d'une alerte stratégique avant le passage des « 9 », premier risque d'erreur, le 9 septembre prochain (9-9-99).

■ D'après Wesley Clark, commandant en chef de l'opération « Force alliée », les civils tués, lundi 12 avril à Grdelicka, au sud de Belgrade, seraient les victimes d'une double méprise : « Quand le pilote s'est rendu compte que ce qu'il avait touché n'était pas le pont, mais un train, il a décidé de viser l'autre extrémité du pont. Dans ce laps de temps, une partie du convoi a glissé et a été touchée par la seconde frappe. »

■ Quatre enfants, âgés de onze à treize ans, se sont amusés récemment à briser toutes les vitres et tous les miroirs d'un train de voyageurs stationné sur une voie de garage à Pantin, avec les petits marteaux qui servent en cas d'alarme.

■ Le conseil général du Calvados fait abattre les platanes bordant la route CD 579, de Pont-l'Évêque à Honfleur, sur lesquels quatre-vingt-dix véhicules se sont fracassés, faisant, en treize ans, trente morts.

■ Depuis des années, Anne Thompson, Écossaise d'Edimbourg, lançait des pétitions pour réclamer le réaménagement du carrefour dangereux où elle vient de se tuer dans un accident de voiture.

■ Le Ghana prépare un projet de loi qui prévoit la peine capitale pour les chauffards meurtriers.

■ « Les vérificateurs n'ont pas encore vu de gens morts le long des routes, comme en Afrique », a récemment déclaré Christiane Berthiaume, porte-parole du programme alimentaire mondial, au sujet des Nord-Coréens qui, avec le printemps, se nourrissent d'herbe, de champignons, d'écorce et d'algues contre les crampes d'estomac.

■ « Il est impossible de regarder la télévision le ventre vide », soulignait, jeudi 1^{er} avril, le Malawi News au moment du lancement en fanfare de la première chaîne de télévision nationale au Malawi.

■ David Blaine, sorti, lundi 12 avril, du cercueil de verre où il a passé sept jours à jeûner, sous les regards des New-Yorkais, n'avait fait que reprendre le projet du célèbre Houdini, mort, hélas, avant d'avoir pu se faire enterrer vivant.

Christian Colombani

Un théologien et « les homosexualités »

La revue jésuite « Etudes » publie les réflexions du Père Xavier Thévenot, ancien titulaire de la chaire de théologie morale à l'Institut catholique de Paris, sur « l'altérité homosexuelle »

AU MOMENT où l'Assemblée nationale s'apprête à adopter solennellement le PACS, la revue *Etudes*, « fondée en 1836 par les Pères de la Compagnie de Jésus », propose dans son numéro d'avril un article de Xavier Thévenot intitulé « Les homosexualités masculines et leur nouvelle visibilité ». Le texte publié par les jésuites est d'autant plus attendu dans le contexte actuel que l'auteur, théologien moraliste, est considéré comme un spécialiste, dans l'Eglise catholique, de la question homosexuelle.

Sa thèse, parue au Cerf en 1985, portait sur le thème « Homosexualités masculines et morale chrétienne ».

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

■ Depuis le début de la tragédie du Kosovo, il y a une ligne Chirac ou plutôt une ligne Chirac-Jospin, tant les deux hommes réagissent à l'unisson. La première caractéristique de cette ligne, c'est la fermeté militaire, au nom du devoir d'ingérence humanitaire et d'une certaine idée de l'Europe et de ses valeurs, face aux déportations, aux massacres et à l'épuration ethnique (...). La deuxième caractéristique, c'est l'action humanitaire. (...) La troisième caractéristique, c'est sur le plan diplomatique la volonté permanente d'associer la Russie et les Nations unies aux négociations. Le moins que l'on puisse dire est

qu'il faut désormais gagner la guerre contre la purification. Il n'existe plus la moindre échappatoire.

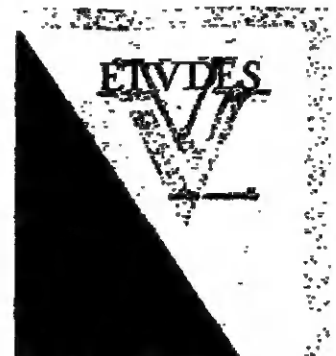
■ La campagne de l'OTAN continue, mais il faudra, à un moment ou un autre, réexaminer les options possibles. A un coût terrible, les frappes aériennes désorganisent sévèrement les forces de Milosevic, mais il reste la sombre perspective qu'il faille des troupes au sol, avec un appui aérien massif, pour les chasser du Kosovo. Les préparatifs pour cette éventualité sont plus urgents que jamais.

■ Au bout de trois semaines, point de non-retour a été franchi. Il faut désormais gagner la guerre contre la purification. Il n'existe plus la moindre échappatoire.

LIBÉRATION

Serge July

■ La défaite de l'Alliance, et donc le triomphe des déportations en Europe, est devenue tout simplement impossible. Parce qu'elle serait une tragédie pour les Kosovars, mais aussi pour les populations serbes. Elle serait un véritable désastre pour l'Union européenne, elle signifierait la mort véritable de l'OTAN, elle constituerait, enfin, une catastrophe géopolitique qui pèserait lourdement sur le destin des Balkans et de la Russie. La face de l'Europe en serait mutilée. Après trois semaines de raids, après les horreurs des déportations, un



français a pris position contre le PACS en le dénigrant comme « une loi inutile et dangereuse ». L'argumentation des évêques re-

pose notamment sur l'importance de la « différence sexuelle » entre l'homme et la femme, sans laquelle, selon eux, une société ne peut se construire. Cette thèse a fait florès chez beaucoup d'adversaires du PACS, qui ont présenté l'homosexualité d'abord comme une « non-reconnaissance » puis comme une « négation de l'altérité ».

UNE INJONCTION PARADOXALE

Xavier Thévenot souligne, pour sa part, les contradictions que suscite ce type de raisonnement chez les jeunes qui se découvrent homosexuels : « Au moment même où on leur déclare de façon répétitive que

l'homosexualité prend mal en compte l'altérité, ils ont l'impression souvent fondée que l'on se comporte envers eux sans vraiment respecter leur propre altérité. » Ils sont donc soumis à une « double contrainte », à une injonction paradoxale que l'auteur résume ainsi : « Reconnaître davantage l'altérité, tel est votre devoir, car selon nous l'homosexualité est déni de la différence sexuelle ; mais ne la reconnaissez pas, car vous ne devez pas vous comporter autrement que les hétérosexuels. »

Le théologien a toujours considéré l'homosexualité comme une « forme a-normative de sexualité ». Néanmoins, il continue de plaider pour une prise en compte de la diversité des situations, tant par l'Eglise que par la société. « En réalité, il y a des homosexualités ou, plus précisément encore, il y a des sujets dont les personnalités comportent, parmi bien d'autres dimensions, des traits homosexuels aux formes variées. » C'est pourquoi, insiste-t-il, il n'existe pas « un lobby ou un "front" homosexuel parfaitement uni ».

Pour Xavier Thévenot, le combat pour une reconnaissance sociale de l'homosexualité ne doit pas dissimuler la grande diversité des demandes qui s'expriment à travers lui. Les débats actuels ont au moins le mérite « de souligner à l'envi que la sexualité ne peut jamais être enfermée dans la seule sphère privée, bien qu'elle touche, plus que toute autre réalité, à l'intimité des personnes ».

Xavier Thévenot

SUR LA TOILE

PROJETS

■ Des jeunes, réseau national de soutien à l'initiative des jeunes placés sous l'égide du ministère de la jeunesse et des sports, a ouvert un site Internet de documentation et d'information. Il affiche notamment un questionnaire-test permettant aux futurs candidats de déterminer si leur projet répond aux critères de l'association, et leur propose un service d'hébergement de sites. - (AFR) www.defjeunes.fr

PROCES

■ Les parents de trois adolescents du Kentucky, tués dans leur école par un de leur camarade de classe en 1997, ont décidé de porter plainte contre 25 sociétés de production de films, de jeux vidéo et de sites Internet pornographiques, car ils estiment que leurs produits auraient influencé le jeune assassin. Ils réclament 130 millions de dollars. - (AR)

AUTOMOBILE

■ Le webmagazine Classic Driver, consacré aux automobiles de luxe et de collection, publie désormais une édition française. www.classicdriver.com

www.novaplanet.com

Le site ultrabranché de Nova accueille les jeunes du mouvement Stop la violence



site », explique Léon Mercadet, responsable de Nova Planet. L'émission confiée au collectif par Radio Nova le mercredi soir est également retransmise sur le site. Au-delà de cette action ponctuelle, Nova Planet continue à publier un webmagazine très bran-

ché sur l'actualité et la scène artistique parisienne. Chaque jour, plus de deux mille internautes, principalement des amateurs de World Music, se connectent sur Nova Planet, dans la moitié pour écouter la radio en ligne. A partir du mois de juin, chaque auditeur

pourra passer commande du programme radio de ses rêves grâce à un système de sélection personnalisée. Il lui suffira d'établir une liste des différents genres musicaux qu'il souhaite entendre, assortis d'un pourcentage : 10 % de soul, 40 % de groove, un reste de techno... Le serveur se chargera de piocher dans les archives de Radio Nova pour générer de façon aléatoire une programmation respectant ces critères. En attendant, les auditeurs profitent des pages consacrées aux D.J. maison, avec extraits de leur production.

Enfin, Nova Planet propose un accès aux archives vidéo constituées par Radio Nova : « Nous avons pris l'habitude de filmer nos invités et nous avons déjà mille heures de vidéo, qui vont être progressivement mises en ligne pour nourrir une sorte de micro-chaîne de télévision, au service d'une communauté en ligne couleur Nova. »

Christophe Labbé et Olivia Recasens

Abonnez-vous à l'Officiel pour seulement **173F** par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postale à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacaze - 69645 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir Le Monde pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

□ M. □ Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Cette valable jusqu'au 31-12-99 en France métropolitaine pour un abonnement postal 901MOP-1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal **Le Monde**.

Je resterais libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, à votre autorisation. Il y en a dans votre chèque.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :
Téléphonez au 01.42.17.32.50 de 9h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension temporaire, un numéro exclusif : 0 800 022 021 (0,99€/min)

* Le Monde (USPS 020775) is published only for \$ 9.95 per year. Tax 020775. 21, 24 rue Charles-Bernard 75040 Paris Cedex 16, France. Periodicals postage paid at Chantilly, NY, USA, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE at 1101 15th St. Chantilly, NY 12015-5100

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3370 Pacific Avenue Suite 404, Laguna Beach, CA 92653-2803 USA - Tel. 800-455-30-45

Monastères contre cathédrales

par Alain Rollat

IL NE SE PASSE PLUS un journal télévisé sans qu'un intellectuel serbe vienne déclarer sa flamme à la France pour déplorer sa participation à la guerre. C'était encore le cas, mardi soir, dans un reportage de France 2 sur les Serbes de Paris. Un écrivain au profil d'aigle littéraire disait : « Nous sommes nourris de culture française. En Serbie, il y a des millions de gens pour lesquels la France s'identifie à la justice. Pour nous, il est inconcevable que la France ait pu basculer dans cette coalition contre notre peuple qui est la plus grande des injustices. La France contre la Serbie, c'est contre nature. » Opposé à Milosevic, il n'en justifiait pas moins la réaction de son peuple par son attachement passionnel aux monastères du Kosovo, où reposent les reliques les plus sacrées du patrimoine serbe : « Ce sont nos racines. C'est comme si l'on vous demandait de renoncer

aux cathédrales gothiques. » Il exprimait sa déchéance avec une sincérité pathétique. On aurait eu envie de l'embrasser, cet écrivain, si le journal de France 3 n'avait auparavant diffusé une séquence qui donnait plutôt envie de sortir son revolver contre les sous-produits dénaturez de la culture serbe. On y voyait, d'abord, une ombre. L'ombre d'une réfugiée albanaise. Cette silhouette noire racontait comment elle avait été violée : « L'homme était de mon village. Il a dit à mon père : "Ta fille serait une bonne épouse pour un Serbe." Ils m'ont attaché les bras, l'un m'a violée, les autres m'ont frappée... » Puis une autre femme, à visage découvert, racontait à son tour : « Ils ont dit à la fille : "Tu es belle, tu es pour nous. On ne va pas te tuer, mais ta famille va voir ce qui va t'arriver..." Ils l'ont jetée à terre et ils ont attaché tous ses vêtements... »

L'origine de ces images n'était pas précise, mais elles ne surprenaient pas. On sait, depuis la Bosnie, que le viol systématique fait partie de l'arsenal de certaines unités serbes. Tout a déjà été dit sur cette abjection qui va parfois jusqu'à garder les femmes violées en captivité pour qu'elles conservent un enfant qu'elles ne pourront que haïr. Tout a été écrit, en particulier par le professeur José Santurrit, sur ce nouveau recul des limites de l'imaginable : « En plus du traumatisme du viol, mener une femme à tuer son enfant nouveau-né. Faire exister la haine là où se trouvent les racines mêmes de l'amour : c'est la forme la plus récente du crime contre l'humanité. » (Le Refus du sens, Ellipses, 1996).

Si les cathédrales gothiques de mon pays voyaient cela sans broncher, monsieur l'écrivain, je les démolirais de mes propres mains.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.20 Le Cancer du sein. Forum Planète
23.20 Enfants, dur, dur de rester stars. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités: Laurent de Brunhoff; Stéphane Louchet; Nicolas Dore; Francis Cabrel; John Irving. Canal +
19.15 Le Rendez-vous. Alain Juppé. LCI
20.00 20 h Paris Première. Invité: Dieudonné. Paris Première
20.15 Faut-il dire. Sans modération apparente. RTBF 1
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. La Montagne de la vérité. Arte
20.50 Combien ça coûte? Santé, forme, beauté. Invité: José Garcia. TF 1
21.00 Paris modes. Gilles Berthoin. Paris Première
21.05 Au nom de la loi. Temple sur la Commission européenne. Portrait d'un juge. La chute de la maison Perry. Éthique et les lois. TV 5
22.45 Ça se discute. Que faire quand on aime pas l'école? France 2
22.55 Un siècle d'écrivains. Émile Zola. France 3
0.30 De quel droit? Santé, propriété, localités: qui fait la loi? M 6
0.55 Le Canal du savoir. Persil: le neuf ans d'expulsion. Paris Première

DOCUMENTAIRES

19.30 La Chine, dragon millénaire. Changjiang, le Fleuve bleu. Odyssée
20.15 Reportage. Le Bunker de Hiss Messaoud. Arte
20.30 Cancer du sein, traquez l'ennemi. Forum Planète
20.35 L'Etat de la Palestine. Les épiques de la paix. Planète
20.50 Etat des lieux: le Botswana. Odyssée
21.00 et 21.45 Mémoire arménienne. 1915. Survivants dans la tourmente. Histoire
21.50 Les Tribus indiennes. (1620). Les Séminoles. Voyage aux pays des dieux. Les esprits d'Inde. Odyssée
22.25 L'Autre Algérie. Les enfants d'El Marout. Une croisière sur la vie. France 3
23.05 Nikos Kavvadias. Une croisière sur la vie. France 3
23.45 Les Derniers Gorilles. Pour les singes. Odyssée
0.10 La Lucarne. Povnost (202). Arte
0.10 Lima, prise d'otage en direct. TSF

SPORTS EN DIRECT

20.00 Hockey sur glace. Ligue Elite. Finale: quart de finale. AB Sport
20.30 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. Eurosport

DANSE

22.45 A Folk Tale. Musique de Bourdonville. Par le Royal Danish Ballet et le Danish Radio Concert Orchestra, dir. H. Damsgaard. Mezzo

MUSIQUE

20.45 The London Community Gospel Choir. Concert. Arte
22.35 Musica. Accents en concert. Arte
22.55 Ben Harper 1996. Paris Première

TELEFILMS

20.55 Morsures. Tony Randel. O. France 3
22.40 Cruelle vérité. Eric Tili. O. M 6
23.45 Entre femme et loup. Ben Bolt (198). 13ème Rue

SERIES

20.30 Star Trek, la nouvelle génération. (202) La pierre de Gol. Canal Jemy
21.00 L'Assaut. A quel ça sert d'approcher? France 2
21.25 Le Caméléon. Parole (v.o.). Série Club
22.15 Brooklyn South. Off pour col (v.o.). Série Club
22.20 Friends. The One Where Everyone Finds Out (v.o.). Canal Jemy
0.15 New York Police Blues. Tout nouveau, tout beau (v.o.). Canal Jemy

FILMS

15.55 L'Invincible Armada. William K. Howard (Grande-Bretagne, 1937, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classica
16.30 Napoléon. Abel Gance (1927) (France, 1926, N., muet, 120 min) O. Histoire
18.05 Interviewa. Federico Fellini (France - Italie, 1986, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classica
19.30 L'Odyssée du sous-marin Nerka. Robert Wise (Etats-Unis, 1958, N., v.o., 90 min) O. Ciné Classica



20.30 Chercheuses d'or 1935. Busby Berkeley. Avec Dick Powell, Gloria Stuart (Etats-Unis, 1935, v.o., 95 min) O. Ciné Classica
20.30 Un homme parmi les loups. Carroll Ballard (Etats-Unis, 1975, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classica
21.00 Jugement à Nuremberg. Stanley Kramer (Etats-Unis, 1961, N., v.o., 175 min) O. Ciné Classica
21.35 Fargo. Joel et Ethan Coen (Etats-Unis, 1996, N., v.o., 100 min) O. RTBF 1
22.05 Le Moment de la vérité. Mario Mattoli (Italie, 1942, N., v.o., 100 min) O. Ciné Classica
23.35 Le Moment de la vérité. Francesco Rosi (Italie - Espagne, 1965, 110 min) O. TMC
23.45 Demain est un autre jour. Douglas Sirk (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classica
23.55 La Joieuse Divorcée. Mark Sandrich (Etats-Unis, 1934, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classica
0.00 Underground. Emir Kusturica (France - Allemagne, 1995, v.o., 140 min) O. Cinéstar 1
1.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
1.40 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
18.25 Excluse. 19.05 Le Bled. 20.00 Journal, Météo. 20.50 Combien ça coûte? Santé, forme, beauté. 23.10 52 sur la Une. Pour sur le rail. 0.15 Formule foot. 0.45 Rallye. 0.55 TF 1 nuit, Météo. 1.10 Mode in France (3/5).

FRANCE 2

18.10 Friends. O. 18.50 Patinage artistique. 19.55 et 20.55 Tirage du Loto. 20.00 Journal, Météo. 20.59 La soirée continue. 21.00 L'Intrus. Série. A quel ça sert d'apprendre? O. 22.45 Ça se discute. Que faire quand on n'aime pas l'école? O. 0.50 Journal, Météo. 1.15 Le Cercle. Samur.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'Information, Météo. 20.05 Cosby. O. 20.35 Tout le sport. 20.55 Morsures. Téléfilm. Tony Randel. O. 22.25 Météo, Soir 3. 22.55 Un siècle d'écrivains. Émile Zola. 23.45 Les Derniers Gorilles. 0.35 Nocturnales. Semaines des concerts d'Oslo: extraits de Carmen, de Bizet.

CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Les Fantômes du passé. Film. Bob Reiner. O. 23.05 Jour de foot. 23.45 Les Sales Blagues de l'Écho. 24.00 Lady Macbeth de Mzensk. Opéra de Chostakovitch. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra-Bastille, dir. Myung-Whun Chung. 23.19 Les Soirées... (suite). Œuvres de Beethoven, Saint-Saëns, Gounod.

ARTE

19.00 Connaissance. Zanzibar. 19.45 Météo, Arte Info. 20.15 Reportage. Le Bunker de Hiss Messaoud. 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. La Montagne de la vérité. 21.35 Les Cent Photos du siècle. 21.45 Musica. Bruit blanc. 22.35 Accents en concert. Festival de la Vézère 97. 23.05 Profil. Nikos Kavvadias, une croisière sur la vie. 0.00 La Lucarne. Povnost (202). Confession d'un capitaine. 2.30 Court-circuit. Message de printemps. Marc Salmon. O.

M 6

19.30 Mariés, deux enfants. O. 19.50 et 0.15 Rallye. Rallye de Tunisie. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. O. 20.40 Décochage Info. Une journée avec... 20.50 Le Fil du rasoir. Téléfilm. Gérard Cuq. O. 22.40 Cruelle vérité. Téléfilm. E. Tili. O. 0.20 De quel droit?

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Jean-Paul Caminanti. 21.00 Philharmonie. L'indivulgarisme. 22.10 Fiction. Nouvelles de Nikolai Gogol. 23.00 Nuits magnétiques. (202). 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.00 De vive voix. Par le Chœur de Radio France, dir. Ludomir Maty. Œuvres de Schütz, Bruckner, Janacek, Lukas, Dvorak. 22.30 Musique pluriel. Œuvres de Vivaldi, Lang. 23.07 Les Greniers de la mémoire. Invité: Magda Tagliarero, piano.

RADIO CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de R. Schumann. 20.40 Lady Macbeth de Mzensk. Opéra de Chostakovitch. Par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra-Bastille, dir. Myung-Whun Chung. 23.19 Les Soirées... (suite). Œuvres de Beethoven, Saint-Saëns, Gounod.

TELEVISION

ARTE

20.15 Le Bunker de Hiss Messaoud. Placés sous la protection de l'armée, les 45 000 résidents de Hiss Messaoud ignorent tout du drame sanglant qui se joue en Algérie depuis plusieurs années. Ils sont venus « pour l'argent » exploiter les champs pétroliers, le trésor enterré du gouvernement. Véronique Taveau est allée enquêter dans cette oasis artificielle. Son reportage est riche d'enseignements.

CINÉ CLASSICS

20.30 Chercheuses d'or 1935. Un étudiant en médecine, employé pendant ses vacances dans un palace, s'prend de la fille d'une cliente milliardaire. La dame finance un spectacle monté par l'établissement et engage un producteur. Classique et habile scénario, mais cette comédie musicale de Busby Berkeley est un sommet d'invention dans les numéros musicaux. En v.o.

ARTE

21.45 Musica. Mathilde Monnier est chorégraphe. Elle même depuis cinq ans un travail avec des adultes autistes. A l'hôpital psychiatrique de Montpellier, elle a rencontré Marie-France, une jeune femme souffrant d'autisme infantile précoce. Pendant des mois, les deux femmes ont mis au point un ballet. Les répétitions et la représentation de ce surprenant duo ont été filmées par Valérie Urréa.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

18.30 Soirée Algérie. Forum Planète

MAGAZINES

19.30 Envoyé spécial. Les années 90. Les dévotions religieuses. Histoire
19.30 La Cinquième. Justice, justice: la vie à l'heure de la loi. Invité: Frédéric Sarrailh-Romieu. La Cinquième
19.40 Le Vrai Journal. Interview de Christian Boute. 24 heures dans un camp de réfugiés kosovars en Albanie. Enquête sur la MINU. Réfugiés kosovars victimes d'un racisme anti le Pas-de-Calais. Canal +
16.10 et 20.10 Le Tilt: Show. Les Français dans le monde. A. LCI
17.15 La Débar. De Pierre-Luc Séguin. LCI
18.30 Nulle part ailleurs. Invité: Dieudonné. Kill to This. Nicolas Bourriaud. Canal +
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Daniel Cohn-Bendit. LCI
20.00 20 h Paris Première. Invité: James Ivory. Paris Première
20.30 Soirée «El Gran Mito». Invité: Blanca Li. Canal Jemy
20.55 Envoyé spécial. Cécile Dier. La noblesse russe. Les Français dans la guerre. France 2
22.25 Pulations. Le diable. RTBF 1
23.00 Le Magazine de l'Histoire. Invité: Jean-Noël Jeanneney; Mona Ouzi; Christian Delporte. Histoire
23.00 Courts parodies. Catherine Breillat. Paris Première
23.00 Le Club. Invité: Jean YVES. Ciné Classica
23.10 Comme au cinéma. Magie à Hollywood. Même pas mort! Cher la vie. Tout faux, tout flâneur! Monte la son. Invité: Christophe Lambert. France 2
0.05 Tapage. L'esprit sportif tui par l'argent? France 3

DOCUMENTAIRES

17.20 Un autre futur. L'Espagne: sages et noirs. (194). Il n'y a plus de fous. Planète
17.50 Etat des lieux: le Botswana. Odyssée
17.55 Un hiver chez les Indiens Dene. La Cinquième
18.15 Les Splendeurs intérieures de l'Afrique. (1972). Le monde des oiseaux. Planète

TELEVISION

FORUM PLANÈTE

18.30 Quodidiers d'Algérie. Au cours de ces dernières années, la presse écrite algérienne a payé un lourd tribut qui, à l'étranger, a contribué à faire des journalistes algériens les acteurs privilégiés de la lutte contre « la barbarie islamiste ». C'est ce cliché que Patrice Barrat démonte. Le travail des journalistes algériens est, en réalité, multiforme, à l'image du pays. C'est une peinture très juste de la société qui se dégage de ce film.

18.30 Des aigles magiques. La Cinquième

18.30 Les Mineurs de glace. Odyssée

19.00 Voyages, voyages. Arte

19.10 Les Armes de la victoire. Planète

19.45 Pays d'octobre. (194). Oxford télévisé. Planète

20.10 Le Marathon des sables. Arte

20.30 Un refuge pour les singes. Odyssée

20.30 Le Triangle de la mort. Forum Planète

20.35 Cinq colonnes à la une. Planète

20.40 Thema. Dans la ligne de mire: l'assassinat politique. Arte

20.50 Vaudou. Jean XXIII et le repoussoir. Odyssée

21.05 Algériennes, trente ans après. TV 5

22.00 L'Etat de la Palestine. Les épiques de la paix. Planète

22.35 Histoire de l'eau (2/4). Ses différents usages. Odyssée

23.00 Toutchamoun (45). La malédiction de la croix. TMC

23.20 Les Tribus indiennes. (1620) Les Séminoles. Planète

23.25 Trois heures. (192). Épisode. Odyssée

23.50 L'Autre Algérie. Les enfants d'El Marout. Planète

0.10 L'Anglaisse sauvage. terreur des futuraphes. Les romans du vent. Odyssée

SPORTS EN DIRECT

17.00 et 20.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans. 2e de finale. AB Sport
20.00 Basket-ball. Championnat de France féminin. Philie. Match retour: Bourges-Valenciennes-Orléans. AB Sport
1.40 Hockey sur glace. NHL: Buffalo - New Jersey. Canal +

DANSE

19.00 La Légende de Joseph. Chorégraphie de John Weidler. Musique de R. Strauss. Par le Wiener Staatsopernballet et l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Heinrich Hollreiter. Mezzo
23.55 Le Tricorne. Chorégraphie de L. Bonde Massins. Musique de De Falla. Avec Rodolphe Belarbi (Le meunier), Françoise Legrand (La femme du meunier). Décors et costumes de Pablo Picasso. Paris Première

MUSIQUE

21.00 Il Giardino Armonico. Luciano Gualco 1992. Dir. Giovanni Antonini. Mezzit
21.45 Hogwood dirige Les Symphonies de Haydn. Mezzo
23.30 La Calisto. Opéra de Cavalli. Mise en scène de Herbert Wernicke. Par le Teatro Comunale, dir. René Jacobs. Mezzit

TELEFILMS

20.30 L'Affaire Seznec. Yves Boisset (1 et 2). Festival
20.40 Pique immédiat 3. Kenneth Johnson. RTL 9
20.45 Chantage mortel. Heinrich Breiter (1/2). Arte
20.50 Émments non identifiés. Timothy Bond. O. M 6

SERIES

17.00 Au nom de la loi. La Cinquième
17.15 Seconde R. M 6
17.50 Hartley, cours à vie. France 2
18.00 Artiles. et les supporters 1. O. Canal +
18.45 Sempio. Trailer in Our Midst. Série Club
19.20 Marées, deux enfantes. M 6
19.20 The New Statesman. H.A.S.H. (v.o.). Canal Jemy
20.00 Larry et Baki. Série Club
20.05 Cosby. France 3
20.10 Campus Show. Joyeux anniversaire. Série Club
20.15 Alfred Hitchcock présente. Un mort de trop. 13ème Rue
20.15 Ellen. Fias Navidad. RTL 9
20.40 Buffy contre les vampires. La soirée de Sade. Série Club
20.40 Julie Lescaut. Espagnole noire. O. RTBF 1
20.50 Une femme d'honneur. Mort en deux temps. TF 1
21.40 Marc Eliot. La passé d'une femme. TSF
22.15 Total Security. Surs et escrocs. Série Club
22.35 Profil. Alliance diabolique. O. Rien que toi et moi. O. M 6
22.35 La nuit du rock. Disney Channel
23.00 Ezzier. L'épreuve de force. Série Club
23.25 Working. Top of the World. M 6 (v.o.). Série Club
23.45 Stargate SG-1. La clé de voûte. TSF

FILMS

15.50 Nuit d'été en ville. Michel Deville (France, 1990, 85 min) O. Cinéstar 2
16.00 Interviewa. Federico Fellini (France - Italie, 1986, N., v.o., 105 min) O. Ciné Classica
16.30 Densha est un autre jour. Douglas Sirk (Etats-Unis, 1954, N., v.o., 85 min) O. Ciné Classica
16.35 Gwerballina. Gwerballina. Ciné Classica
16.40 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
16.45 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica



16.50 Petites mesures entre amis. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
16.55 Chercheuses d'or 1935. Busby Berkeley (Etats-Unis, 1935, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classica
17.05 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
17.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
17.15 La Croisière de Navarone. Buster Keaton et Donald Crisp (Etats-Unis, 1924, N., v.o., muet, 85 min) O. Ciné Classica
17.20 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
17.25 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
17.30 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
17.35 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
17.40 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
17.45 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
17.50 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
17.55 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
18.00 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
18.05 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
18.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
18.15 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
18.20 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
18.25 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
18.30 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
18.35 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
18.40 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
18.45 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
18.50 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
18.55 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
19.00 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
19.05 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
19.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
19.15 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
19.20 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
19.25 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
19.30 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
19.35 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
19.40 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
19.45 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
19.50 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
19.55 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
20.00 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
20.05 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
20.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
20.15 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
20.20 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
20.25 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
20.30 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
20.35 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
20.40 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
20.45 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
20.50 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
20.55 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
21.00 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
21.05 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
21.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
21.15 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
21.20 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
21.25 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
21.30 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
21.35 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
21.40 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
21.45 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
21.50 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
21.55 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
22.00 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
22.05 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
22.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
22.15 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
22.20 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
22.25 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
22.30 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
22.35 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
22.40 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
22.45 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
22.50 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
22.55 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
23.00 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
23.05 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis, 1943, N., v.o., 110 min) O. Ciné Classica
23.10 L'Esquive sauvage. Billy Wilder (Etats-Unis, 1993, N., v.o., 80 min) O. Ciné Classica
23.15 Assurance sur la mort. Billy Wilder (Etats-Unis,

La RAM fait rage

par Pierre Georges

AU VINGT ET UNIÈME JOUR de guerre, les alliés qui avaient tout prévu, sauf l'imprévisible, tout imaginé, sauf l'inimaginable, tout planifié, hormis l'implan-

table, et finalement tout gagné, sauf la guerre, les alliés, donc, déclarent qu'il leur fallait plus d'avions. More and more, frappes et frappes.

Au vingt et unième jour de guerre, ils tirent un auto-bilan. Pertes matérielles : un avion furtif, un avion sans pilote, plus quelques missiles égarés. Pertes humaines : aucun mort, trois prisonniers. Les alliés pouvaient, de ce point de vue-là, être fiers. Ils venaient d'inventer, pour ce qui les concerne, la guerre « zéro défaut », zéro mort en tout cas. La guerre faite de loin, ou de haut comme l'on préférerait, mille avions bientôt dans le ciel yougoslave, chaud dessous, pour « traiter » les objectifs !

Traiter en effet. Sauf qu'il ne s'agit pas d'un champ de maïs mais de « bombarde », si l'on autorise ce néologisme. Traiter, encore et encore, jusqu'à ce que le traitement fasse son effet et il finira bien par le faire, sur un régime serbe et prédateur en longue maladie mentale.

On dira qu'il y a quelque désin-

sauf où elle a lieu vraiment, pour avoir à la fois l'adversaire à portée et rester hors de sa portée.

Cet art de la guerre sans risques, ou à risques minimaux, suppose évidemment une maîtrise totale des cieux et des mers, une supériorité technologique évidente, et une longue patience. Frappes et longueur de temps font plus que forces terrestres ni que rage. Même si, précisément la RAM, elle, fait rage, dans la mesure où l'adversaire tient, jusqu'à l'absurde, toute sa partition.

Mille avions pour un Milosevic, toute la RAM du monde pour un régime qu'on imagine plus suicidaire qu'héroïque ! Voilà qui fausse un peu la théorie et contredit la pensée logique. Cette logique de la guerre notamment voudrait que, lorsque l'une des parties prend conscience de sa notable infériorité, des ravages subis par son pays et de sa totale incapacité à renverser le cours de la bataille, elle dépose les armes. La RAM supposerait un adversaire lucide. Le régime de Belgrade est tout sauf lucide, qui s'est engagé et engage à lutter et mourir jusqu'au dernier des Serbes, à chasser et épurer jusqu'au dernier des Kosovars. Milosevic est tout sauf lucide, qui, sous les frappes qui ravagent la Yougoslavie et accablent son peuple comme son armée, veut croire encore en une issue victorieuse politiquement. Ne serait-ce qu'en spéculant sur l'usure du temps et des frappes, sur la lassitude des opinions publiques occidentales. Ou sur le défaut de la cuirasse et de la RAM, ces fameux « dommages collatéraux », atroce concept pour dire que la guerre sans risques des uns ne l'est pas pour les autres.

L'ancien numéro deux malaisien condamné pour « corruption »

Il écope de six ans de prison et devra répondre d'autres chefs d'accusation

ANWAR IBRAHIM, l'ancien vice-premier ministre du Dr Mahathir Mohamad, emprisonné depuis septembre 1998, s'y attendait. Reconnu coupable de corruption, il a été condamné, mercredi 14 avril, à six ans de prison en vertu d'un procès de 77 jours. « C'est une honte absolue », a déclaré, à l'audience, l'ancien numéro deux du régime malaisien. Il s'agit d'une interprétation ridicule et mensongère de la corruption quand on sait qu'en Malaisie des milliards de ringgits appartenant au peuple sont gaspillés par ses dirigeants pour leurs enfants ou leurs proches.

« Ces accusations, a-t-il ajouté, s'inscrivent dans une conspiration politique visant à me détruire et à maintenir la mainmise de Mahathir Mohamad sur le pouvoir, quel qu'en soit le coût, même si cela passe par le sacrifice de ce qui restait de l'intégrité du système. » Anwar Ibrahim était passible d'une peine de quatorze ans de prison assortie d'une amende de 20 000 ringgits (30 000 francs, environ 4 500 euros) pour chacun des quatre chefs d'accusation retenus contre lui. Il doit être encore jugé d'un cinquième chef d'accusation pour corruption et pour sodomie. A l'extérieur du palais de justice de Kuala Lumpur, les forces de l'ordre

sont intervenues pour disperser un demi-millier de ses partisans.

Le limogeage et l'incarcération d'Anwar avaient provoqué des tensions sans précédent en Malaisie depuis l'accession au pouvoir, en 1981, du Dr Mahathir. La crédibilité de la police, dont le chef a reconnu avoir frappé Anwar lors de son arrestation, et celle du système légal sont notamment les enjeux d'un procès qui pouvait encore rebondir. Sous l'effet d'une crise économique régionale, une forte récession a contribué à un autre procès : celui des méthodes de gouvernement du Dr Mahathir, aujourd'hui âgé de soixante-trois ans et dont la santé est fragile. La Malaisie connaît également une querelle d'anciens contre modernes, ces derniers se regroupant sous la bannière de « réformisme ».

Les partisans de « réformisme » tentent de rompre avec les divisions ethniques de la politique en Malaisie, une fédération qui compte une faible majorité de Malais musulmans et au moins un quart de Chinois. L'épouse d'Anwar, Wan Azizah, a pris récemment la tête d'un Parti de la justice nationale (PJN), qui se veut multithnique. Son objectif est de priver, lors

d'élections générales qui doivent se tenir au plus tard en mai 2000, le Front national au pouvoir de la majorité des deux tiers à l'Assemblée. D'autres formations traditionnelles de l'opposition œuvrent dans le même sens.

PROCES POLITIQUE

Si le Dr Mahathir est accusé à la défensive, il ne manque pas pour autant de ressources. Il contrôle les médias. Le système légal, en partie hérité de la colonisation, lui est favorable. Il a toutefois dû se battre pour ne pas perdre en mars un scrutin dans l'Etat de Sabah et a renoncé à réunir, avant les élections générales, son propre mouvement, l'UMNO (Organisation nationale unifiée malaise), de peur qu'un Congrès offre la preuve de dissensions internes. Anwar Ibrahim, qui était vice-président de l'UMNO avant son limogeage, conserverait, en effet, une forte influence au sein de ce parti qui domine la vie politique - et le Front national au pouvoir - depuis l'indépendance. Il est cependant frappé d'indisponibilité.

Au-delà d'une condamnation pour corruption et d'accusations de sodomie, Anwar Ibrahim, qui est âgé de cinquante et un ans et passait encore, voilà huit mois, pour le chef de file d'une nouvelle génération de leaders d'Asie du Sud-Est, estime qu'on lui fait un procès politique. Cet avis est assez partagé pour que perdure la crise. Celle-ci pourrait refaçoner le paysage politique d'une fédération qui s'est accommodée, jusqu'ici, d'une cohabitation entre les ethnies qui la forment.

Après l'Inde, le Pakistan teste à son tour un nouveau missile

NEW DELHI
de notre correspondante
Trois jours après le tir du missile indien Agni-2 (Le Monde du 13 avril), le Pakistan a répliqué, mercredi 14 avril, en tirant une version améliorée de son missile balistique de moyenne portée, le Ghauri. Le tir a eu lieu du centre d'essai de Jhelum, au Pendjab, et aurait atteint son point d'impact huit minutes après. Dans une volonté de s'affirmer d'appartenance, le communiqué officiel indique, simplement qu'il s'agit « du deuxième test du Ghauri qui a une portée de 1 500 km ». Le Pakistan avait testé pour la première fois le Ghauri le 6 avril 1998. Selon des sources pakistanaises qui veulent garder l'anonymat, le Ghauri tiré cette fois aurait une portée de 2 000 km et pourrait transporter une charge nucléaire ou conventionnelle de 1 000 kg. La charge du Ghauri-1 était de 700 kg. L'Agni-2, selon le ministre indien de la défense, avait, lui, parcouru plus de 2 000 km. Déjà, dans sa première version, le Ghauri pouvait atteindre la plupart des grandes villes indiennes. Comme l'Inde l'avait fait, Islamabad avait averti, mardi, New Delhi de ce lancement. Avant ce tir, le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, avait affirmé : « Nous ne voulons pas entrer dans une course aux armements mais personne ne doit douter des capacités du Pakistan. Pour le passé, le Pakistan a répliqué l'Inde et continuera à le faire. »

DÉPÊCHES

■ FOOTBALL : le Stade de Rennes a conforté sa quatrième place du championnat de France en s'imposant (2-0), mardi 13 avril, face au RC Lens. Le second match avancé de cette 29^e journée entre le Sporting Club de Bastia et le FC Sochaux s'est soldé par un résultat nul (1-1).

■ PRESSE : le tribunal de commerce de Paris a prononcé, mardi 13 avril, la liquidation judiciaire de la Société d'édition de Minute SA (SEM), qui édite l'hebdomadaire du même nom. Le tribunal a décidé de la poursuite de l'activité de Minute jusqu'au 20 avril.

Tirage du Monde daté mercredi 14 avril 1999 : 517 269 exemplaires.

Jean-Claude Pomonti

Françoise Chipeaux

Jeep

Nouvelle Jeep Grand Cherokee.
Loin de toute civilisation.



La Civilisation.

Pour découvrir le vrai sens du mot civilisation, rendez-vous dès le 5 Avril chez votre concessionnaire, et dans le Figaro Magazine, L'Express, le Nouvel Observateur, le Point.

Venez découvrir et essayer la nouvelle Jeep Grand Cherokee :

36 15 Jeep
1,295 km

Financing

www.newgrandcherokee.com